



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

45<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel  
(Hansard)

Volume 152 N° 008  
Le mercredi 4 juin 2025

---

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia



## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 4 juin 2025

La séance est ouverte à 14 heures.

---

*Prière*

---

• (1400)

[Traduction]

**Le Président:** Puisque nous sommes mercredi, nous allons maintenant chanter l'hymne national, qui sera entonné par le député de Peace River—Westlock.

[Les députés chantent l'hymne national.]

---

### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

#### LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

**Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD):** Monsieur le Président, depuis plus de 150 ans, Postes Canada est une pierre angulaire de notre identité nationale et elle relie les Canadiens de toutes les régions. C'est plus qu'un service de courrier, c'est un service public essentiel. Cette société est aussi canadienne que le sirop d'érable, et pourtant, aujourd'hui, ce service est menacé.

Postes Canada envisage de mettre fin à la livraison à domicile, de fermer des bureaux de poste, d'externaliser des emplois, voire de privatiser ses services. Ces mesures affaibliraient les collectivités et mettraient en péril des milliers de bons emplois syndiqués. Les travailleurs des postes ont pris position non seulement pour obtenir des conditions de travail équitables, mais aussi pour défendre cette institution publique.

Les libéraux ont mis fin prématurément à la grève et, à ce jour, aucune entente n'a été conclue. Maintenant, Postes Canada insiste pour forcer la tenue d'un vote sur son offre finale, ce qui ne mènera pas à une paix durable. Il existe une meilleure solution. Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes a proposé de procéder à un arbitrage final et exécutoire et d'emprunter une voie équitable et neutre qui suspend les grèves et les lock-out et qui garantit une résolution juste du conflit.

J'exhorte le ministre et la Chambre à se ranger du côté des travailleurs des postes, à défendre ce service public vital et à rétablir l'équité dans le processus de négociation.

\* \* \*

#### LE MOIS DU PATRIMOINE PORTUGAIS

**Peter Fonseca (Mississauga-Est—Cooksville, Lib.):** Monsieur le Président, c'est avec beaucoup de gratitude et d'humilité que je

prends la parole aujourd'hui en cette 45<sup>e</sup> législature. Je suis vraiment honoré que les gens de Mississauga-Est—Cooksville m'aient confié la responsabilité de les servir une fois de plus. Je représente cette circonscription dynamique et diversifiée depuis 2003 et il s'agit de l'un des plus grands honneurs de ma vie.

Je tiens à remercier sincèrement les bénévoles et les militants dévoués de notre campagne de leur engagement envers notre collectivité et notre pays. Je remercie ma tendre épouse, Christina, et nos jumeaux, Sebastien et Alexander. Leur soutien indéfectible et leurs nombreux sacrifices sont au cœur de tout ce que je fais, et je leur en serai éternellement reconnaissant.

En tant qu'immigrant d'origine portugaise dont l'histoire familiale représente le rêve de bien des gens, je me joins à tous les Canadiens pour célébrer le mois de juin, le Mois du patrimoine portugais, afin de rendre hommage à l'excellent travail, à la résilience et aux contributions de la communauté. Bien que des défis nous attendent, la voie à suivre est claire: nous devons protéger notre souveraineté, réduire le coût de la vie, assurer la sécurité de notre collectivité et bâtir une économie forte et inclusive.

Un Canada fort.

\* \* \*

• (1405)

#### LE DÉFENSEUR DES DROITS DE LA PERSONNE

**James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC):** Monsieur le Président, Jimmy Lai est un père, un frère, un oncle et un grand-père qui a des liens étroits avec le Canada. C'est un citoyen britannique, un leader du mouvement de lutte pour la démocratie, un champion de la liberté des médias et un prisonnier d'opinion.

Depuis décembre 2020, les autorités hongkongaises maintiennent M. Lai en isolement sous de fausses accusations en vertu de leurs lois autoritaires sur la sécurité nationale. Il est détenu depuis plus de quatre ans, et pour quel crime? Il a publié la vérité, il a défendu la démocratie, et il s'est battu pour la liberté. L'emprisonnement de M. Lai est injuste et dangereux pour un diabétique de 77 ans.

Cet ignoble simulacre de procès devant des juges soigneusement choisis par le Parti communiste chinois dure déjà depuis plus de 17 mois. La semaine prochaine, Sebastien Lai sera sur la Colline du Parlement pour raconter l'histoire de son père et parler de ce que le Canada devrait faire pour assurer la libération de Jimmy Lai.

Il s'agit d'une violation flagrante des droits de la personne, et la loi de Magnitski a été conçue pour remédier à de telles situations. Le gouvernement du Canada devrait s'en servir, dénoncer le sort de Jimmy Lai et demander avec véhémence sa libération.

*Déclarations de députés***LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE**

**Sima Acan (Oakville-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, c'est un immense honneur et un privilège de prendre la parole à la Chambre pour représenter les résidents formidables d'Oakville-Ouest. Je les remercie de leur confiance et j'aimerais exprimer toute ma reconnaissance à mes bénévoles, à mon équipe et à ma famille, qui sont des gens incroyables. C'est grâce à leur soutien et à leurs sacrifices que je suis ici.

[Français]

Cette élection portait sur le changement, les valeurs et l'avenir du Canada, et cet avenir est prometteur.

[Traduction]

Après plus de 20 ans dans les secteurs de l'automatisation, de l'industrie et de la robotique, je peux voir comment l'innovation est en train de transformer notre monde. Comme l'a dit le premier ministre, le Canada a tout pour devenir un chef de file dans les domaines de l'intelligence artificielle, des technologies propres et de la fabrication de pointe, mais seulement si nous investissons dans notre population et dans notre potentiel. Il faut notamment créer des débouchés intéressants pour les femmes dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques, afin qu'elles contribuent à façonner l'avenir qui les attend.

J'ai hâte de travailler avec le premier ministre et le gouvernement actuel en vue de faire du Canada un chef de file en matière d'innovation, d'inclusion et de dynamisme.

[Français]

Ensemble, nous allons construire un Canada fort.

\* \* \*

[Traduction]

**SOURIS—MOOSE MOUNTAIN**

**Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC):** Monsieur le Président, c'est toujours un grand honneur de prendre la parole à la Chambre pour représenter les bonnes gens de Souris—Moose Mountain, une région qui a façonné mon identité. C'est là où je suis né, où j'ai grandi et où j'ai appris la valeur de la rigueur au travail, de l'intégrité et du service.

Notre circonscription prend appui sur la force de ceux qui l'ont bâtie en se levant tôt et en travaillant fort: les agriculteurs, les éleveurs, les travailleurs du secteur pétrolier et gazier, les producteurs d'énergie et les entrepreneurs. Leurs industries font bien plus que soutenir les familles de notre région; elles contribuent à faire tourner l'économie canadienne.

Les habitants de Souris—Moose Mountain incarnent ce qu'il y a de mieux dans le Canada rural. Ils sont autonomes, animés d'un esprit communautaire et profondément ancrés dans leurs valeurs. J'ai grandi dans ce milieu et je me ferai un devoir d'appliquer ces principes à chaque débat, à chaque vote et à chaque discussion à la Chambre des communes.

Je remercie mes concitoyens de leur confiance et de leur exemple. C'est un privilège de les servir, et je vais continuer de défendre leurs intérêts et ceux de notre région avec vigueur et détermination, ici, à Ottawa.

[Français]

**LA CIRCONSCRIPTION DE LASALLE—ÉMARD—VERDUN**

**Claude Guay (LaSalle—Émard—Verdun, Lib.):** Monsieur le Président, c'est avec humilité et gratitude que je prends la parole aujourd'hui pour la toute première fois en cette honorable Chambre des communes. Je remercie les citoyens de LaSalle—Émard—Verdun de la confiance qu'ils m'ont accordée. C'est un honneur que je mesure pleinement. Je tiens aussi à saluer les contributions et le soutien de mon épouse, Carol Anne, de mon équipe, de nos bénévoles et de mes prédécesseurs, notamment le très honorable Paul Martin et l'honorable David Lametti.

Notre communauté est un merveilleux kaléidoscope qui représente le meilleur du Canada. Chaque jour, je vois des gestes de courage, de générosité et de résilience. Qu'il s'agisse des jeunes qui s'impliquent dans nos écoles, des aînés qui transmettent leur sagesse, des nouveaux arrivants qui bâtissent leur avenir parmi nous ou des petites entreprises comme celles des boulevards Monk et Champlain ou de notre rue Wellington de Verdun...

**Le Président:** L'honorable député de Ponoka—Didsbury a la parole.

\* \* \*

[Traduction]

**BLAIR VOLD**

**Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC):** Monsieur le Président, c'est le cœur lourd que je prends la parole aujourd'hui pour célébrer la vie et honorer la mémoire de mon ami Blair Vold, de Ponoka, en Alberta, qui est décédé le 11 mai.

Né le 13 octobre 1955, Blair était l'incarnation même de l'Albertain: travailleur, résilient et dévoué à sa communauté. Il était surtout connu pour avoir travaillé toute sa vie dans la vente de bétail et pour avoir siégé au sein de conseils d'administration locaux, notamment à titre de président du stampede de Ponoka. C'était un homme à qui l'on vouait un immense respect et à qui l'on doit de grandes réalisations dans le milieu des affaires et le milieu agricole de l'Alberta.

Blair était avant tout un mari dévoué à Sheryl, son épouse bien-aimée, l'heureux père de Nansen, de Labrie, de Gjenna, de Sarah et du regretté Cooper Tonneson, le fils aimant de Dolores et du regretté Ralph Vold, un grand-père chéri, un frère bienveillant, un être humain fidèle à Odie, son chien, et un ami cher à tous ceux qui le connaissaient.

Nos conversations vont me manquer, tout comme son caractère accueillant, son esprit charitable et l'éclat enjoué et espiègle dans son regard. Je dis à Blair: « Repose en paix, cowboy. »

• (1410)

### LA RENCONTRE DES PREMIERS MINISTRES

**L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, lundi, les premiers ministres se sont réunis à Saskatoon, en Saskatchewan. Je pense que cela nous a envoyé, à nous tous, un message très puissant. Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la Chambre, les Canadiens comprennent que, pour bâtir l'économie canadienne forte dont nous avons besoin pour contrer les attaques de Trump, les droits de douane et les problèmes commerciaux, nous devons unir nos efforts. La partisanerie politique doit être mise de côté, comme l'ont clairement démontré le premier ministre et ses homologues provinciaux en Saskatchewan. Nous pourrions tous en tirer des leçons et, je l'espère, être en mesure de travailler ensemble pour adopter les mesures législatives dont nous avons si grandement besoin pour appuyer ce que les premiers ministres du pays ont fait en Saskatchewan hier.

\* \* \*

### LES KNIGHTS DE LONDON

**Lianne Rood (Middlesex—London, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à féliciter chaleureusement les Knights de London pour leur incroyable victoire au tournoi de la Coupe Memorial. Quel moment ce fut pour Middlesex—London et pour le hockey au Canada. Grâce à une victoire convaincante de 4 à 1, les Knights ont remporté la coupe Memorial pour la troisième fois. C'est une équipe qui n'a jamais relâché ses efforts, qui a toujours cru en ses chances et qui a montré ce que c'était que de jouer avec courage, avec détermination et avec cœur.

Grâce à ses sept buts, Easton Cowan, de Strathroy, a inscrit son nom dans les livres d'histoire en devenant le premier joueur depuis 1972 à terminer au premier rang des marqueurs du tournoi deux années de suite. Il a reçu le titre de joueur le plus utile du tournoi, et nous sommes tous très fiers de lui.

Je veux dire aux entraîneurs, au personnel de l'équipe, aux familles et, surtout, aux joueurs que c'est grâce à leur dévouement, à leur discipline et à leur travail d'équipe qu'ils ont réussi à remporter le tournoi. Ils sont une inspiration pour la prochaine génération d'athlètes de Middlesex—London et de tout le pays.

Cette victoire témoigne de la vivacité des programmes de sport locaux et du brillant avenir du hockey canadien. Je félicite les Knights de London, qui ont une fois de plus marqué l'histoire.

\* \* \*

[Français]

### LA JOURNÉE DE LA GASPÉSIE

**Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lestiguj, BQ):** Monsieur le Président, à vol d'oiseau, on ne saurait pas où atterrir: dans les montagnes escarpées de la Haute-Gaspésie, où la falaise descend jusqu'au plus profond de la mer; dans les douces de la Baie-des-Chaleurs, où, entre mer et montagne, chante un peuple heureux; dans l'à couper le souffle du Rocher Percé; dans le dynamisme de la Côte-de-Gaspé; dans le parc aventureux de la Gaspésie; chez nos amis les Micmacs; sur les scènes de nos festivals pour entendre chanter les meilleurs talents; sur les rives de nos rivières exquises, la Matane, la Matapédia, la Nouvelle, la Cascapédia, la Bonaventure, la York, et j'en passe.

Probablement qu'on passerait de longues heures à contempler du haut des airs cette péninsule aux moult ambiances qui exulte finale-

### Déclarations de députés

ment surtout une qualité immense: la Gaspésie est une terre de liberté. Ce 5 juin, je me permets de souhaiter une bonne Journée de la Gaspésie à tous les amoureux et les amoureuses de mon coin de pays.

\* \* \*

[Traduction]

### HAMILTON-CENTRE

**Aslam Rana (Hamilton—Centre, Lib.):** Monsieur le Président, c'est avec un profond sentiment de gratitude envers les gens d'Hamilton-Centre que je prends la parole au Parlement aujourd'hui en tant que nouveau député d'Hamilton-Centre. Je remercie les citoyens de ma circonscription de m'avoir accordé leur confiance afin que je puisse les servir à titre de député. Je suis extrêmement honoré de représenter notre communauté dynamique, diversifiée et résiliente à la Chambre. Je tiens également à remercier mon épouse, mes enfants et l'incroyable équipe de bénévoles et de citoyens qui ont cru en moi.

Le gouvernement est déterminé à réduire l'impôt de la classe moyenne, à rendre le prix des habitations plus abordable et à renforcer l'économie. Les gens d'Hamilton-Centre ne méritent rien de moins qu'un gouvernement qui défend leurs intérêts, qui écoute leurs préoccupations et qui produit des résultats. C'est exactement dans ce but que je suis ici.

Je remercie Hamilton-Centre.

\* \* \*

### LES OILERS D'EDMONTON

**L'hon. Tim Uppal (Edmonton Gateway, PCC):** Monsieur le Président, ce soir, la série finale de la coupe Stanley commence, et une fois de plus les Oilers d'Edmonton y représenteront le pays du pétrole avec cœur et avec fierté.

Du talent incroyable de Connor McDavid à la résilience de Stuart Skinner devant le filet, cette équipe montre aux Canadiens à quoi ressemble la détermination, le travail d'équipe et le dévouement. Derrière chaque but compté et chaque arrêt de rondelle devant le filet se trouve une ville unie qui encourage l'équipe depuis son salon, sur les terrasses et, eh oui, même juste ici, sur la Colline du Parlement. Cette saison, l'énergie est électrique et les Canadiens d'un océan à l'autre se rallient derrière cette équipe qui a du cran, qui joue avec passion et qui incarne véritablement l'esprit canadien. D'ailleurs, la tour CN à Toronto et le pont Samuel-De Champlain à Montréal seront illuminés en orange et bleu ce soir.

Ramenons la coupe Stanley à la maison, enlevons-la aux États-Unis pour la ramener au Canada, là où elle doit être. Allez, les Oilers, allez!

\* \* \*

• (1415)

### LES SOINS DENTAIRES

**Sameer Zuberi (Pierrefonds—Dollard, Lib.):** Monsieur le Président, au cours des derniers mois, les Canadiens ont pu constater les bienfaits du régime novateur de soins dentaires que le gouvernement libéral précédent a mis en place.

[Français]

Dès maintenant, le régime est ouvert aux Canadiens de tous âges.

*Déclarations de députés*

[Traduction]

Pour la première fois, un vaste éventail de ménages n'ont plus à choisir entre payer des soins buccodentaires et nourrir leur famille. Pour faciliter l'accès des habitants de Pierrefonds—Dollard à ce régime, Justin Myers, un employé du Programme de stage parlementaire qui travaille à mon bureau, a téléphoné à des centaines de ménages pour les aider à s'inscrire.

[Français]

Déjà, près de 10 000 personnes sont inscrites dans ma circonscription et peuvent recevoir des soins dentaires.

[Traduction]

Le régime de soins dentaires aide les gens, et c'est grâce à la collaboration au sein du Parlement. Si un habitant de Pierrefonds—Dollard veut en savoir plus sur le régime, je l'invite à téléphoner à mon bureau ou à visiter le site [canada.ca/dentaire](http://canada.ca/dentaire).

\* \* \*

**LE SYSTÈME D'IMMIGRATION**

**Arpan Khanna (Oxford, PCC):** Monsieur le Président, après 10 ans au pouvoir, les libéraux ont détruit le système d'immigration. Il fut un temps où il fonctionnait bien pour les nouveaux arrivants, les Canadiens et le pays, mais les politiques radicales des libéraux ont semé le chaos. Ils ont fait fi des avertissements de leurs fonctionnaires, ils ont négligé la vérification des demandes et ils ont permis la fraude et les abus dans les programmes destinés aux travailleurs étrangers temporaires, aux étudiants étrangers et aux réfugiés. Aujourd'hui, des millions de personnes se trouvent au Canada avec un visa expiré ou sur le point d'expirer, et nous attendons toujours le plan des libéraux pour leur faire quitter le pays.

Sous la gouverne des libéraux, nous avons connu la plus forte croissance démographique du G7. Maintenant, l'OCDE confirme que les niveaux élevés d'immigration causent des problèmes économiques au Canada en exerçant des pressions sur le logement et l'emploi. Malgré cette information, les libéraux ont déjà délivré 180 000 nouveaux permis de travail temporaires à des étrangers cette année. C'est déjà une hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent. Cette situation n'est pas viable.

Si les Canadiens, l'OCDE et la Banque du Canada le comprennent, pourquoi les libéraux en sont-ils incapables?

\* \* \*

**LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR**

**Tom Osborne (Cape Spear, Lib.):** Monsieur le Président, je souligne aujourd'hui une étape importante pour North Atlantic, une fière société énergétique de Terre-Neuve-et-Labrador, qui mène un projet d'acquisition d'actifs énergétiques établis en France. North Atlantic a entamé des négociations exclusives en vue d'acquiescer une participation majoritaire dans Esso SAF et la propriété intégrale d'ExxonMobil Chemical France, ce qui lui permettra de créer un carrefour de l'énergie verte axé sur les carburants à faible teneur en carbone et l'énergie renouvelable.

Cet investissement prévu renforcera les liens croissants de notre province avec l'Europe et améliorera notre sécurité énergétique. North Atlantic s'est clairement engagée à l'égard d'une croissance locale durable grâce à son projet de conversion de l'énergie éolienne en hydrogène, à l'expansion de ses activités de transport et

de vente au détail et à ses plans pour un carrefour de l'énergie verte visant à exporter de l'énergie verte en Europe. Ces initiatives créeront des débouchés pour nos gens, nos collectivités et notre économie. Les entreprises de Terre-Neuve-et-Labrador ne se contentent pas de participer...

**Le Président:** La députée d'Oshawa a la parole.

\* \* \*

**LE COÛT DES ALIMENTS**

**Rhonda Kirkland (Oshawa, PCC):** Monsieur le Président, cela fait des années que nous subissons la hausse du coût des aliments, mais cette année, cette augmentation est devenue incontrôlable. Les familles, les personnes âgées et les travailleurs canadiens sont au bord du gouffre et ont même du mal à se procurer les produits de base. La semaine dernière, j'ai payé 100 \$ pour 2 sacs d'épicerie: des produits de base, aucune viande, et juste assez pour nourrir ma famille pendant quelques jours. Le bœuf a augmenté de 33 %, les oranges de 26 % et le lait maternisé de 9 %.

À Oshawa, la Simcoe Hall Settlement House, qui sert notre population depuis 90 ans, arrive à la limite de ses capacités en raison d'une augmentation stupéfiante de 55 % du recours aux banques alimentaires, y compris par des familles à double revenu. Les mères célibataires comme moi font toutefois partie des personnes les plus durement touchées et forment désormais le groupe qui dépend le plus du soutien de cette banque.

Les Canadiens ne demandent rien de luxueux: ils veulent simplement manger. Il est temps que le gouvernement libéral prenne ses responsabilités, dépose un budget et s'attaque à l'augmentation du coût des aliments.

\* \* \*

● (1420)

**UNE ÉLÈVE INNOVATRICE DE BURLINGTON**

**L'hon. Karina Gould (Burlington, Lib.):** Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre au cours de la présente législature, j'aimerais commencer par remercier les habitants de Burlington de m'avoir réélue pour un quatrième mandat consécutif. C'est un véritable privilège d'être leur porte-parole et de les représenter à la Chambre.

En parlant des gens formidables de Burlington, je suis très fière de mettre en avant Keerthana Srinivasan, une élève de 12<sup>e</sup> année de l'école Aldershot. Keerthana a remporté la première place dans le cadre du défi STIM « Solve for Tomorrow » de Samsung Canada. Son programme d'analyse du matériel informatique de pointe et de signalement constitue un algorithme novateur conçu pour détecter et localiser les défaillances dans les grandes fermes solaires, ce qui réduit considérablement leurs temps d'arrêt et améliore l'efficacité des systèmes d'énergie renouvelable. Son projet est un exemple éloquent de la façon dont les jeunes se servent de leur créativité et de leurs compétences pour construire un avenir meilleur pour nous tous.

Félicitations à Keerthana et à toute l'équipe de l'école Aldershot.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES

**L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, soyons clairs: les droits de douane imposés par M. Trump au Canada sont inacceptables et injustifiés, et ils constituent une attaque contre nos travailleurs et notre économie. Je rappelle que d'autres pays ont réussi à négocier avec les États-Unis pour diminuer l'ampleur des droits de douane. À l'inverse, non seulement le premier ministre a échoué dans ses négociations avec les Américains, mais il a fait en sorte que M. Trump décide de doubler les droits de douane imposés au secteur de l'acier et de l'aluminium. Le premier ministre a promis être l'homme qui a un plan, mais force est de constater qu'il n'arrive même pas à conclure un accord.

Nos travailleurs sont terrifiés à l'idée de perdre leur emploi. Le premier ministre s'est engagé à ce que le Canada perçoive 20 milliards de dollars en contre-mesures tarifaires, mais il a éliminé ces droits de douane en catimini pendant la campagne électorale. S'il est convaincu d'être en mesure d'aller chercher ces 20 milliards de dollars, pourquoi ne pas rassurer la population canadienne en présentant un budget?

**Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député d'en face: les nouveaux droits de douane américains imposés au secteur de l'acier et de l'aluminium sont à la fois illégaux, injustifiés et illogiques. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles nous avons imposé des contre-mesures tarifaires visant plus de 90 milliards de dollars de produits américains. Nous menons actuellement des négociations intensives avec nos partenaires américains, et nous préparons en parallèle l'imposition de contre-mesures tarifaires en cas d'échec des négociations.

\* \* \*

### LES RESSOURCES HUMAINES

**L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, une façon de traiter avec les Américains, c'est d'être en position de force, mais maintenant, le premier ministre dit qu'il n'approuvera même pas un nouveau pipeline s'il n'y a pas de consensus. Les choses commencent déjà à se gâter. Le premier ministre radical de la Colombie-Britannique ne veut aucun pipeline dans sa province, et il n'y a même pas de consensus au sein du Cabinet libéral, les principaux ministres étant déterminés à torpiller les projets pétroliers et gaziers.

La grande majorité des Canadiens ne veulent pas donner un droit de veto aux politiciens. Ils veulent être moins dépendants des Américains et recevoir de plus gros chèques de paie grâce à la vente de notre pétrole et de notre gaz dans le monde entier.

Le premier ministre fera-t-il preuve de leadership en s'engageant aujourd'hui même à approuver la construction d'un pipeline?

**Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, les Canadiens, de Shawinigan à Saskatoon, ainsi que les premiers ministres provinciaux et le premier ministre canadien qui les représentent, se sont entendus sur l'importance de réaliser des projets d'intérêt national. Pour parvenir au consensus nécessaire, il faut notamment obtenir le consentement des peuples autochtones, ce que les députés d'en face ne font pas.

### Questions orales

Nous défendrons les intérêts des Canadiens autochtones. Nous allons construire des pipelines, mettre en place des infrastructures énergétiques et bâtir l'avenir de notre grand pays.

\* \* \*

### LES FINANCES

**L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, si les séances photo et les discours prémâchés permettaient vraiment de faire avancer les choses dans ce pays, Justin Trudeau serait toujours premier ministre.

Mais trêve de plaisanteries: les 500 milliards de dollars de nouvelles dépenses que les libéraux ont annoncées sans présenter de budget vont aggraver l'inflation. Le premier ministre a dit qu'il voulait qu'on le juge en fonction des prix à l'épicerie. Examinons donc ces prix. Le verdict est sans appel: le prix du bœuf a augmenté de 34 %, celui des pommes, de 18 % et celui du café, de 9 %.

Le premier ministre a-t-il l'intention de se plier à la volonté du Parlement en déposant un budget axé sur le contrôle des dépenses, la réduction des impôts et la diminution de l'inflation afin que les Canadiens puissent se payer de quoi manger?

**Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux d'entendre les députés d'en face enfin parler à la Chambre de réduire les impôts. À ma connaissance, c'est la première fois qu'ils le font. La Chambre doit se prononcer sur une réduction d'impôt qui va toucher 22 millions de Canadiens et qui pourra atteindre 840 \$, et les Canadiens veulent que les députés l'approuvent.

● (1425)

[Français]

**Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC):** Monsieur le Président, la Chambre exige un budget de ce gouvernement libéral, mais les libéraux demandent plutôt au Parlement d'approuver un demi-billion de dollars de nouvelles dépenses inflationnistes sans déposer de budget. Ils brisent leur promesse de limiter les dépenses en les augmentant de 8 %.

Pendant ce temps-là, le nombre de paiements hypothécaires non remboursés bat des records et les banques alimentaires débordent.

Est-ce que les libéraux peuvent respecter l'ordre de la Chambre et déposer un budget maintenant, au printemps?

**Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, le projet de loi qui est devant la Chambre en est un qui va réduire les impôts de la classe moyenne pour 22 millions de Canadiens et de Canadiennes. Il faut l'appuyer.

**Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC):** Monsieur le Président, les prix explosent. Le prix du contre-filet de bœuf a bondi de 34 %, celui des oranges de 26 %, celui du riz de 14 %. Même le prix des préparations pour nourrissons a augmenté de 9 %.

Après 10 ans sous les libéraux, des familles mangent moins et moins bien. De plus en plus, elles doivent se tourner vers des banques alimentaires. Maintenant, les libéraux veulent dépenser un autre demi-billion de dollars sans budget, sans plan.

Vont-ils enfin déposer un budget ce printemps qui réduit l'inflation et baisse les taxes pour que les Canadiens puissent enfin se nourrir dignement?

*Questions orales*

**Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, ce qui est devant la Chambre, c'est une augmentation des transferts en matière de santé de 5 % et une augmentation des dépenses consacrées aux prestations des aînés de 6 %. Il faut voter pour tout cela et pour la réduction des impôts, ainsi que la réduction de la TPS sur les nouvelles maisons.

\* \* \*

**LE SECTEUR DE L'ACIER ET DE L'ALUMINIUM**

**Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC):** Monsieur le Président, le premier ministre a été élu en promettant aux Canadiens qu'il allait se tenir debout devant le président Trump. En plus de cela, il a dit qu'il était l'homme de la situation dans un contexte de guerre commerciale. Pourtant, l'aluminium, un secteur important au Saguenay, a été frappé de droits de douane injustifiés de 50 %. On connaît les libéraux, ils disent une chose, mais ils ne sont pas capables de remplir leurs engagements.

Est-ce que toute la campagne électorale du premier ministre était un spectacle politique?

**Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, les droits de douane américains sont illégaux et injustifiés. Ils sont illogiques. C'est très clair.

Nous sommes en pleines négociations intensives en temps réel avec les Américains. En même temps, nous préparons nos représailles aux droits de douane qui concernent l'aluminium.

**Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ):** Monsieur le Président, « la cigale, ayant chanté tout l'été, se trouva fort dépourvue quand la bise fut venue. »

Depuis l'élection, le gouvernement rêve d'un projet de loi sur les grands projets d'intérêt national, comme le rapporte *Le Devoir*. Pendant ce temps-là, ce dont on ne parlait plus depuis l'élection, c'est que le président Trump double les droits de douane sur l'aluminium et sur l'acier, menaçant des dizaines de milliers d'emplois.

Que va faire le gouvernement?

**Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, il faut faire plusieurs choses en même temps. Il faut bâtir notre économie. Il faut bâtir notre économie avec des projets de loi afin d'avoir une seule économie canadienne au lieu de 13. Il faut bâtir notre économie avec des projets d'intérêt national.

Oui, il faut négocier avec les Américains. Les négociations surviennent à une période très délicate, mais nous allons gagner, tout comme les Oilers d'Edmonton.

**Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ):** Monsieur le Président, hier, à des questions comparables, ses ministres ont répondu en racontant ce qu'était leur agenda et qui ils rencontraient.

Or, le gouvernement a été élu parce qu'il y avait une crise. Rappelons-nous: « Pas de crise, pas de [moi-même] », disait le premier ministre. Il ne s'agit pas d'essayer de négocier avec les Américains, même s'il faut le faire. Il s'agit d'aider immédiatement et concrètement les entreprises du secteur de l'acier et de l'aluminium.

Vous faites quoi?

● (1430)

**Le Président:** Je rappelle au député de poser ses questions par l'entremise de la présidence.

Le très honorable premier ministre a la parole.

**Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, comme je viens de le dire, il faut faire plusieurs choses en même temps.

Bien sûr, nous menons des négociations avec les Américains, mais, en même temps, nous offrons du soutien financier aux entreprises dans le secteur de l'acier et de l'aluminium. Nous soutenons les travailleurs. Nous offrons aussi plusieurs mesures de soutien au moyen de l'approvisionnement public, comme la ministre de l'Industrie l'a mentionné hier.

**Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ):** Monsieur le Président, malheureusement, les personnes des secteurs industriels en question à qui nous avons parlé n'ont entendu parler d'aucune forme de soutien.

Par contre, nous avons mis de l'avant un projet de subvention salariale inspiré de ce qui se faisait pendant la pandémie. Il s'agit de préserver le lien d'emploi et l'expertise dans les entreprises. Cela inquiète énormément les employeurs. Des dizaines de milliers d'emplois dans les entreprises et chez leurs sous-traitants sont en péril.

Est-ce que le premier ministre est prêt à mettre rapidement en place un programme de subvention salariale pour les entreprises?

**Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, nous avons déjà renforcé le système de l'assurance-emploi. Nous nous sommes engagés à donner tout l'argent des contre-mesures tarifaires aux travailleurs et aux entreprises les plus touchées par les droits de douane injustifiés et illégaux des Américains.

[Traduction]

**Lianne Rood (Middlesex—London, PCC):** Monsieur le Président, les droits de douane de 50 % imposés par Trump sur l'acier et l'aluminium sont répréhensibles et ils constituent une offensive injustifiée contre l'économie canadienne. En conséquence, les producteurs de Middlesex—London éliminent des quarts de travail, ils repoussent leurs investissements et ils délocalisent leurs activités aux États-Unis. Ces droits de douane représentent une menace directe pour les emplois canadiens et notre souveraineté économique.

Le premier ministre a promis aux Canadiens qu'il les défendrait. Il a affirmé avoir un plan. Malgré tout, face aux États-Unis, il joue maintenant du coude avec indolence.

Je vais poser ma question au premier ministre. La campagne libérale n'était-elle rien d'autre qu'une comédie?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, je suis d'accord avec ma collègue pour dire que la situation est tout à fait répréhensible. C'est pourquoi l'un de nos collègues était à Washington hier afin de se battre pour les Canadiens, de se battre pour les travailleurs et de se battre pour l'industrie. Nos interventions n'ont rien d'une comédie.

De ce côté-ci de la Chambre, nous savons que ce qui fait toute la différence, c'est de se battre pour défendre les travailleurs d'ici, pour protéger les industries d'ici et pour bâtir le Canada avec de l'acier, de l'aluminium et des travailleurs canadiens. Ensemble, nous allons bâtir un Canada fort.

**Lianne Rood (Middlesex—London, PCC):** Monsieur le Président, les Canadiens n'ont pas besoin d'autres opérations de relations publiques: ils ont besoin que quelqu'un se batte pour eux afin d'obtenir des résultats.

M. Trump a appuyé le premier ministre libéral pendant la campagne électorale, et il ne faut pas s'en étonner. Le premier ministre avait dit que son gouvernement percevrait 20 milliards de dollars en droits de douane sur les produits américains. C'était son grand argument, mais lorsque les pressions se sont fait sentir, il est allé voir son ami Trump et a discrètement abandonné tous ces droits de douane. Les travailleurs canadiens de l'acier et de l'aluminium ont été pris de court; il les a trahis.

Les libéraux écouteront-ils le Parlement et feront-ils preuve de transparence en déposant un budget afin que les Canadiens puissent savoir combien d'argent, le cas échéant, a été perçu au titre de ces droits de douane, censés exprimer la résistance du Canada?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, au lieu de dénigrer le Canada, la députée devrait sortir les coudes avec nous. La Chambre doit se montrer unie.

Il en va de notre pays. Nous sommes en guerre commerciale. Tous les députés ont le devoir de se battre pour les travailleurs canadiens, de se battre pour les industries canadiennes et de bâtir un Canada fort.

De ce côté-ci de la Chambre, nous le comprenons. J'espère que les députés d'en face le comprennent aussi, car les Canadiens, eux, le comprennent.

**Fred Davies (Niagara-Sud, PCC):** Pendant la campagne électorale, monsieur le Président, le premier ministre a promis qu'il ne manquerait pas la moindre occasion de jouer du coude. Pourtant, il a par la suite suspendu nos contre-mesures tarifaires en déclarant qu'il ne pensait pas que les États-Unis en imposeraient d'autres. Or, ils ont alourdi leurs droits de douane. Le président Trump menace maintenant d'imposer des droits de douane de 50 % sur l'acier canadien. Algoma Steel affirme que ses activités aux États-Unis pourraient ne plus être viables. Des milliers d'emplois, dont beaucoup dans ma circonscription, dans la région d'Hamilton et de Niagara, sont en péril.

Si le premier ministre s'est ramolli, sur quoi reposait toute la campagne libérale? N'était-elle rien d'autre qu'une comédie?

• (1435)

**L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.):** Monsieur le Président, les emplois dans la circonscription du député sont extrêmement importants. J'ai hâte de travailler avec lui pour les préserver et les protéger. Nous devons tous unir nos efforts. Les citoyens de tout le pays ont le gouvernement et les politiciens à l'œil, car la guerre commerciale qui a été lancée contre le Canada est un enjeu existentiel. Elle menace les moyens de subsistance de milliers de Canadiens.

C'est pourquoi nous avons un plan. Nous allons lutter contre les droits de douane, nous allons protéger les travailleurs et nous allons bâtir l'économie.

[Français]

**Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC):** Monsieur le Président, les droits de douane de Donald Trump sont une attaque injustifiée envers nos travailleurs canadiens. Le premier ministre avait dit en campagne électorale qu'il allait recueillir 20 milliards de dollars en contre-mesures tarifaires des États-Unis, mais il a abandonné ces contre-mesures tarifaires en cachette. Ce matin, le

réveil est brutal. Les travailleurs de l'aluminium et de l'acier et leurs familles sont extrêmement inquiets.

Le premier ministre peut-il regarder les travailleurs et leurs familles et leur dire combien d'argent il a recueilli et de quelle façon ils pourront recevoir cet argent?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, cela me fera un grand plaisir de regarder les gens au Saguenay—Lac-Saint-Jean parce que j'y suis allé souvent. Les gens du Saguenay—Lac-Saint-Jean savent que nous serons toujours là pour les travailleurs de l'aluminium.

Comme le premier ministre l'a dit, tout l'argent récolté des contre-mesures tarifaires sera réinvesti pour appuyer nos travailleurs et l'industrie. Un montant de 1,7 milliard de dollars de ces contre-mesures a été reçu, et il sera réinvesti pour aider nos travailleurs et nos travailleuses.

Les gens du Saguenay—Lac-Saint-Jean savent que nous serons là pour eux. Nous l'avons été par le passé, nous le sommes aujourd'hui, nous le serons demain.

\* \* \*

[Traduction]

#### LES FINANCES

**Melissa Lantsman (Thornhill, PCC):** Monsieur le Président, comme le premier ministre a dit que les Canadiens jugeraient le gouvernement en fonction de leur expérience à l'épicerie, voyons ce que les dernières statistiques révèlent au sujet du rendement de celui-ci. Depuis le début de 2025, le prix du riz a augmenté de 14 %, le prix des pommes de terre a augmenté de 13 %, le prix du lait maternisé a augmenté de 9 % et le prix de la viande de bœuf a augmenté de 33 %. Selon ces résultats, il a échoué lamentablement.

Le premier ministre a soutenu qu'il avait un plan pour lutter contre l'inflation, mais tout ce que les Canadiens ont obtenu, c'est un demi-billion de dollars de dépenses supplémentaires sans aucun budget. Où est le budget?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, je connais la députée d'en face et je sais qu'elle veut le bien des habitants de sa circonscription et de tous les Canadiens. Elle aura l'occasion de faire sa part très bientôt. Il y aura un vote très important où elle pourra voter en faveur d'une réduction d'impôts pour 22 millions de Canadiens. Les habitants de sa circonscription surveilleront son vote ce soir-là, car la meilleure façon de soutenir à coup sûr les Canadiens, c'est de leur laisser plus d'argent dans les poches.

Le premier ministre a été clair: nous épaulerons les Canadiens, nous bâtirons un Canada fort et nous le ferons ensemble en tant que nation, en tant que fière nation.

**Melissa Lantsman (Thornhill, PCC):** Monsieur le Président, chaque famille canadienne paie maintenant 1 400 \$ de plus en services de consultants pour le gouvernement, mais revenons à l'épicerie. Le premier ministre ne le sait peut-être pas, mais lorsque les Canadiens vont à l'épicerie et repartent avec deux sacs, cela leur coûte souvent plus de 100 \$, et la situation s'aggrave.

Encore une fois, au nom des millions de Canadiens qui attendent un plan pour lutter contre l'inflation alimentaire, le gouvernement va-t-il présenter un budget ou va-t-il faire fi de la volonté du Parlement et partir en vacances pour l'été?

*Questions orales*

**L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.):** Monsieur le Président, pour répondre à la première partie de la question de la députée, nous avons réduit le recours aux consultants.

Nous avons un mandat fort pour rendre le gouvernement plus efficace afin de pouvoir offrir davantage aux Canadiens, et c'est exactement ce que nous faisons en accordant une réduction d'impôt à 22 millions de Canadiens. J'espère que les conservateurs appuieront cette idée pleine de bon sens.

**Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC):** Monsieur le Président, quand les mères vont à l'épicerie, elles pensent à leurs enfants. Elles préféreraient se priver elles-mêmes que de les voir manquer de nourriture. À Newmarket, j'ai rencontré une mère de trois petits garçons qui était en larmes. Elle ne savait pas ce qu'elle allait leur donner à manger la semaine suivante. Qui pourrait la blâmer? Deux sacs de provisions coûtent maintenant 100 \$ et durent à peine deux jours.

L'inflation des libéraux gruge peu à peu la dignité des familles, mais leur plan consiste à poursuivre leurs dépenses inflationnistes. Les libéraux vont-ils présenter un budget ce printemps et réduire les dépenses ou vont-ils continuer de demander aux parents de payer pour leurs promesses rompues?

**L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.):** Monsieur le Président, personne ne devrait souffrir de la faim au Canada, et c'est pourquoi nous avons pris des mesures extraordinaires pour soutenir les familles comme celle dont la députée a parlé. Depuis 2015, la pauvreté chez les enfants a diminué de 38 %. Nous avons encore du chemin à faire, mais nous devons continuer à travailler ensemble pour tirer pleinement parti de ces mesures.

\* \* \*

● (1440)

[Français]

**LE SECTEUR DE L'ACIER ET DE L'ALUMINIUM**

**Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ):** Monsieur le Président, les Québécois se sont fait répéter durant les élections de voter pour les libéraux parce que leur chef aurait des superpouvoirs capables de neutraliser Donald Trump. On voit le résultat aujourd'hui: Donald Trump a doublé les droits de douane sur l'acier et l'aluminium. Bravo!

Le Bloc québécois le répète: il faut offrir des liquidités à ces industries et redistribuer les sommes provenant des mesures de rétorsion. Il faut aussi préparer une subvention salariale en cas de mises à pied. Ça fait trois mois que l'aluminium et l'acier subissent des droits de douane. Maintenant, ils viennent de doubler.

Est-ce qu'Ottawa va enfin leur annoncer du soutien?

**L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai parlé avec les dirigeants de Rio Tinto, d'Alcoa et d'Alouette hier soir. Nous sommes là en appui à nos entreprises dans le secteur de l'aluminium.

Le ministre des Finances aussi a plusieurs conversations pertinentes. Nous savons à quel point l'aluminium est important pour le

Québec. Nous savons à quel point les travailleurs dans le domaine de l'aluminium sont fondamentaux. C'est pourquoi également j'ai parlé à Magali Picard, de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, plus tôt aujourd'hui. J'ai été en contact avec les Métallos et Unifor. Nous continuons le travail.

**Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ):** Monsieur le Président, on ne veut pas savoir avec qui la ministre est allée souper hier, on veut savoir ce qu'elle va faire aujourd'hui.

Ça fait trois mois que l'aluminium et l'acier font l'objet de droits de douane. Ça fait trois mois qu'Ottawa n'offre rien pour les aider. Les négociations du premier ministre n'ont rien donné. Les droits de douane ont même doublé. Aujourd'hui, ça prend des liquidités et ça prend une subvention salariale pour garantir aux Québécois qu'ils ne seront pas mis à pied.

Qu'est-ce qu'Ottawa attend pour soutenir nos industries et protéger nos travailleurs?

**L'hon. Dominic LeBlanc (ministre responsable du Commerce Canada—États-Unis, des Affaires intergouvernementales et de l'Unité de l'économie canadienne, Lib.):** Monsieur le Président, au contraire, notre gouvernement a agi même avant l'élection pour appuyer les travailleurs, affectés par les droits de douane illégaux et injustes imposés par les Américains, partout au Canada.

Comme le premier ministre l'a bien dit, nous avons un mandat des Canadiens pour négocier une nouvelle entente de partenariat économique et de sécurité avec les États-Unis. Nous avons aussi le mandat de protéger nos industries et de protéger nos travailleurs. C'est précisément ce que notre gouvernement est en train de faire.

\* \* \*

[Traduction]

**L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE**

**Rachael Thomas (Lethbridge, PCC):** Monsieur le Président, le premier ministre a dit qu'il n'y aurait de pipelines que s'il y avait consensus. Il se trouve que le premier ministre de la Colombie-Britannique a dit non. Plusieurs députés libéraux s'opposent aux pipelines. Il semble y avoir de l'opposition même dans la tête du premier ministre, puisqu'il dit, d'une part, que nous allons aller de l'avant et devenir la superpuissance énergétique et, d'autre part, que le pétrole doit rester dans le sol.

De toute évidence, le premier ministre n'a aucun plan pour faire avancer les choses. Pourquoi plie-t-il l'échine et nous rend-il redevenables aux États-Unis?

**L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.):** Monsieur le Président, lundi, 13 provinces et territoires ont travaillé ensemble pour bâtir l'économie la plus forte du G7. Les premiers ministres provinciaux et territoriaux et le gouvernement sont déterminés à bâtir une économie canadienne forte. Ce que nous voyons de la part de mes collègues d'en face, ce sont des tentatives en vue de semer la discorde et de bloquer le développement. J'espère que les conservateurs se joindront à nous pour bâtir un Canada fort.

**Rachael Thomas (Lethbridge, PCC):** Monsieur le Président, voilà le genre de non-réponse à laquelle les libéraux nous ont habitués. Les grands gestes, les réunions et les conférences de presse ne feront rien, même si le premier ministre semble croire le contraire.

*Questions orales*

Ce qui ferait avancer les choses, bien sûr, c'est un plan, par exemple, pour abroger les dispositions issues du projet de loi C-69, qui empêchent la construction de tout nouveau pipeline, ou les dispositions qui étaient inscrites dans le projet de loi C-48 ou encore un plan visant à mettre fin au plafonnement de la production de pétrole et de gaz, qui est néfaste pour l'emploi. Débarrassons-nous également de la taxe sur le carbone imposée au secteur industriel.

Le premier ministre fait-il de l'aveuglement volontaire ou ignore-t-il simplement comment faire avancer les choses?

**L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.):** Monsieur le Président, si mon collègue a écouté ce qui s'est passé à Saskatoon, il sait que les premiers ministres des provinces et le premier ministre du Canada ont un plan pour accélérer la réalisation des projets, les achever en moins de deux ans et bâtir l'économie la plus forte du G7.

Pourquoi mes collègues ne se joignent-ils pas à nous?

• (1445)

**Clifford Small (Central Newfoundland, PCC):** Monsieur le Président, il n'y a pas de consensus. Le dossier du transport du pétrole et du gaz de l'Ouest vers les côtes est au point mort. Aujourd'hui, il y a un consensus à Terre-Neuve-et-Labrador, où un sondage publié par la station de radio VOXM indique que 74 % des répondants sont d'accord pour dire que le plafond libéral des émissions du secteur pétrolier et gazier est un « tueur d'investissements ». Aucun pipeline n'est nécessaire pour acheminer les 2,5 milliards de barils de pétrole de Terre-Neuve-et-Labrador vers les marchés mondiaux ou pour envoyer ses 12,5 milliards de pieds cubes de gaz jusqu'aux côtes. Ils y sont déjà.

Le premier ministre joindra-t-il le geste à la parole et éliminera-t-il son plafond qui tue les investissements afin de rétablir la prospérité dans le secteur pétrolier et gazier de la région de l'Atlantique?

**L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.):** Monsieur le Président, nous allons bâtir et protéger notre économie contre les droits de douane américains et nous allons gagner la guerre commerciale. Cependant, si nous voulons trouver de nouveaux marchés pour exporter l'énergie canadienne, il nous faudra réduire les émissions de chaque baril de pétrole. Il faut investir des sommes importantes dans le captage du carbone. Nous allons bâtir l'économie à faible coût, à faible risque et à faibles émissions de gaz à effet de serre la plus solide du G7.

**Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC):** Monsieur le Président, cela me semble être un non catégorique. Les habitants de la Saskatchewan veulent que des pipelines soient construits. Si nous voulons assurer la sécurité et la croissance de l'économie canadienne, nous devons développer un secteur énergétique de calibre mondial. Le premier ministre néo-démocrate anti-énergie de la Colombie-Britannique a déclaré qu'il n'y aurait pas de nouveaux pipelines dans cette province. Les extrémistes anti-développement du Cabinet formé par le premier ministre ont consacré leur carrière à empêcher l'exploitation du pétrole et du gaz canadiens, notamment le ministre du Patrimoine et la ministre de l'Environnement.

Si le premier ministre ne parvient pas à obtenir un consensus au sein de son propre Cabinet, comment parviendrons-nous à construire des pipelines dans notre pays?

**L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.):** Monsieur le Président, mes collègues doivent écouter les enregistrements, comme je l'ai dit. Le premier ministre de la Saskatchewan était d'accord. La première ministre de l'Alberta

était d'accord et le représentant de la Colombie-Britannique était d'accord.

Pourquoi nos collègues ne peuvent-ils pas soutenir nos efforts visant à bâtir l'économie la plus forte du G7?

**Glen Motz (Medicine Hat—Cardston—Warner, PCC):** Monsieur le Président, le premier ministre et le ministre de l'Énergie disent qu'on ne construira pas de pipelines sans consensus, mais nous n'y arriverons pas rien qu'avec des mots à la mode. En quoi est-ce réaliste de parler de consensus quand le premier ministre néo-démocrate de la Colombie-Britannique a déjà écarté la construction d'un nouveau pipeline? Actuellement, aucun promoteur ne souhaite construire de pipeline dans l'Est. Le premier ministre a déclaré un jour qu'il souhaitait que le Canada devienne une superpuissance énergétique, mais, le lendemain, il a insisté pour que la moitié des réserves restent dans le sol. La moitié du Cabinet du premier ministre voulait voir disparaître l'industrie pétrolière du Canada, et ils ont passé la dernière décennie à tenter de la faire disparaître.

Si le premier ministre n'arrive pas à obtenir un consensus au sein de son Cabinet, comment entend-il faire autoriser la construction d'un pipeline?

**L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.):** Monsieur le Président, je le répète, nous avons déjà répondu à cette question. Le premier ministre Moe a dit que c'était la meilleure rencontre à laquelle il avait participé en tant que premier ministre. La première ministre Smith a dit que nous avons l'occasion de conclure une grande entente. Pourquoi refusez-vous de nous aider à conclure cette grande entente?

**Le Président:** Je rappelle au ministre qu'il doit s'adresser à la présidence.

Le député de Vancouver Quadra a la parole.

\* \* \*

**L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**

**Wade Grant (Vancouver Quadra, Lib.):** Monsieur le Président, la semaine dernière, Vancouver a accueilli la première édition du Web Summit à se tenir en Amérique du Nord. Cet événement a permis de mettre en valeur le dynamisme du secteur technologique canadien et son potentiel sur la scène mondiale. Des innovateurs et des investisseurs de premier plan du monde entier ont participé à cette conférence, ce qui a permis de souligner les possibilités de croissance considérables de notre écosystème de l'intelligence artificielle.

Le ministre de l'Intelligence artificielle et de l'Innovation numérique pourrait-il expliquer à la Chambre comment le gouvernement compte consolider la position du Canada à titre de chef de file mondial dans le domaine des technologies et attirer davantage d'investissements et de talents dans notre pays?

**L'hon. Evan Solomon (ministre de l'Intelligence artificielle et de l'Innovation numérique et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario, Lib.):** Monsieur le président, permettez-moi d'abord de profiter de l'occasion pour remercier les résidents de Toronto-Centre de m'avoir accordé leur confiance à titre de député. Je tiens également à remercier les bénévoles et les membres de ma famille de leur soutien.

### Questions orales

Nous sommes heureux d'avoir pu apporter notre concours à la tenue du Web Summit à Vancouver, car nous avons ainsi réaffirmé notre engagement à préserver la vigueur, la sécurité et l'indépendance du système et de l'écosystème d'intelligence artificielle de calibre mondial du Canada. La semaine dernière, deux entreprises canadiennes ont annoncé de nouveaux investissements de plusieurs milliards de dollars dans la construction de huit nouveaux centres de données d'intelligence artificielle, de Kamloops à Rimouski. Nous bâtissons aujourd'hui l'économie de demain.

\* \* \*

### LE LOGEMENT

**Eric Melillo (Kenora—Kiiwetinoong, PCC):** Monsieur le Président, selon le rapport produit par les libéraux eux-mêmes, près de la moitié des acheteurs d'une première propriété ont l'impression qu'ils paient « trop cher pour leur propriété » et « 63 % craignent de se retrouver en cas de défaut de paiement de leur prêt hypothécaire » en raison des taux d'intérêt, du coût de la vie et d'une baisse de revenu. C'est le résultat direct du plan des libéraux sur 10 ans. C'est pourquoi les Canadiens méritent qu'on leur présente un plan pour corriger la situation dès maintenant.

À quelle date les libéraux présenteront-ils un budget, y compris un plan pour le logement, pour que les Canadiens aient les moyens de se loger?

• (1450)

**L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.):** Monsieur le Président, le député d'en face aura la possibilité d'appuyer l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première propriété, une mesure qui a été présentée. Nous nous réjouissons à l'idée de permettre aux acheteurs d'économiser jusqu'à 50 000 \$ à l'achat d'une première propriété d'une valeur égale ou inférieure à 1 million de dollars. Nous comptons sur l'appui du député pour cette mesure et pour la baisse d'impôt qui profitera à 22 millions de Canadiens afin de faciliter l'accès au logement.

**Eric Melillo (Kenora—Kiiwetinoong, PCC):** Monsieur le Président, le ministre prétend que tout va bien, mais le rapport de son propre ministère montre que les acheteurs d'une première propriété ont du mal à joindre les deux bouts, puisque 60 % « ont éprouvé des difficultés à maintenir le remboursement de leurs dettes ». Ce n'est pas tout. Récemment, la Banque TD a jeté un doute sur la promesse des libéraux de construire plus de logements, soutenant que le nombre de mises en chantier résidentielles va plutôt diminuer au cours de la prochaine année. Lorsque l'offre diminue, les prix augmentent, et nous nous retrouvons une fois de plus avec une promesse rompue de la part des libéraux.

Je pose de nouveau la question: à quelle date verrons-nous un budget fédéral comprenant un plan pour le logement, afin que les Canadiens aient les moyens de se loger?

**L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.):** Monsieur le Président, les problèmes en matière de logement s'accumulent depuis plusieurs décennies, et la décennie d'inaction sous l'ancien gouvernement conservateur n'a certainement pas aidé.

Nous prenons des mesures. Le nouveau gouvernement du Canada est déterminé à produire des résultats en matière de logement, notamment en concrétisant jusqu'à 500 000 mises en chantier

résidentielles. Nous ne ménageons aucun effort. D'abord, nous allons offrir un congé de TPS, puis nous poursuivrons nos démarches importantes en vue de créer le programme « Maisons Canada ».

**Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC):** Monsieur le Président, la situation des acheteurs d'une première maison est très sombre en ce moment: 63 % d'entre eux, soit près des deux tiers, craignent de ne pas pouvoir rembourser leur prêt à cause de la hausse des coûts et des taux d'intérêt, qui s'est produite sous le gouvernement libéral, et 26 % d'entre eux utilisent le crédit pour rembourser leurs dettes. Le premier ministre n'est peut-être pas au courant qu'une dette doit être remboursée, mais les Canadiens ordinaires le savent.

Les Canadiens méritent un plan. Ils méritent un budget qui accorde la priorité au logement. Le gouvernement doit écouter le Parlement et les Canadiens en présentant un budget pour que les Canadiens puissent arriver à se loger.

**L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.):** Monsieur le Président, je pense que les Canadiens se sont exprimés haut et fort en élisant des députés de ce côté-ci de la Chambre pour que ceux-ci répondent à leurs besoins en matière de logement. Le nouveau gouvernement a présenté le plan le plus dynamique que le pays ait jamais vu pour faire construire des logements abordables, et ces mesures commencent dès aujourd'hui par un congé de TPS pour les acheteurs d'une première maison.

**Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC):** Monsieur le Président, la Banque TD affirme que les promesses du premier ministre en matière de politique du logement ne permettront pas au gouvernement fédéral d'atteindre son objectif de 500 000 nouveaux logements par année au cours de la prochaine décennie. En fait, les mises en chantier devraient diminuer l'année prochaine. La nouvelle bureaucratie proposée par le premier ministre ne permettra pas de construire des logements. Il y a trop de paperasserie. Les Canadiens méritent mieux.

Quand le gouvernement présentera-t-il un budget pour que les Canadiens sachent si le gouvernement a un plan pour leur donner un toit?

**L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.):** Monsieur le Président, comme je l'ai dit à maintes reprises à la Chambre, un certain nombre de mesures sont en cours.

Nous allons éliminer la TPS pour les acheteurs d'une première maison et nous allons réduire l'impôt sur le revenu de 22 millions de Canadiens. Ce sont des mesures d'abordabilité qui s'appliquent dès maintenant. En outre, le programme « Maisons Canada » est en voie de nous apporter un très grand nombre de nouveaux logements abordables. J'espère que les députés d'en face appuieront ces efforts.

*Questions orales*

[Français]

**Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC):** Monsieur le Président, un sondage récent de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ou SCHL, révèle que 63 % de nouveaux acheteurs de maison ont peur de ne pas être capables de faire leur paiement hypothécaire prochainement. Quelles en sont les causes principales? Ce sont les hausses du coût de la vie, les hausses du taux hypothécaire et les potentielles pertes d'emploi dans l'état de la situation économique. La réalité, c'est que les gens de Montmorency—Charlevoix et de partout au Canada utilisent le crédit pour rembourser du crédit.

Est-ce qu'on va voir un budget pour que les Canadiens puissent planifier et budgéter leur avenir?

● (1455)

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, il y aura effectivement un budget. Il y a aussi une mesure très importante. La première chose que le gouvernement a présentée, c'est un plan sur l'abordabilité.

Les gens de Charlevoix y sont intéressés. Pourquoi est-ce le cas? C'est parce qu'il va y avoir une baisse d'impôt. Pour les gens de Charlevoix, c'est une très bonne nouvelle. De plus, il y a une autre bonne nouvelle. Pour les acheteurs d'une première maison, il y aura l'élimination de la TPS pour les maisons valant jusqu'à 1 million de dollars. Ce sont des mesures concrètes. Ce sont des mesures qui vont aider les gens.

Les conservateurs devraient se réjouir d'avoir un gouvernement libéral qui s'occupe des affaires du monde.

\* \* \*

[Traduction]

**LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC):** Monsieur le Président, dans ma ville, Williams Lake, qui compte 10 000 habitants, 6 multirécidivistes ont commis 98 % des crimes. Quand ils sont en prison, le taux de criminalité diminue. Quand ils sont en liberté, le taux de criminalité augmente.

Les entreprises ne peuvent même plus obtenir une assurance obligatoire à cause des taux élevés de vandalisme, sans compter que nos collectivités connaissent une crise des surdoses qui échappe à tout contrôle. La semaine dernière, il y a eu en moyenne 20 à 30 surdoses par jour à Williams Lake.

Si c'est bien un homme qui a un plan, le premier ministre nous dira-t-il aujourd'hui quel est son plan pour endiguer la crise des surdoses, emprisonner les récidivistes et rendre nos collectivités plus sûres?

**L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.):** Monsieur le Président, le plan du gouvernement pour assurer la sécurité des collectivités permettra de faire disparaître des rues les drogues, les armes à feu et les criminels. Le premier projet de loi qui devrait être débattu demain sera celui sur les frontières. Nous nous attendons à ce que le Parti conservateur l'appuie pour que nous puissions débarrasser les rues du fentanyl et des armes à feu, limiter les activités de financement illicites et rendre nos collectivités plus sûres. Si les conservateurs veulent joindre le geste à la parole, le moment est venu pour eux d'appuyer ce projet de loi et de le faire adopter par le Parlement.

**Roman Baber (York-Centre, PCC):** Monsieur le Président, hier soir, dans le Nord de Toronto, un homme a été abattu et au moins cinq autres ont été blessés par balle. Trois hommes masqués ont ouvert le feu à quelques pas du centre commercial de Yorkdale. Nous ne savons toujours pas si des passants auraient été touchés.

Le bilan des libéraux en matière de crime n'étonne personne. À cause des mesures législatives libérales, comme les lois C-5 et C-75, les récidivistes sont relâchés, ce qui provoque de la criminalité et du chaos dans les rues de Toronto. Sous le régime libéral, le nombre de crimes commis avec une arme à feu a plus que doublé. La solution est simple: il faut abroger les mesures législatives laxistes en matière de criminalité adoptées par les libéraux.

Quand les libéraux prendront-ils au sérieux les fusillades mortelles qui surviennent à Toronto et dans le reste du Canada?

**L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.):** Monsieur le Président, je suis terriblement attristé par les événements survenus à Toronto et dont on parle ce matin. La violence armée est inacceptable et les coupables doivent être traduits en justice.

Nous collaborons avec les services de police de tout le pays dans la lutte contre le crime organisé, le trafic d'armes à feu et la traite des personnes. La loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière, présentée à la Chambre hier, compte des dispositions qui ciblent les armes à feu illégales et le crime organisé.

J'espère obtenir la collaboration du député d'en face pour faire adopter cet important projet de loi. Nous ne cesserons jamais de soutenir les forces policières de tout le Canada.

\* \* \*

**LA SANTÉ MENTALE ET LES DÉPENDANCES**

**Scott Anderson (Vernon—Lake Country—Monashee, PCC):** Monsieur le Président, quand j'étais conseiller municipal, j'étais aux premières loges de la crise des opioïdes; depuis 2015, je constate que les politiques libérales n'ont fait qu'aggraver cette crise. Chaque nouvelle politique vient aggraver la situation. En matière de décriminalisation, le problème n'est pas tant la timidité des mesures que l'ampleur débridée des mauvaises mesures. Les conservateurs réclament des peines d'emprisonnement à perpétuité pour les barons du fentanyl qui commettent des meurtres de masse.

Quand le gouvernement libéral reconnaîtra-t-il que les Canadiens qui luttent contre la dépendance méritent qu'on se batte pour eux? Quand cessera-t-il de favoriser les préjudices et quand commencera-t-il à soutenir un véritable rétablissement au lieu de soins palliatifs?

**L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.):** Monsieur le Président, la crise du fentanyl a des répercussions dans des collectivités de partout au Canada et en Amérique du Nord. Nous accélérons les efforts visant à réprimer et à démanteler le commerce du fentanyl et les groupes du crime organisé qui en tirent profit. C'est pourquoi nous avons inscrit sept cartels sur la liste des entités terroristes en vertu du Code criminel.

### Questions orales

Je travaille en étroite collaboration avec Kevin Brosseau, le responsable canadien de la lutte contre le fentanyl, au pays et à l'étranger, pour que le démantèlement du trafic de fentanyl reçoive toute notre attention. Nous mettrons derrière les barreaux ceux qui tirent profit de cette drogue. Nous nous attendons à ce que mon collègue d'en face et les autres députés d'en face appuient le projet de loi sur les frontières. C'est très important...

**Le Président:** La députée de Cambridge a la parole.

**Connie Cody (Cambridge, PCC):** Monsieur le Président, la semaine dernière, à Cambridge, la police a arrêté deux personnes au terminus d'autobus Galt et a saisi 10 grammes de fentanyl présumé, une quantité suffisante pour causer jusqu'à 5 000 décès. La police fait ce qu'il faut, mais les politiques laxistes du gouvernement libéral en matière de criminalité permettent aux barons de la drogue de commettre des meurtres de masse en toute impunité. Les conservateurs réclament des peines d'emprisonnement à perpétuité pour les personnes reconnues coupables de trafic de plus de 40 milligrammes de fentanyl.

Quand le gouvernement libéral traitera-t-il le fentanyl comme l'arme mortelle qu'il est et fera-t-il en sorte que ceux qui en tirent profit subissent de véritables conséquences?

• (1500)

**L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.):** Monsieur le Président, l'une des premières mesures prises par le nouveau gouvernement a été de déposer la loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière. Elle sévirait contre le fentanyl, les vols de voitures, le blanchiment d'argent, les armes à feu illégales, la migration irrégulière et le crime organisé. De plus, elle ferait en sorte qu'il soit plus difficile pour les criminels violents d'obtenir une mise en liberté sous caution et imposerait des peines plus sévères aux récidivistes.

Nous travaillerons jusqu'à ce que les criminels violents soient derrière les barreaux. Le gouvernement fera tout ce qu'il faut pour assurer la sécurité des Canadiens.

\* \* \*

[Français]

### LE SECTEUR DE L'ACIER ET DE L'ALUMINIUM

**Madeleine Chenette (Thérèse-De Blainville, Lib.):** Monsieur le Président, avant d'être élue, j'ai eu le privilège d'être ambassadrice du Canada auprès de l'OCDE, où j'ai vu comment un système mondial fondé sur les règles contribue à créer des débouchés pour les travailleurs, à améliorer l'abordabilité pour des consommateurs et à aider les entreprises à innover et à grandir.

Le reste du monde souhaite obtenir ce que le Canada a à offrir, et il en a besoin, mais le système commercial libre sur lequel nous comptons est maintenant menacé. La fin de semaine dernière, le président Trump a mis sa menace à exécution en augmentant à 50 % les droits de douane sur l'acier et l'aluminium.

Notre ministre de l'Industrie nous a déjà dit qu'elle était engagée et active pour travailler avec les entreprises et les syndicats. La ministre de l'Industrie peut-elle informer la Chambre des mesures prises par notre nouveau gouvernement...

**Le Président:** L'honorable ministre de l'Industrie a la parole.

**L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens à remercier

ma collègue de son importante question, mais également de son excellent travail dans Thérèse-De Blainville.

Il va de soi que nous sommes présentement en guerre tarifaire. Nous sommes d'avis que les droits de douane sont complètement inacceptables, injustifiés et illégaux, et c'est pourquoi nous sommes en mode solution. Nous allons faire en sorte d'investir dans de grands projets nationaux qui vont créer des emplois partout au pays, y compris dans le secteur de l'acier et de l'aluminium. Nous allons investir dans la défense et nous allons également diversifier nos marchés pour faire en sorte que l'acier et l'aluminium d'ici puissent être exportés ailleurs dans le monde et pour que nous puissions arrêter de dépendre de...

**Le Président:** L'honorable député de Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes a la parole.

\* \* \*

[Traduction]

### LES FINANCES

**Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes, PCC):** Monsieur le Président, le premier ministre a dit que nous devrions le juger en fonction des prix à l'épicerie. Eh bien, les prix du bœuf, des pommes, du riz, du lait maternisé et de bien d'autres produits ont augmenté. Les députés savent-ils ce qui a également augmenté? Le recours aux banques alimentaires.

Les Canadiens doivent respecter un budget, surtout lorsque les temps sont difficiles, alors ils s'attendaient exactement à la même chose de la part de celui qui se décrit comme « l'homme qui a un plan ». Les Canadiens veulent que le gouvernement libéral présente un budget afin qu'ils puissent prendre connaissance de son plan pour remédier à 10 années de hausses de taxes libérales et inverser les effets de ses dépenses inflationnistes.

Quand aurons-nous un budget?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, je suis certain que mon collègue sera ravi, car nous allons réduire les impôts de 22 millions de Canadiens. Je suis certain qu'il célébrera ce soir, car demain ou dans les prochains jours, il aura l'occasion de joindre le vote à la parole. S'il veut appuyer la réduction des impôts, nous lui donnerons une excellente occasion de voter en ce sens pour 22 millions de Canadiens. Je sais que les Canadiens nous auront à l'œil. De ce côté-ci de la Chambre, nous l'aurons à l'œil pour nous assurer qu'il fait le bon choix pour les Canadiens.

**Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes, PCC):** Monsieur le Président, c'est l'actuel premier ministre qui a dit qu'on devrait le juger en fonction du prix des aliments à l'épicerie. Or, les prix augmentent, tout comme le recours aux banques alimentaires. Nous avons constamment demandé aux libéraux de présenter un budget à la Chambre. D'ailleurs, le Parlement s'est prononcé et a dit que le premier ministre devait présenter un budget ce printemps.

Le premier ministre n'a pas tenu sa promesse de réduire le prix des aliments ou de rendre le coût des aliments abordable. Respectera-t-il au moins la volonté du Parlement et de la majorité des députés qui lui ont demandé de présenter un budget pour que nous puissions voir ce plan?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, nous prenons note du vote au Parlement, mais en fait, les gens de la circonscription du député et les gens de Shawinigan auront les conservateurs à l'œil pour s'assurer qu'ils votent conformément à leurs valeurs, car dans les jours à venir, ils auront une excellente occasion de le faire. Nous leur donnons une occasion en or de montrer aux Canadiens qu'ils se soucient d'eux, qu'ils veulent réduire leurs impôts et qu'ils veulent aider 22 millions de Canadiens. Nous serons tous aux aguets pour voir s'ils feront ce qui s'impose. Nous l'espérons certainement.

• (1505)

**Jagsharan Singh Mahal (Edmonton-Sud-Est, PCC):** Monsieur le Président, les Canadiens sont écrasés par les prix à l'épicerie. Depuis le début de l'année, l'inflation alimentaire est hors de contrôle. Le bœuf a augmenté de 34 %, les oranges, de 26 %, et je pourrais donner plein d'autres exemples.

Après dix années de déficits inflationnistes des libéraux, le nombre de Canadiens qui ont recours aux banques alimentaires atteint des sommets. Les mères monoparentales doivent diluer le lait qu'elles donnent à leurs enfants, et les Canadiens se contentent d'aliments moins nutritifs. Les libéraux entendent maintenant augmenter les dépenses de 8 %, alors qu'ils avaient promis de limiter l'augmentation à 2 %.

Les libéraux présenteront-ils un budget pour réduire réellement l'inflation afin que les Canadiens puissent avoir les moyens de nourrir leur famille?

**L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.):** Monsieur le Président, depuis 2015, on a observé une diminution marquée de la pauvreté non seulement chez les enfants, mais aussi chez les jeunes et les aînés, ce qui signifie que les mesures que nous mettons en place pour soutenir les Canadiens, comme l'Allocation canadienne pour enfants, le régime de soins dentaires ou le déploiement de services de garde d'enfants abordables à l'échelle nationale, servent les intérêts des familles canadiennes.

Évidemment, nous devons en faire plus et, bien sûr, nous devons tenir tête aux États-Unis, et nous allons le faire, comme l'ont souligné mes collègues, mais les conservateurs doivent joindre leurs efforts aux nôtres et faire partie de la solution.

\* \* \*

#### LES ANCIENS COMBATTANTS

**Chi Nguyen (Spadina—Harbourfront, Lib.):** Monsieur le Président, ma circonscription riveraine, Spadina—Harbourfront, située au centre-ville de Toronto, est fière d'accueillir de nombreux membres des Forces armées canadiennes, de l'armée à l'aviation en passant par la marine. Chaque année, environ 8 200 militaires sont libérés des Forces armées canadiennes, et environ la moitié d'entre eux cherchent à entreprendre une nouvelle carrière.

La ministre des Anciens Combattants peut-elle nous dire comment la Stratégie nationale d'emploi pour les vétérans et les vétérans soutient les vétérans à la recherche de nouvelles possibilités de carrière?

**L'hon. Jill McKnight (ministre des Anciens Combattants et ministre associée de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, en tant que ministre des Anciens Combattants, c'est un hon-

#### Questions orales

neur pour moi de répondre à ma première question ici, à la Chambre.

La Stratégie nationale d'emploi pour les vétérans et les vétérans vise à aider les vétérans à trouver des emplois de qualité, à élargir l'accès à la formation professionnelle et à soutenir l'entrepreneuriat. Elle reconnaît également les employeurs qui sont prêts à embaucher des vétérans et renforce l'embauche de vétérans dans la fonction publique.

Je suis fière d'offrir plus de possibilités à nos vétérans.

\* \* \*

[Français]

#### LE SECTEUR DE L'ACIER ET DE L'ALUMINIUM

**Jason Groleau (Beauce, PCC):** Monsieur le Président, les droits de douane de 50 % imposés sur l'acier par Donald Trump sont une attaque injustifiée à notre économie et à nos travailleurs canadiens. J'ai discuté ce matin avec des représentants de deux entreprises productrices d'acier de ma région. Les répercussions seront dévastatrices. C'est 90 % de leur chiffre d'affaires qui est aux États-Unis. Ça représente 200 millions de dollars perdus et des centaines d'emplois menacés.

Après avoir fait campagne en promettant de tenir tête au président Trump, le gouvernement libéral n'a rien fait.

Qu'est-ce que le premier ministre a à dire aux entreprises et aux travailleurs beaucerons, qui sont inquiets?

**L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.):** Monsieur le Président, je comprends et je respecte bien entendu le point de vue de mon collègue. C'est pourquoi je me ferai un plaisir de travailler avec lui pour aider les entreprises de ce secteur qui sont en Beauce.

Je suis la ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec et nous avons justement des fonds pour venir en aide à ces entreprises. Travaillons ensemble. Ensemble, faisons en sorte de tenir tête au gouvernement américain, qui impose des droits de douane qui sont complètement illégaux et injustifiés.

\* \* \*

[Traduction]

#### LES PERSONNES HANDICAPÉES

**Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV):** Monsieur le Président, j'allais poser une question au premier ministre au sujet des projets d'intérêt national, mais aujourd'hui, Tina a téléphoné à notre bureau. Elle a parlé à ma cheffe de cabinet et lui a expliqué qu'elle est maman, handicapée, et qu'elle ne sait pas comment elle va nourrir ses enfants, puis elle s'est mise à pleurer au téléphone. J'ai une question sur les projets d'intérêt national. Les Canadiens handicapés commenceront à recevoir un chèque en juillet, mais ils recevront au maximum la somme pitéuse de 200 \$ par mois.

Pourquoi ne pas lancer un projet d'intérêt national pour sortir tous les Canadiens handicapés de la pauvreté?

*Affaires courantes*

**L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie la députée d'en face de faire preuve d'une telle compassion envers les habitants de sa circonscription, comme nous le faisons partout au pays.

Les personnes handicapées ont le droit d'être pleinement intégrées dans la communauté. Elles ont le droit de vivre une vie décente, comme nous tous. C'est pourquoi le gouvernement instaure la Prestation canadienne pour les personnes handicapées. C'est pourquoi il travaille également avec les provinces et les territoires, y compris, tout récemment, avec l'Ontario, pour s'assurer que l'argent ne sera pas récupéré sur les autres prestations.

---

## AFFAIRES COURANTES

• (1510)

[Traduction]

### LOI SUR LE MOIS DU PATRIMOINE UKRAINIEN

**Yvan Baker (Etobicoke-Centre, Lib.)** demande à présenter le projet de loi C-203, Loi instituant le Mois du patrimoine ukrainien.

— Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter de nouveau un projet de loi intitulé Loi instituant le Mois du patrimoine ukrainien. S'il est adopté, il fera du mois de septembre de chaque année le mois du patrimoine ukrainien au Canada. Je tiens à remercier le député d'Etobicoke—Lakeshore d'avoir coparrainé le projet de loi avec moi et j'espère que les députés de tous les partis l'appuieront.

Les premiers immigrants ukrainiens au Canada sont arrivés le 7 septembre 1891. Aujourd'hui, le Canada compte plus de 1,3 million de Canadiens d'origine ukrainienne, qui apportent chaque jour des contributions importantes d'un océan à l'autre, dans toutes les circonscriptions représentées ici, qui touchent notre vie politique, économique, culturelle et sociale.

Le Canada a été le premier pays à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine en 1991. Nous avons reconnu que l'Holodomor était un génocide et nous continuons de soutenir le peuple ukrainien dans sa lutte pour sa souveraineté et son intégrité territoriale.

Le mois du patrimoine ukrainien nous donnerait l'occasion de célébrer le patrimoine ukrainien, le rôle que le Canada a joué pour soutenir les Canadiens d'origine ukrainienne et le rôle que ces derniers jouent ici, au Canada.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

### LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

**Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD)** demande à présenter le projet de loi C-204, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (crédit d'impôt pour les pompiers volontaires et les volontaires en recherche et sauvetage).

— Monsieur le Président, j'ai le privilège de présenter le projet de loi sur le crédit d'impôt pour les pompiers volontaires et les volontaires en recherche et sauvetage, qui demande au gouvernement d'augmenter le crédit d'impôt pour les pompiers volontaires et les volontaires en recherche et sauvetage.

Les députés seront peut-être étonnés d'apprendre que la plupart des pompiers au Canada sont des volontaires. En effet, aux quatre coins du pays, 100 000 pompiers volontaires et volontaires en recherche et sauvetage répondent à l'appel du devoir. Ils risquent leur vie pour assurer la sécurité des collectivités. Ils interviennent lors d'incendies de forêt, de collisions de véhicules, d'urgences médicales et dans bien d'autres situations encore. Bien que certains bénévoles reçoivent une rétribution, on ne leur verse pas un salaire suffisant en contrepartie de leur travail.

Au cours de la législature précédente, grâce aux efforts de l'Association canadienne des chefs de pompiers, de personnes issues de centaines de collectivités et de plus de 17 000 Canadiens qui ont signé des pétitions à l'appui de mon projet de loi précédent, c'est-à-dire le projet de loi C-310, le crédit d'impôt a été doublé, passant de 3 000 \$ à 6 000 \$. Cependant, ce n'est pas suffisant. Une augmentation supplémentaire du crédit d'impôt contribuerait à indemniser les volontaires pour des dépenses comme l'essence et l'équipement, ainsi que pour les pertes de salaire. Elle reconnaîtrait également l'importante contribution de ces personnes.

Je remercie ces héros de la vie quotidienne de leur sacrifice. Je tiens à remercier la députée de Nunavut d'appuyer ce projet de loi et j'espère que tous les députés l'appuieront aussi.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

• (1515)

**Heather McPherson:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Il y a eu consultations entre les partis...

**Des voix:** Non.

**Le Président:** Je crains qu'il n'y ait pas de consentement unanime.

\* \* \*

## PÉTITIONS

### L'AUMÔNERIE MILITAIRE

**Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au nom de Canadiens inquiets, en particulier ceux qui servent dans les forces armées. Ces Canadiens craignent que le gouvernement libéral n'en fasse pas assez pour que les militaires aient la liberté d'exprimer leur croyance religieuse. Ils soulignent que le Canada a une longue tradition de respect, d'honneur et de confirmation du rôle des traditions religieuses dans les forces armées.

Ces Canadiens demandent au Parlement d'affirmer que les Forces armées canadiennes devraient appuyer le droit à la prière en public des militaires, conformément aux traditions honorables et chèrement acquises des forces armées, en particulier lors du jour du Souvenir.

## LE SAUMON SAUVAGE DU PACIFIQUE

**Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV):** Monsieur le Président, je prends la parole au nom de nombreux Britanno-Colombiens, et certainement au nom de tous les pétitionnaires, qui continuent d'attirer l'attention sur l'état critique des populations de saumon sauvage et qui s'intéressent à l'ensemble de la chaîne alimentaire et à la menace qui pèse sur les populations de hareng, lesquelles sont également victimes de surpêche. Les pétitionnaires demandent que nous revenions au moins aux recommandations du juge Cohen et au rapport qu'il a présenté. Après des années d'étude, le juge préconisait le retrait des fermes piscicoles. Les électeurs de ma circonscription ne veulent pas que je les appelle ainsi; ils m'ont demandé de les qualifier d'usines de poissons toxiques, et ils estiment qu'elles devraient être retirées des eaux libres et installées sur la terre ferme.

\* \* \*

## QUESTIONS AU FEUILLETON

**L'hon. Evan Solomon (ministre de l'Intelligence artificielle et de l'Innovation numérique et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario, Lib.):** Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

**Le Président:** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

\* \* \*

## DEMANDE DE DÉBAT D'URGENCE

## LES DROITS DE DOUANE SUR L'ACIER ET L'ALUMINIUM

**Le Président:** La présidence a reçu un avis de demande de débat d'urgence de la part de la députée de Thornhill.

**Melissa Lantsman (Thornhill, PCC):** Monsieur le Président, tout porte à croire que le gouvernement libéral n'a pas réussi à conclure un accord sur les droits de douane. En fait, nous avons appris que, pendant la dernière campagne électorale, les libéraux ont discrètement réduit à presque zéro les contre-mesures tarifaires. Nous avons appris hier que Donald Trump a haussé à 50 % les droits de douane injustifiés sur l'acier et l'aluminium. Sans surprise, cela survient après que l'élu désigné pour diriger ce pays a prétendu avoir un plan et être l'homme dont nous avons besoin en temps de crise. Ce que nous avons aujourd'hui, c'est une augmentation de 50 % des droits de douane.

Pour les métallurgistes qui affirment être « au bord du précipice », pour les familles qui s'inquiètent de ne pas pouvoir se nourrir ou se loger et pour les entreprises qui ont besoin de certitude, les ministres libéraux doivent rendre des comptes à la Chambre. Je sais que cela ne les intéresse pas. Je sais qu'ils sont pressés de partir en vacances. C'est le constat que nous faisons parce qu'ils font la sourde oreille aux demandes de la Chambre de présenter un budget. Je suis toutefois d'avis que c'est un enjeu important et qu'il nécessite un débat d'urgence. Par conséquent, au nom des Canadiens et des députés de ce côté-ci de la Chambre, je demande un débat d'urgence.

## DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

**Le Président:** Je remercie la députée de Thornhill de son intervention. Cependant, je ne suis pas convaincu que cette demande répond aux exigences du Règlement pour le moment.

## L'Adresse

## DISCOURS DU TRÔNE

• (1520)

[Traduction]

## REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude interrompue le 3 juin de la motion amendée portant qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session.

**Rhonda Kirkland (Oshawa, PCC):** Monsieur le Président, c'est un immense honneur pour moi de prendre la parole pour la première fois à la Chambre des communes. C'est à la fois un honneur et une source de motivation qu'on m'ait confié la responsabilité de représenter les habitants de ma ville natale, Oshawa. Oshawa est une ville fière qui s'est bâtie grâce au travail acharné, à la résilience et à l'esprit d'innovation de ses gens. Ce siège lui appartient. Oshawa a ses racines dans l'industrie manufacturière, mais c'est aussi une communauté résiliente et tournée vers l'avenir. L'édification de la ville est le fruit de travail acharné et de détermination. Pour moi, elle incarne les valeurs cardinales de notre pays: la force, l'égalité des chances et le vivre-ensemble.

Je tiens tout d'abord à remercier mes voisins d'Oshawa de m'avoir accordé leur confiance en élisant, pour la première fois, une femme pour les représenter à la Chambre des communes. Je relaie leurs voix en ces murs, les voix des familles, des travailleurs, des étudiants, des aînés et des propriétaires de petites entreprises. Tous ces gens ont des espoirs et des préoccupations qui méritent d'être entendus et on doit les traiter avec respect et avec des gestes concrets.

Je voudrais tout d'abord exprimer ma profonde gratitude à ma famille, et en particulier à mes deux enfants: mon fils, Clayton, âgé de 21 ans, et ma fille, Claire, âgée de 14 ans. Ils ont fait beaucoup de sacrifices cette année et ils ont été l'une de mes plus grandes sources de soutien.

Je tiens également à remercier mes regrettés parents: ma mère, décédée subitement en 2021, et mon père, qui l'a rapidement rejointe dans leur demeure céleste à peine 10 mois plus tard. Je crois qu'ils seraient fiers. Ma mère était une femme douce et tranquille, mais elle savait toujours comment faire ce qu'il fallait. Mon père m'a fait découvrir la politique à l'âge de 14 ans. Il suivait de très près le Parti réformiste et Preston Manning, et c'est ainsi que j'ai commencé à m'intéresser à la politique.

Je remercie également mes frères et sœurs, pour qui je suis plus reconnaissante que jamais. Je suis la plus jeune d'une famille de sept enfants, et j'ai souvent été la cible de leurs plaisanteries, comme quand ils me faisaient croire qu'ils m'avaient trouvée sur le bord de la rue et qu'ils avaient décidé de m'adopter. Ce sont des histoires amusantes, mais je suis heureuse d'avoir mes frères et sœurs maintenant que mes parents sont décédés.

Je suis on ne peut plus reconnaissante envers mon incroyable équipe de campagne et de bénévoles. C'est grâce à leur soutien que ce moment est devenu possible. Je les remercie de croire en moi et au travail qui nous attend. Si je pouvais tous les nommer ici aujourd'hui, je le ferais, mais je n'ai pas le temps de nommer les centaines de personnes qui ont installé des pancartes, frappé aux portes et discuté avec les Canadiens de leurs rêves et de leurs préoccupations. J'ai hâte de les remercier tous en personne lors de notre activité de reconnaissance, vendredi prochain, à Oshawa.

### *L'Adresse*

Je tiens à remercier tout particulièrement Andrew, Alex, Skip, Maryann, George, Callum, Phil et Paula, qui ont présidé cette campagne avec tout leur cœur. Oui, ce sont mes amis, mais plus encore, ils ont donné de leur temps et de leur énergie parce qu'ils se soucient profondément d'Oshawa. Comme moi, ils croient que notre ville mérite une représentation forte et réfléchie, ainsi que des personnes au pouvoir qui savent vraiment écouter.

Tandis que j'ai la parole, je m'en voudrais de ne pas mentionner les députés qui m'ont précédée et que j'ai tenus en haute estime tout au long de ma carrière au service de ma ville. Feu l'honorable Michael Starr, premier ministre d'origine ukrainienne à occuper un poste au Cabinet, a été ministre du Travail au sein du gouvernement de John Diefenbaker et chef de l'opposition à la Chambre des communes.

Je tiens également à remercier mon prédécesseur immédiat, M. Colin Carrie, qui a fidèlement servi les habitants d'Oshawa pendant près de 21 ans, tant dans l'opposition qu'au gouvernement. Il a été secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé sous les gouvernements conservateurs de l'ancien premier ministre Stephen Harper, ainsi que secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement. Il convient aussi de souligner que M. Carrie a grandement contribué à ramener des investissements records à Oshawa lorsqu'il était député, plus que ce qu'ont fait les précédents députés néo-démocrates et libéraux réunis. Les gens d'Oshawa devraient être fiers de leur choix depuis 2004. J'ai l'intention de poursuivre cette tradition en apportant le même degré d'engagement et de détermination à mon travail pour Oshawa.

Les récentes élections à Oshawa étaient plus qu'une simple bataille politique. C'était un puissant reflet de l'espoir que nourrissent mes concitoyens à l'égard d'un gouvernement conservateur dirigé par Pierre Poilievre. L'un des moments les plus inoubliables de la campagne s'est produit lors de notre rassemblement avec notre chef Pierre Poilievre à Oshawa. J'ai eu le privilège de me trouver au milieu d'une foule de 6 500 personnes et de les amener à chanter l'*O Canada*; c'était formidable de les voir entonner l'hymne national avec fierté et ardeur. À ce moment précis, tout le monde a pu ressentir la même chose: l'unité, l'espoir et la conviction que le changement est non seulement possible, mais à portée de main.

• (1525)

J'ai appris par la suite que parmi la foule se trouvait un élève du secondaire âgé de 15 ans qui avait convaincu sa mère d'assister à ce rassemblement. Quelques jours plus tard, elle s'est présentée à notre bureau de campagne, souhaitant nous faire part de ce que cette soirée avait signifié pour son fils et elle. Son fils avait été profondément ému. Il lui a parlé de ses craintes pour son avenir et de ses espoirs pour notre pays.

Cette conversation est restée imprégnée dans ma mémoire, car ce que ce jeune homme a ressenti correspondait à ce que j'entendais constamment en faisant du porte-à-porte. Cela m'a rappelé mes propres enfants. Ses espoirs étaient les leurs. Ses craintes étaient réelles. Son histoire était celle de chacune des familles que j'ai rencontrées et qui m'ont dit qu'elles travaillent plus fort que jamais, mais ont néanmoins de plus en plus de mal à joindre les deux bouts, et qui se demandent si leurs enfants auront même un jour les moyens d'acheter une maison dans la ville où ils grandissent. Par conséquent, je prends la parole aujourd'hui non pas simplement à titre de députée, mais également à titre de voisine, de mère seule, de travailleuse et de personne qui comprend quel est l'enjeu pour tous les Canadiens qui rêvent d'un avenir meilleur.

Lorsqu'il est question de bâtir cet avenir, nous devons parler de logements, car c'est le fondement de la stabilité pour de nombreuses familles. Aujourd'hui, ce fondement s'effrite. Il est temps de rétablir le rêve d'accéder à la propriété, un rêve qui s'est progressivement évanoui au cours des 10 dernières années. Les jeunes Canadiens renoncent à l'espoir de devenir propriétaires. Il fallait autrefois 25 ans pour rembourser un prêt hypothécaire, mais aujourd'hui, il faut 25 ans rien que pour envisager d'économiser suffisamment pour une mise de fonds. Ainsi, lorsque mon fils obtiendra son diplôme universitaire l'année prochaine, il devrait attendre d'avoir environ 47 ans avant de même pouvoir penser qu'il a suffisamment économisé pour une mise de fonds. Les conservateurs refusent de considérer qu'une telle situation est normale.

Pourquoi le Canada ne peut-il pas accélérer la délivrance des permis de construction? Il ne devrait plus être nécessaire d'attendre des mois ou des années avant de lancer les travaux. Si nous voulons résoudre la crise du logement, nous devons agir avec célérité et efficacité. En tant que conservateurs, nous lutterons pour libérer des terrains, accélérer la délivrance des permis et alléger le fardeau fiscal pour les acheteurs et les constructeurs de logements.

Nous savons tous que construire plus de logements n'est pas suffisant en soi. Il faut veiller à ce que ces logements se trouvent dans des quartiers sécuritaires et dynamiques, des quartiers où les enfants peuvent jouer dehors sans s'inquiéter, où les aînés peuvent se promener paisiblement, et où les familles peuvent se coucher le soir sans craindre que leur voiture ne se fasse vandaliser ou voler pendant la nuit. L'accès à la propriété ne devrait pas se limiter à avoir un toit sur la tête; cela devrait également procurer un sentiment de sécurité, de stabilité et de fierté. Nous sommes déterminés à refaire de cette vision une réalité pour l'ensemble de la population canadienne.

Les habitants du centre-ville d'Oshawa ressentent les effets des politiques laxistes du gouvernement en matière de criminalité. Je l'entends tous les jours de la part de propriétaires d'entreprises, de parents et d'aînés qui ne se sentent plus en sécurité rien que pour se rendre jusqu'à leur voiture. Les crimes violents sont en hausse, et la consommation de drogues en public est omniprésente. Les gens ont peur et ils se sentent abandonnés. Le gouvernement libéral a rendu la vie plus facile pour les récidivistes violents, mais plus difficile pour les honnêtes citoyens qui essaient simplement d'élever leur famille et de faire rouler leur entreprise.

Les conservateurs se battent pour mettre fin aux politiques dangereuses qui mettent nos collectivités en danger, comme le système de capture et de remise en liberté sous caution qui permet aux récidivistes d'échapper à la justice au lieu de subir de vraies conséquences. Nous défendons également une approche compatissante, mais rigoureuse à l'égard de la toxicomanie, ce qui signifie qu'elle sera axée sur le traitement et le rétablissement, et non simplement sur la distribution de plus de drogues. Les gens méritent d'avoir la possibilité de rebâtir leur vie et de se libérer de la dépendance, et non d'être laissés à eux-mêmes. Notre objectif est évidemment de faire du Canada un pays sans drogue où les gens peuvent obtenir l'aide dont ils ont besoin, où les familles peuvent être réunies et où l'espoir remplace le désespoir. À Oshawa et partout au pays, les Canadiens méritent d'avoir des rues sûres, et je continuerai à me battre jusqu'à ce qu'ils les aient.

*L'Adresse*

Oshawa est une ville fière, une ville dont la construction automobile, les petites entreprises, l'innovation et le courage ont contribué à bâtir notre pays. Des premiers jours de McLaughlin Motor Car Company jusqu'aux chaînes de production modernes de General Motors, la fabrication fait partie de notre ADN.

Malheureusement, il y a quelques semaines à peine, nous avons appris que General Motors allait réduire ses activités à l'usine d'assemblage d'Oshawa, en passant de trois à deux quarts de travail, ce qui touchera 700 travailleurs à l'usine et des milliers de travailleurs dans les usines d'approvisionnement de la collectivité. Ce sont de graves nouvelles, mais s'il y a une chose qu'Oshawa a montrée à maintes reprises, c'est que ses habitants sont résilients. Nous avons déjà traversé des épreuves et nous en sommes sortis plus forts. Nous serons toujours aux côtés de nos travailleurs et de nos familles.

• (1530)

**L'hon. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.):** Madame la Présidente, ma collègue d'Oshawa a parlé de M. Carrie, son prédécesseur, qui a contribué, d'après elle, à obtenir un financement fédéral considérable pour la circonscription d'Oshawa. Je lui rappelle que c'est évidemment grâce au gouvernement libéral qu'Oshawa a obtenu ce financement, qu'il s'agisse des 259 millions de dollars destinés à son usine d'automobiles ou des investissements dans son port. Encore une fois, je consulte cette information en temps réel ici même. Le gouvernement libéral a aussi mis en place l'Initiative pour la création rapide de logements.

J'espère que ma collègue continuera d'être une voix constructive à la Chambre, mais reconnaîtra-t-elle que le gouvernement libéral a fait d'importants investissements dans Oshawa? Je sais qu'elle continuera à collaborer de façon constructive avec les députés de ce côté-ci de la Chambre afin que nous puissions continuer à faire de bonnes choses pour Oshawa dans les jours à venir.

**Rhonda Kirkland:** Madame la Présidente, Colin Carrie est l'un des travailleurs les plus infatigables que je connaisse, et il a toujours défendu les intérêts d'Oshawa.

Certains des investissements mentionnés par le député ont été réalisés grâce aux efforts de M. Carrie, qui est intervenu maintes fois à la Chambre pour dire ce dont Oshawa avait besoin. Les autres investissements ont été effectués quand il a fait partie du gouvernement pendant 10 ans, la dernière fois que les conservateurs étaient au pouvoir sous l'ancien premier ministre Stephen Harper.

[Français]

**Andréanne Larouche (Shefford, BQ):** Madame la Présidente, ma collègue et moi avons en commun, semble-t-il, une problématique en matière de logement dans notre circonscription. C'est la situation que je peux déplorer pour Granby, qui vit cette situation de manque de logement, ainsi que celle de personnes en situation d'itinérance.

Je pense que, dans ce discours du Trône, les libéraux ont clairement adopté le ton conservateur, c'est-à-dire une vision ultra-centralisatrice des conditions de financement pour le logement. Pourtant, au Québec, ce qu'on demande, ce sont des transferts de fonds vers le gouvernement du Québec et vers les villes. Ces dernières sont les mieux placées pour connaître les besoins en matière de logement.

J'inviterais ma collègue à me dire si elle est d'accord pour qu'on transfère les sommes le plus urgemment possible au Québec et aux villes pour qu'elles puissent agir en matière de logement.

[Traduction]

**Rhonda Kirkland:** Madame la Présidente, Oshawa a élu une fille qui a grandi sur place et qui comprend les défis et les forces de sa ville. Je m'en voudrais de prendre la parole ici et de parler de choses que je ne connais pas encore très bien.

Je suis ici pour défendre nos droits et libertés, ramener le gros bon sens au sein du gouvernement et être la voix des familles, des travailleurs, des aînés et des jeunes d'Oshawa. Je travaillerai toujours pour que les gens de ma collectivité aient accès à de meilleurs logements, ce que je souhaite aussi à tous les Canadiens.

**L'hon. Terry Beech (Burnaby-Nord—Seymour, Lib.):** Madame la Présidente, c'est un privilège de prendre la parole à l'occasion du premier discours de la députée d'en face à la Chambre.

Comme il s'agit de ma première intervention de la 45<sup>e</sup> législature, je tiens à remercier mes concitoyens de m'avoir réélu pour un quatrième mandat avec une marge encore plus grande. Si j'ai été réélu, c'est grâce à Julie Astley et à l'excellente équipe de mon bureau de circonscription, grâce à tous ceux qui ont travaillé à ma campagne, et aussi grâce à ma merveilleuse épouse, Ravi, et à mes deux enfants, Nova et Solar.

La députée d'en face a maintenant une belle occasion de s'engager à ne pas seulement s'opposer à tout, mais à proposer aussi des solutions, car peu importe de quel côté de la Chambre nous nous trouvons, nous faisons tous partie d'Équipe Canada. S'engagera-t-elle à travailler avec nous dans le but de trouver des solutions pour l'ensemble des Canadiens?

**Rhonda Kirkland:** Madame la Présidente, je suis absolument ravie que le député d'en face me pose cette question, car les conservateurs ont proposé une multitude de solutions au cours de la 44<sup>e</sup> législature, ainsi que pendant la dernière campagne électorale. Je crois que son gouvernement s'est approprié certaines de ces solutions et cela me convient parfaitement, car certaines d'entre elles sont judicieuses et j'aimerais qu'elles soient poussées plus loin.

• (1535)

**Ned Kuruc (Hamilton-Est—Stoney Creek, PCC):** Madame la Présidente, j'aimerais féliciter ma collègue d'Oshawa de sa victoire. Nous savons tous que pour siéger à la Chambre des communes, nous devons frapper à de nombreuses portes, écouter nos électeurs, nous forger une opinion et mener une campagne très active. J'aimerais lui demander de nous raconter un récit de son expérience de porte-à-porte, car chaque fois que nous frappons à une porte, nous entendons un récit qui reste gravé dans notre mémoire et qui nous façonne en tant que jeunes politiciens. Pourriez-vous nous raconter l'un de ces récits, s'il vous plaît?

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** La députée devra se contenter d'une anecdote très brève, en 15 secondes.

La députée d'Oshawa a la parole.

**Rhonda Kirkland:** Je serai brève, madame la Présidente. Les récits et les anecdotes se sont succédé. C'est vraiment une question d'abordabilité, les gens veulent simplement avoir la liberté de vivre dans une rue sûre et avoir accès à un logement. Le récit le plus touchant concerne une jeune femme originaire du Sud d'Oshawa. Elle est sortie avec son fils et lui a dit: « Regarde, voilà Mme Kirkland, elle se présente pour le Parti conservateur, le parti bleu. » Puis, elle s'est tournée vers moi et m'a demandé: « Puis-je vous serrer dans mes bras? »

Honnêtement, ce sont ceux...

*L'Adresse*

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Nous devons en rester là. Je suis désolée.

Nous reprenons le débat. Le député de Calgary Signal Hill a la parole.

**David McKenzie (Calgary Signal Hill, PCC):** Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui au nom de mes voisins et concitoyens de Calgary Signal Hill. Depuis le début de cette 45<sup>e</sup> législature, d'autres députés ont affirmé que la politique est un sport d'équipe, et je ne voudrais pas qu'il en soit autrement. L'équipe conservatrice de Calgary Signal Hill est l'une des meilleures au pays, et je suis fier d'en faire partie.

Je suis également reconnaissant envers tous ceux qui ont donné de leur temps et de leur énergie pendant la campagne électorale et, aujourd'hui, je les en remercie. Je pense à Joanne Birce, une bénévole extraordinaire de chez nous qui, avec Cynthia Williams, a dirigé le bureau de campagne; à Adrian Smith, Stuart McConkey et Tim Wall, qui étaient responsables des pancartes; à Steve McLeod, l'un des esprits les plus brillants en politique; à Barb Shaw, Changping Shao, Bob MacDonald, Mark Moennich, Bonnie McGinnis, Carrie Wall, Rick Harland et bien d'autres qui ont passé des heures et des heures à faire du porte-à-porte et à s'occuper de tout ce qui devait être fait; et, bien sûr, à Michael Smith, qui a veillé à ce que tout se passe bien et aille rondement. Jeff Sterzuk et Myron Tetreault nous ont également offert un soutien formidable, tout comme des amis de longue date et de nouveaux compagnons qui nous ont soutenus de bien des façons.

Ces bénévoles se sont dévoués sans autre récompense que l'amélioration de notre pays et peut-être, à l'occasion, une tasse de café ou un Timbit. Je suis conscient aujourd'hui de leur engagement et de leur contribution, et je garderai cela à l'esprit dans mes efforts pour représenter au mieux tous les habitants de Calgary Signal Hill à la Chambre.

On ne se lance pas dans les eaux tumultueuses de la politique sans le soutien indéfectible de sa famille. Je tiens à remercier ma compagne, Michele, pour son soutien sans faille dans la réalisation de mon rêve de longue date: faire de la politique fédérale. Assumer cette importante fonction implique de nombreuses journées et nuits loin d'elle, mais son soutien n'a jamais fléchi. Mes deux enfants, Kristen et Alex, m'ont également encouragé à me lancer dans une nouvelle carrière alors que d'autres, bien plus brillants que moi, prennent leur retraite. Ils ont cru en moi comme j'ai cru en eux, et je les aime pour cela. Ma fille, Kristen, est une jeune scientifique qui termine actuellement sa maîtrise en biologie, et Alex a récemment commencé sa carrière dans le secteur des finances. Ce sont des personnes travailleuses et passionnées, et je suis très fier d'eux. Je tiens également à remercier Lianne de m'encourager et d'être une mère merveilleuse pour nos enfants.

Au cours de la campagne électorale qui a pris fin il y a à peine cinq semaines, bien des gens m'ont dit, sur le pas de leur porte, qu'ils s'attendaient à ce que je travaille à rendre notre pays meilleur en collaborant avec tous les députés en vue d'obtenir le meilleur résultat possible pour les Canadiens. Une bonne idée reste une bonne idée, peu importe de quel parti de la Chambre elle vient, et les députés doivent veiller à ce que les meilleures idées l'emportent. Cela fonctionne: les meilleures idées que les libéraux ont en ce moment viennent toutes des conservateurs. Je suis d'accord avec mes collègues pour dire que nous devons travailler ensemble, et je m'en-

gage à me concentrer sur ce qu'il y a de mieux pour eux et pour les Canadiens.

Signal Hill est un brillant exemple de ce que le Canada a de plus prometteur. Pendant la campagne électorale, j'ai rencontré de nombreux Canadiens fiers qui, grâce à leur travail dans le secteur de l'énergie, vivent le rêve canadien. Le secteur de l'énergie n'est pas seulement un employeur; c'est un moyen pour les familles d'améliorer leur sort. Bien que le secteur canadien de l'énergie soit le moteur économique de ma collectivité, beaucoup s'inquiètent de leur avenir sous un gouvernement libéral qui disait, il n'y a pas si longtemps, qu'il n'allait plus faire construire de pipelines, mais qui, peu après, a dit qu'il voulait faire du Canada une superpuissance énergétique.

Comme l'a affirmé mon collègue de Calgary Heritage il y a quelques années, le secteur de l'énergie du Canada « est constamment attaqué par un gouvernement indifférent aux conséquences de ses décisions ». La situation dure depuis 10 ans. Étant donné que près de 90 % de la production pétrolière du Canada vient de l'Alberta et de la Saskatchewan, personne ne devrait s'étonner que ces attaques soient vues comme une forme d'intimidation partisane à l'encontre des provinces de l'Ouest. En tant que fier Canadien qui aime l'ensemble de son pays, cette situation m'attriste.

Ces derniers jours, au sein de cette Chambre, on a promis que les choses avaient changé, mais nous pourrions certainement pardonner aux habitants de Calgary Signal Hill d'être sceptiques face à cette soudaine volte-face d'un gouvernement libéral qui a tué les projets Énergie Est et Northern Gateway, qui a interdit les pétroliers sur la côte Ouest et qui a établi un cadre réglementaire pour effectuer un nouvel examen des projets qui, selon notre industrie énergétique, est tout à fait inapplicable.

• (1540)

Avant que les députés d'en face interviennent pour nous dire qu'ils ont fait des promesses et que tout ira bien, il faudrait peut-être leur rappeler certaines des promesses que le gouvernement libéral avait faites et qu'il n'a tout simplement pas tenues.

En 2015, Justin Trudeau avait promis une réforme du mode de scrutin; cela ne s'est pas concrétisé.

En 2019, les libéraux avaient promis qu'ils criminaliseraient la maltraitance des aînés; cela ne s'est pas concrétisé.

En 2019, les libéraux avaient promis de créer une agence spécialisée d'acquisition de matériel de défense; cela ne s'est pas concrétisé, et nos forces armées continuent d'en souffrir aujourd'hui.

En 2021, les libéraux avaient déclaré qu'ils allaient créer un pôle fédéral pour aider les entreprises et les entrepreneurs canadiens à tirer parti des accords commerciaux dont le Canada est signataire; cela ne s'est pas concrétisé.

En 2021, les libéraux avaient promis un transfert de 4,5 milliards de dollars aux provinces pour les soins de santé mentale; cela ne s'est pas concrétisé.

En 2022, les libéraux avaient promis qu'ils allaient créer un conseil permanent de conseillers économiques chargé de fournir au gouvernement des avis indépendants sur la croissance à long terme. Quelle surprise: cela ne s'est pas concrétisé.

*L'Adresse*

Par conséquent, quand le gouvernement libéral dit aujourd'hui: « Ne vous inquiétez pas, nous promettons de régler le problème », les habitants de Calgary Signal Hill ont des inquiétudes. Ils ne comprennent pas pourquoi le gouvernement libéral refuse d'abroger les dispositions issues des projets de loi C-69 et C-48 ni pourquoi il refuse d'éliminer le plafonnement de la production pétrolière et gazière.

Le ministre des Ressources naturelles s'est récemment exprimé à Calgary. C'était une occasion rêvée pour lui d'abandonner ces trois politiques étouffantes, mais il n'en a pas soufflé mot. En fait, le gouvernement libéral semble avoir une aversion pour le mot « pipeline », même si des milliers de kilomètres de pipelines sont actuellement exploités au Canada, de manière sûre et responsable, pour acheminer les produits pétroliers des installations de production aux utilisateurs finaux.

Si on connaît quelqu'un qui a l'habitude de faire des promesses exagérées sans jamais les tenir, on finit par perdre confiance en sa capacité à dire ce qu'il a l'intention de faire et à faire ce qu'il dit. Aujourd'hui, la réponse, c'est non. Il ne suffit pas de faire davantage de promesses. Il ne suffit pas de dire: « Ne vous inquiétez pas, nous ferons telle ou telle chose. » Mes voisins de Signal Hill veulent des actions et des résultats, pas des promesses en l'air.

En terminant, j'aimerais prendre un moment pour souligner le civisme exemplaire de Ron Liepert, l'ancien député de Calgary Signal Hill. Après avoir été attaché de presse du regretté Peter Lougheed, ce grand premier ministre de l'Alberta, M. Liepert a été élu à l'Assemblée législative de l'Alberta en 2004. En plus de sept ans à l'Assemblée, il a servi trois premiers ministres en occupant successivement les fonctions de ministre de l'Éducation, de ministre de la Santé et du Bien-être, de ministre de l'Énergie et de ministre des Finances. Après avoir travaillé dans le secteur privé, Ron Liepert a été élu aux Communes en 2015 et il a servi les habitants de Calgary Signal Hill pendant un peu moins de 10 ans. L'ancien député se consacre désormais à plein temps au golf, avec la gratitude et l'appréciation de ses amis et voisins de la circonscription que nous avons en commun. Il a été un exemple remarquable du sens civique à son meilleur. Les habitants de Calgary Signal Hill se joignent à moi pour remercier Ron Liepert.

Enfin, j'aimerais vous faire part du contenu d'une lettre que je viens de recevoir d'une résidente de Calgary Signal Hill. Lily écrit:

Je m'appelle Lily. J'ai 9 ans. J'ai remarqué que vous avez remporté l'élection dans ma circonscription. Félicitations. Je voulais vous demander de prendre de bonnes décisions, des décisions justes et bienveillantes pour nous. Merci.

Ces mots décrivent parfaitement le travail qui attend les députés et les attentes que tous les Canadiens ont à l'égard des parlementaires.

• (1545)

[Français]

**Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.):** Madame la Présidente, le mois dernier, plus de 8,5 millions de Canadiennes et de Canadiens ont voté pour notre plan ambitieux pour renforcer et unifier notre économie. C'est le plus grand nombre de votes jamais obtenus par un parti lors d'une élection fédérale canadienne. Le discours du Trône reflète très bien les engagements que nous avons pris durant la campagne.

Mon collègue va-t-il voter ce soir en faveur de notre discours du Trône, un discours qui reflète la volonté des plus de 8,5 millions de

Canadiens qui nous ont appuyés massivement lors de la dernière élection?

[Traduction]

**David McKenzie:** Madame la Présidente, le plus important en ce moment, c'est ce que le gouvernement prévoit de faire en ce qui concerne l'industrie de l'énergie, qui, comme je l'ai déjà dit à la Chambre, est vitale pour Calgary Signal Hill. Nous n'avons pas besoin d'autres promesses en l'air. Nous avons besoin de résultats. Nous avons besoin d'un engagement à abroger les dispositions issues des projets de loi C-69 et C-48. Nous avons besoin que le plafonnement de la production pétrolière et gazière soit éliminé. Voilà les dossiers les plus importants pour les citoyens de ma circonscription. J'invite le député d'en face à prendre cet engagement dès aujourd'hui au nom de son parti.

[Français]

**Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ):** Madame la Présidente, j'ai écouté avec attention le discours de mon collègue, qui semble faire de l'oléoduc un élément de *nation-building*. C'est la nouvelle identité canadienne qui se définit. Après avoir négligé ce concept pendant des décennies, on doit maintenant définir l'identité canadienne à cause du géant américain. Or, cette nouvelle identité reposerait sur un oléoduc.

Si je comprends bien, le jeu de l'Alberta a été de faire croire qu'on avait des velléités séparatistes pour ensuite, à la rencontre pancanadienne de cette semaine, réussir à faire de l'oléoduc une espèce de plan pancanadien, un plan de construction national.

Mon collègue est-il d'accord pour dire que, si le Québec s'oppose à ce projet, si les conditions du Québec ne sont pas remplies, l'oléoduc ne devra pas traverser le territoire québécois?

[Traduction]

**David McKenzie:** Madame la Présidente, en ce qui concerne les pipelines, la logique veut qu'on cherche à réaliser les projets qui ont du sens. Oui, l'industrie de l'énergie fait partie de la culture dans mon coin de pays. J'ose espérer que, dans toutes les régions du Canada, les gens sont conscients de l'importance de cette industrie vitale pour notre pays et qu'ils l'appuient non seulement parce qu'elle fait partie de notre mode de vie, mais aussi parce que c'est une source sensée de financement qui permet de servir les intérêts de tous les Canadiens.

**Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC):** Madame la Présidente, je souhaite la bienvenue au député de Calgary Signal Hill à la Chambre. Lui aussi représente Calgary. Je me réjouis de le voir ici. Je me joins à lui pour remercier son prédécesseur, Ron Liepert, qui est un bon ami et que tous les députés connaissent. Nous lui souhaitons une bonne retraite.

Le député a répondu à la dernière question, mais j'aimerais lui donner le temps de développer pleinement certains des points qu'il pourrait souhaiter aborder. L'industrie pétrogazière, l'industrie de l'énergie, ne fait pas que fournir des emplois bien rémunérés qui font vivre les familles de sa circonscription et de la mienne: elle fait vivre le pays tout entier. Il s'agit de l'industrie la plus importante au pays et elle génère des revenus qui servent à financer des services publics dans toutes les provinces. Est-il d'accord avec moi? A-t-il quelque chose à ajouter au sujet de cette industrie névralgique?

*L'Adresse*

**David McKenzie:** Madame la Présidente, il ne fait absolument aucun doute que l'industrie pétrolière, qui est concentrée en Alberta, plus précisément dans la belle ville de Calgary — où se trouvent la circonscription de mon ami et la mienne —, est essentielle à l'économie canadienne. Elle fournit des emplois et des débouchés non seulement dans notre province, mais aussi dans tout le Canada: des fabricants en Ontario, au Québec et dans d'autres provinces participent à cette industrie. Elle apporte une contribution financière essentielle. Son importance ne peut pas être ignorée et mise de côté, comme le fait depuis longtemps le gouvernement fédéral sous le Parti libéral. C'est quelque chose qui doit changer.

• (1550)

**David Myles (Fredericton—Oromocto, Lib.):** Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Saint-Boniface—Saint-Vital.

Je suis heureux de prendre la parole pour la toute première fois à la Chambre. Je suis reconnaissant d'être ici. Je suis bien conscient que c'est un grand privilège.

Je tiens d'abord à remercier les habitants de Fredericton—Oromocto de m'avoir confié cette responsabilité. Être leur représentant au Parlement est un immense honneur.

[Français]

J'ai toujours adoré la région de Fredericton—Oromocto. C'est là que j'ai grandi, que mes parents ont grandi et que j'élève présentement mes enfants. Je me sens très chanceux de pouvoir le faire.

[Traduction]

Je tiens à dire que cette campagne m'a permis d'apprécier encore plus ce que nous avons. Ma circonscription, Fredericton—Oromocto, compte environ 80 000 habitants le long de la puissante rivière Wolastoq, ou rivière Saint-Jean. C'est le territoire traditionnel des Wolastoqey, le peuple de la belle et abondante rivière. C'est un lieu absolument magnifique qui préserve et nourrit la vie depuis des milliers d'années.

Notre circonscription est peuplée d'entrepreneurs en technologie, de néo-Canadiens, de descendants de loyalistes britanniques, d'Acadiens, de deux communautés des Premières Nations, Sitansisk et Welamukotuk, et de la deuxième base militaire en importance au pays, située à Gagetown. Il s'agit d'un merveilleux microcosme de notre pays, avec toutes ses joies et tous ses défis.

[Français]

Je remercie les centaines de bénévoles qui ont contribué à faire de cette campagne électorale une expérience aussi exceptionnelle et unificatrice pour chacun d'entre nous.

[Traduction]

Toutes sortes de gens sont venus m'aider, et beaucoup d'entre eux n'avaient jamais participé à une campagne auparavant. Je n'avais aucune idée de ce que j'allais ressentir en me portant candidat. La vérité, c'est que j'étais nerveux et que j'avais peur. Ce que je ne savais pas, c'est ce que je ressentirais si des gens se portaient garants de moi. Des bénévoles sont intervenus en ma faveur, ils m'ont appuyé et ils ont fait du porte-à-porte sous la pluie et dans le froid pour dire aux gens qu'ils pensaient que j'étais la personne tout indiquée pour occuper ce poste. Je ne l'oublierai jamais. Ils m'ont beaucoup touché, et je les remercie.

Je remercie mes parents, Jim et Carmel Myles, qui étaient tous les deux enseignants au secondaire. Mon père enseignait à Fredericton, et ma mère, à Oromocto. Ils adoraient leur travail et ils ont été des modèles en montrant aux gens ce que signifie servir la collectivité, en faire partie et l'aimer. C'est ce que j'ai senti tout au long de la campagne. Partout où j'allais, des gens me parlaient de l'influence positive que mes parents ont eue sur leur vie, ce qui était remarquable. Je suis sûr que j'ai bénéficié de toutes leurs années de dur labeur au sein de la collectivité.

[Français]

Je remercie ma femme, Nina, ainsi que mes filles, Maria et Silvia. Ce sont elles qui m'ont vraiment convaincu de relever ce défi. Elles ont cru en moi et m'ont convaincu que je pouvais y arriver et que c'était le bon moment. Leur soutien est indispensable, et je n'aurais jamais pu faire ça sans elles.

[Traduction]

Être ici, à la Chambre, est un privilège, et j'en suis conscient. Je ne gaspillerai pas cette occasion et je promets de travailler sans relâche pour tout le monde. Je parle de tout le monde, pas seulement des personnes qui ont voté pour moi. C'est en grande partie la raison pour laquelle je me suis présenté aux élections. J'aime les gens, les gens de toutes sortes. J'ai décidé de me présenter aux élections parce que je crois aux Canadiens.

J'ai passé les 20 dernières années à voyager partout dans notre beau pays en tant qu'auteur-compositeur et musicien professionnel. J'ai visité des centaines de petites villes dans toutes les provinces: d'est en ouest, vers le nord, en français, en anglais. Des villes minières, des villes militaires et toutes les grandes villes. Partout où je suis allé, j'ai rencontré des gens respectables qui se souciaient de leur collectivité et qui voulaient bâtir une vie agréable pour leurs enfants dans un pays qu'ils aiment. Je n'ai pas vu de pays dysfonctionnel ou incroyablement divisé. J'ai plutôt vu un pays où les gens étaient fondamentalement plus semblables que ce que les médias sociaux voudraient nous faire croire.

Soyons francs. Parfois, nous entendons le même message en politique, à savoir que nous sommes trop divisés ou trop différents pour dialoguer, pour travailler ensemble, pour bâtir ensemble. Je n'y crois pas une seconde. Pourquoi? Parce que je sais d'expérience que ce n'est pas le cas. Vingt ans de tournée m'ont appris cela. Le temps que j'ai passé à faire campagne a également renforcé ce constat. À maintes reprises, porte après porte, j'ai eu d'excellentes conversations avec des gens qui en avaient assez de la polarisation, qui se méfiaient de la partisanerie et qui souhaitaient ardemment que l'on se concentre sur la résolution de problèmes plutôt que sur l'idéologie.

Bien entendu, il y avait des gens qui n'étaient pas d'accord avec moi. C'est normal. Avons-nous quand même trouvé le temps de discuter de notre collectivité et des défis de notre pays? Absolument. Je dirais que la Chambre et le Parlement ne font pas exception. Je crois vraiment que nous sommes tous ici parce que nous voulons servir nos collectivités, représenter nos concitoyens et travailler dur pour contribuer à bâtir un pays dont nous pourrions être fiers pour les générations futures, quel que soit le parti que nous représentons. Je sais que j'ai peut-être l'air naïf, mais c'est ce que les Canadiens attendent de nous. Ne perdons pas cela de vue.

*L'Adresse*

On parle beaucoup de débat vigoureux à la Chambre, mais cela ne signifie pas pour autant qu'on doit se moquer ou rire quand d'autres parlent. Je travaille dans l'industrie du spectacle depuis 20 ans, mais notre travail ici n'est pas un spectacle, du moins il ne devrait pas l'être. C'est un travail sérieux qui mérite notre respect. Si nous voulons que les Canadiens se respectent, nous devons nous respecter les uns les autres.

• (1555)

[Français]

Si nous voulons que les Canadiens et les Canadiennes travaillent ensemble malgré leurs différences, nous devons trouver des moyens de travailler ensemble malgré nos différences.

[Traduction]

Si nous voulons que les Canadiens soient unis, nous devons trouver des moyens de l'être, et je suis impatient de m'atteler à cette tâche. C'est ce qui m'a toujours intéressé: bâtir des relations qui transcendent les divisions. Pourquoi est-ce si important maintenant?

[Français]

C'est parce que nous traversons une période très difficile. L'incertitude, les menaces économiques et un paysage politique en évolution rapide nous ont forcés à vraiment réfléchir à qui nous sommes en tant que pays et à comment nous pouvons avancer ensemble, forts et souverains.

[Traduction]

Ce ne sera pas facile. Cela dépendra de notre capacité à bien travailler ensemble. Les infrastructures d'est en ouest et du sud au nord exigeront que nous puissions nouer des relations avec toutes les régions du Canada et tous les partis de la Chambre, et que nous puissions gagner leur confiance. Il s'agit de cerner nos défis communs et d'avancer ensemble vers des solutions. Comme l'indique le discours du Trône, efforçons-nous de rendre la vie plus abordable, d'accroître l'offre de logements, de veiller à ce que nos organisations culturelles fassent l'envie du monde entier et de faire du Canada l'économie la plus forte du G7, et accordons à nos militaires le respect qu'ils méritent.

Nous pouvons y arriver, et j'ai hâte de travailler avec tous les députés à l'atteinte de ces objectifs chaque jour où j'aurai la chance d'occuper ce poste.

**Helena Konanz (Similkameen—Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, PCC):** Madame la Présidente, je tiens à féliciter mon collègue d'en face pour son premier discours à la Chambre. Son enthousiasme est très contagieux. Je le salue pour cela.

Ce que je voudrais lui demander, c'est ceci: je voudrais savoir si les familles qu'il représente, les familles de sa circonscription, ont du mal à se payer de la nourriture. Les enfants ont-ils faim? Seront-ils en mesure de faire du sport cet automne, comme de jouer au hockey, par exemple? Les gens doivent-ils choisir entre les sports de leurs enfants et l'épicerie?

Je me demande si le député peut expliquer comment, après 10 ans de gouvernement libéral, le prix des denrées alimentaires est si élevé. J'aimerais aussi qu'il me dise ce que le gouvernement libéral compte faire pour changer quoi que ce soit à ce qu'il a fait de façon continue au cours des 10 dernières années et qui a causé ce problème.

• (1600)

**David Myles:** Madame la Présidente, je dirais tout d'abord qu'il y a un nouveau gouvernement et que la question de l'abordabilité est très importante. Pendant de nombreuses années, j'ai en fait consacré une bonne partie de mon temps à recueillir des fonds pour les banques alimentaires. Je comprends ce que vivent les familles et je comprends leurs difficultés. C'est une priorité vraiment importante pour moi, et je pense que la première mesure à prendre est l'allègement fiscal que nous proposons pour 22 millions de Canadiens. Il s'agit d'une bonne nouvelle, et je crois que tout le monde appuiera cette mesure.

[Français]

**Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ):** Madame la Présidente, mon collègue a livré un très bon discours, avec le sourire. Je ne peux pas m'empêcher de dire que, tout le long, je pensais que son prénom et son nom, qu'on ne peut pas répéter ici, étaient à une approximation près de celui de Miles Davis, un de mes musiciens préférés. Cela m'inspire la question suivante.

Mon collègue ne trouve-t-il pas que dans ce contexte-là, celui de la crise avec les États-Unis, le fait de déclencher des élections et de revenir présenter un discours du Trône en nous disant qu'il y a une urgence économique pour ne pas déposer de budget est un peu de l'improvisation?

**David Myles:** Madame la Présidente, je suis un grand admirateur de jazz. Je n'ai pas le talent de Miles Davis, mais je joue de la trompette quand même. Je remercie donc le député de cette association.

Nous avons déjà commencé à faire des choses dont nous devons être fiers. Nous avons de gros projets qui ont déjà commencé, comme la réduction d'impôt dont je viens de parler.

Nous avons aussi plein d'autres projets dont nous allons parler au courant des prochaines semaines.

**L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.):** Madame la Présidente, je vous félicite pour votre retour. Cela me fait plaisir de vous revoir en santé.

J'aimerais aussi profiter de cette occasion pour féliciter mon collègue pour son élection et pour le mandat qui l'amène ici, à la Chambre. C'est une chose très importante, qui démontre à quel point les Canadiens veulent un gouvernement qui peut œuvrer pour eux.

Voici ma question pour mon collègue. À quel point le travail qu'il veut faire ici, afin de remplir le mandat que ses concitoyens et ses concitoyennes lui ont donné, est-il important? Dans quelle mesure est-il important de faire adopter toutes les affaires que nous voulons faire adopter à la Chambre tout en nous assurant de travailler avec tout le monde? Mon collègue peut-il expliquer à quel point il est important que tous les députés à la Chambre puissent voter en faveur du travail que nous accomplissons ici? Peut-il nous parler de l'importance du mandat qui lui a été confié, à lui et à ses collègues libéraux?

**David Myles:** Madame la Présidente, ce sont des projets nationaux d'une grande importance. Il est donc important que les personnes qui viennent d'autres circonscriptions nous soutiennent pour réaliser ces projets parce que ce serait impossible de faire des grands projets d'infrastructures sans le soutien des Canadiens.

Nous avons maintenant le soutien des Canadiens. C'est important.

*L'Adresse**[Traduction]*

**Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD):** Madame la Présidente, je tiens à féliciter mon collègue pour son discours et son intervention à la Chambre et à lui souhaiter la bienvenue.

Je suis un peu inquiète, car je pense aux nombreuses personnes handicapées au pays qui n'ont pas vu leurs préoccupations prises en compte dans le discours du Trône. Je me demande si le député, lors de ses entretiens avec ses concitoyens, s'est fait dire qu'ils craignent fort qu'un montant de 250 \$ soit tout simplement insuffisant pour aider les personnes handicapées à sortir de la pauvreté.

Le gouvernement prendra-t-il les mesures nécessaires pour protéger les Canadiens handicapés, en particulier dans ma province, l'Alberta, où le gouvernement provincial a prélevé 200 \$, à la suite...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Je dois donner au député de Fredericton—Oromocto le temps de répondre très brièvement.

**David Myles:** Madame la Présidente, comme l'a dit la ministre pendant la période des questions, cette question est importante, c'est certain. Le gouvernement a vraiment pour priorité de veiller à ce que les personnes handicapées vivent avec la même dignité et la même accessibilité que nous tous au Canada.

**Ginette Lavack (Saint-Boniface—Saint-Vital, Lib.):** Madame la Présidente, c'est avec beaucoup d'humilité et un sens encore plus grand du devoir que je prends la parole aujourd'hui pour prononcer mon premier discours. Je suis honorée de représenter les habitants de Saint-Boniface—Saint-Vital, une circonscription dynamique, diversifiée, créative et résiliente, où le français est un patrimoine vivant et où des dizaines de cultures, de langues et de récits convergent pour enrichir notre histoire collective.

*[Français]*

Je veux remercier les électrices et les électeurs de Saint-Boniface—Saint-Vital de leur confiance. Ils m'ont confié une immense responsabilité et je ne vais jamais la tenir pour acquise.

• (1605)

*[Traduction]*

Je tiens également à remercier mon incroyable équipe de campagne et les extraordinaires bénévoles qui ont consacré des centaines d'heures à notre campagne. Je tiens également à remercier ma famille et mes amis, sans qui je n'aurais jamais pu imaginer entreprendre une telle initiative; ils ont été mon moteur et leur foi inébranlable en ma capacité à accomplir des tâches difficiles m'a été d'une aide inestimable.

*[Français]*

Je tiens à rendre hommage à Dan Vandal, qui a servi Saint-Boniface—Saint-Vital avec intégrité, générosité et dévouement pendant plus d'une décennie. Dan a été une voix forte pour les francophones, pour la culture et pour le Manitoba et les Prairies. Je m'engage à poursuivre son travail avec le même cœur.

Beaucoup m'ont demandé pourquoi je me suis lancée en politique. Je l'ai fait par devoir, par espoir et par amour pour ma communauté. C'est un immense privilège de pouvoir la servir, de porter sa voix, ses espoirs et ses préoccupations jusqu'à la Chambre. Je crois qu'il est temps que la voix des femmes, des artistes, des francophones, des jeunes et des nouveaux arrivants soit au cœur de notre démocratie.

*[Traduction]*

Ce que j'ai entendu au cours de mon porte-à-porte m'a profondément émue, notamment des préoccupations sincères et urgentes, des gens qui craignaient qu'un gouvernement conservateur fort ne réduise à néant les acquis sociaux, environnementaux et culturels, et des parents qui s'inquiétaient pour l'avenir de leurs enfants. J'ai entendu des personnes âgées qui souhaitent vieillir dans la dignité et des jeunes qui rêvent d'un avenir juste et durable où la protection de l'environnement, l'équité et les possibilités vont de pair. Je suis ici pour leur dire que je les ai entendus et que je suis là pour les aider.

*[Français]*

Parfois, un message nous touche plus que d'autres. Une femme de chez nous m'a écrit pour me dire que sa fille s'était exclamée que j'étais leur première ministre et qu'elle lui avait expliqué que ce n'était pas tout à fait ça. Elle me disait à quel point j'avais un impact positif et que j'étais un modèle de femme forte et authentique pour la jeune génération. Ce message, je l'ai relu souvent, parce que, au fond, la politique, c'est aussi inspirer, représenter et faire rêver.

Le discours du Trône présenté récemment dessine un Canada à l'image de ce que j'ai vu sur le terrain pendant toute la campagne. C'est l'image d'un pays qui veut avancer ensemble, sans laisser personne derrière. Je suis particulièrement heureuse de voir que la culture, la francophonie et l'immigration occupent une place importante dans cette vision.

À Saint-Boniface—Saint-Vital, la culture est partout. Elle est dans les murales du quartier francophone, qui racontent l'histoire des Métis de la Rivière-Rouge et des pionniers francophones. Elle est dans le Festival du Voyageur qui, chaque année, rassemble des dizaines de milliers de visiteurs dans la joie, la musique et la chaleur humaine, malgré le froid de février. Elle est dans les célébrations aux gurdwaras et aux temples. Elle est dans les concerts de hip-hop, les expositions d'art contemporain et le théâtre, des expressions vivantes qui témoignent de notre créativité et notre esprit.

*[Traduction]*

Les industries culturelles sont à l'origine de plus de 58 milliards de dollars du PIB et de près de 700 000 emplois. Pourtant, les artistes et les créateurs sont toujours en situation de précarité. Ils méritent mieux.

*[Français]*

Je me réjouis de l'engagement pris envers CBC/Radio-Canada. Pour les francophones de l'Ouest, Radio-Canada est plus qu'un média: c'est un fil conducteur entre les générations, une voix dans un paysage médiatique anglophone. C'est aussi un outil de développement régional, de diffusion artistique et de cohésion communautaire; mais c'est surtout un pilier de presse libre et indépendante essentielle à la vitalité de notre démocratie. Dans un monde où la désinformation gagne du terrain, il est crucial, plus que jamais, de protéger nos institutions médiatiques publiques.

La francophonie est bien vivante dans notre circonscription et elle coexiste avec une mosaïque culturelle. Dans ma circonscription, le peuple autochtone et les personnes représentant des communautés du monde entier enrichissent notre tissu social.

*L'Adresse*

[Traduction]

Notre force réside dans cette diversité. Un Canada uni signifie que chaque personne se sent à sa place et peut donner le meilleur d'elle-même.

[Français]

Pour développer cette vision, nous devons nous attaquer aux obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre, particulièrement celle des personnes immigrantes formées à l'étranger. L'immigration francophone, en particulier en contexte minoritaire, reste un défi. Nous avons dans nos communautés des médecins qui ne peuvent pas enseigner ou pratiquer.

● (1610)

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Je dois interrompre l'honorable députée. Il y a une sonnerie de téléphone qui perturbe les interprètes. J'aimerais bien ne pas entendre ce type de bruit à la Chambre.

L'honorable députée de Saint-Boniface-Saint-Vital a la parole.

**Ginette Lavack:** Madame la Présidente, dans nos communautés, il y a des médecins qui ne peuvent pas pratiquer, des enseignants qui ne peuvent pas enseigner et des ingénieurs qui doivent recommencer à zéro. Il est impératif de revoir en profondeur nos mécanismes de reconnaissance des acquis et des compétences. Cette situation représente une perte pour les personnes concernées, mais c'est aussi un gaspillage de talents et un manque à gagner pour tout le Canada. Éliminer ces barrières, c'est non seulement faire preuve de justice, mais c'est aussi bâtir un Canada plus fort, plus compétitif et plus équitable.

Je salue mes collègues de Don Valley-Ouest et de Hull-Aylmer, qui ont insisté sur les liens avec l'Afrique. Ils ont rappelé que, l'Afrique, c'est beaucoup de pays jeunes, dynamiques, souvent francophones, et que notre avenir est lié à ces partenariats. Travaillons ensemble pour renforcer la Francophonie internationale. Ce désir de bâtir ensemble va au-delà de nos frontières. Le Canada doit tisser de nouvelles relations fondées sur le respect, la coopération et la solidarité.

Mon engagement en tant que députée est clair: défendre les droits linguistiques des francophones de l'Ouest en tout temps et partout; renforcer les arts et la culture, car ils donnent une âme à nos communautés, grandes et petites, d'un bout à l'autre du pays; appuyer une immigration ambitieuse et inclusive, alignée sur les besoins économiques et sociaux du pays; et tisser des ponts entre les francophonies d'ici et d'ailleurs.

Je conclus en réaffirmant ceci: je suis ici grâce à toutes celles et à tous ceux qui ont refusé de se taire, les femmes, les francophones, les immigrants, les artistes et les bâtisseurs de l'ombre. Toutes ces voix sont souvent marginalisées, mais ces gens ont bâti le Canada que l'on connaît et où il fait bon vivre.

Je suis ici parce que je crois à la solidarité, à la culture, à la langue et à un pays où chacun peut rêver, bâtir et se faire entendre.

[Traduction]

**Grant Jackson (Brandon—Souris, PCC):** Madame la Présidente, en tant que nouveau député du Manitoba, je tiens à souhaiter la bienvenue à ma nouvelle collègue.

Le premier ministre et le gouvernement ont beaucoup parlé de projets énergétiques d'intérêt national. Au Manitoba, qui est la pro-

vince de la députée et ma province, l'industrie pétrolière et gazière se trouve dans le Sud-Ouest, dans ma circonscription, Brandon—Souris. Nous avons beaucoup parlé de l'acheminement des ressources naturelles, des produits pétroliers et gaziers, jusqu'à la baie d'Hudson. Le discours du Trône ne mentionne aucun plan concret pour acheminer ces produits jusqu'à la côte.

La députée convient-elle que le discours du Trône n'en fait pas mention et que le gouvernement devrait prendre d'autres mesures pour que les ressources naturelles et les produits de ma circonscription, dans le Sud-Ouest du Manitoba, puissent être acheminés jusqu'à la baie d'Hudson, dans le Nord du Manitoba?

**Ginette Lavack:** Madame la Présidente, comme le discours du Trône l'a démontré, nous sommes ici pour bâtir un Canada fort, pour bâtir une économie plus forte pour notre pays, et cela passe par toutes sortes d'initiatives et de projets. Nous sommes en train de mener des consultations et d'élaborer ces plans. Nous ne pouvons pas le faire en vase clos. Nous devons parler avec nos partenaires. Nous devons parler avec tout le monde afin d'élaborer ces plans de manière constructive et responsable.

[Français]

**Andréanne Larouche (Shefford, BQ):** Madame la Présidente, ma collègue de Saint-Boniface—Saint-Vital, dans son discours, a notamment parlé de l'immigration, qui fait vivre certaines régions. Pourtant, dans Shefford, ma circonscription, certaines entreprises déplorent les nouvelles mesures mises en place par le gouvernement, surtout en ce qui concerne les travailleurs étrangers temporaires.

Les nouvelles cibles sont irréalistes et ne sont pas les bonnes non plus pour ce qui est de l'immigration. Les travailleurs étrangers temporaires sont vitaux pour les entreprises de chez nous, dans Shefford. De nombreux entrepreneurs et de nouveaux propriétaires d'entreprises me disent que s'il n'y a pas de modifications à ces nouvelles normes en matière de travailleurs étrangers temporaires, ça pourrait mener à la fermeture de plusieurs entreprises en région.

J'aimerais donc savoir si ma collègue serait ouverte à considérer certains allègements ou certains aménagements pour reconnaître que ces travailleurs sont essentiels à l'économie des régions.

● (1615)

**Ginette Lavack:** Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son excellente question.

Encore une fois, je pense que, en matière d'immigration, on sait qu'il y a énormément de travail à faire. Certains acquis ne sont pas reconnus. Par ailleurs, des gens qui sont déjà présents sur le terrain n'ont peut-être pas les emplois de choix qu'ils souhaiteraient. Il y a un important travail à faire.

Je crois évidemment que les cibles sont à revoir. C'est à discuter. Il faut le faire de façon efficace et prudente. On ne veut pas se donner des cibles irresponsables. On veut certainement s'assurer de le faire en collaboration avec les communautés. Il faut être à l'écoute.

[Traduction]

**L'hon. Terry Duguid (Winnipeg-Sud, Lib.):** Madame la Présidente, je tiens à féliciter la députée pour son premier discours, qui était excellent.

*L'Adresse*

La langue française se porte très bien à Saint-Boniface-Saint-Vital et dans tout le Sud du Manitoba. Je me demande si la députée pourrait dire quelques mots sur l'immigration francophone et sur son importance pour l'Ouest canadien, car elle est une Canadienne de l'Ouest.

**Ginette Lavack:** Madame la Présidente, oui, l'immigration est essentielle pour toutes nos communautés. J'ai eu la chance de travailler avec une association nationale au cours des derniers...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Je suis désolée d'interrompre la députée, mais il y a un téléphone près des micros. Pouvons-nous l'éteindre, s'il vous plaît? Les vibrations causent des interférences.

La députée de Saint-Boniface-Saint-Vital a la parole.

[Français]

**Ginette Lavack:** Madame la Présidente, je suis désolée de cette interruption.

[Traduction]

Comme je le disais, j'ai pris conscience que l'immigration francophone est essentielle pour toutes les collectivités francophones du pays, car nous avons besoin de travailleurs bilingues qualifiés dans tous les secteurs, qu'il s'agisse des soins de santé ou de l'éducation. C'est extrêmement important. Nous accueillons, dans les collectivités de ma circonscription, des personnes que nous aimerions employer dans toutes sortes de domaines importants. Nous devons donc faire davantage pour reconnaître leurs compétences.

**Ned Kuruc (Hamilton-Est—Stoney Creek, PCC):** Madame la Présidente, j'aimerais féliciter ma collègue de sa victoire.

En 2024, la province du Manitoba a enregistré un nombre record d'homicides. Dans ma propre ville, Hamilton, il n'y a jamais eu autant de crimes commis au moyen d'une arme à feu. J'aimerais demander à la députée si elle est prête à voter pour abroger les dispositions issues des projets de loi C-5 et C-75 et redonner à notre système judiciaire les moyens d'action nécessaires pour dissuader les gens de commettre des crimes.

**Ginette Lavack:** Madame la Présidente, le projet de loi C-2, Loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière, aborde des questions liées à la sécurité, au contrôle des armes à feu, au trafic de stupéfiants et à tous les problèmes qui ont certainement des répercussions sur la sécurité de nos collectivités.

J'espère que mon collègue d'en face examinera ce projet de loi lorsqu'il sera débattu à la Chambre et qu'il votera en faveur de son adoption.

**Sukhman Gill (Abbotsford—Langley-Sud, PCC):** Madame la Présidente, c'est un privilège et un honneur pour moi de prendre la parole à la Chambre en tant que député élu d'Abbotsford—South Langley. J'interviens aujourd'hui avec une profonde gratitude, mais je promets d'être un ardent défenseur des intérêts des personnes que je représente. Je suis profondément conscient de mes responsabilités et extrêmement reconnaissant de pouvoir être ici aujourd'hui.

Je tiens à remercier ma famille, mes amis et tous les bénévoles extraordinaires qui m'ont soutenu tout au long de cette campagne. Je les remercie de m'avoir fait confiance, de m'avoir accordé du temps et de m'avoir communiqué leurs préoccupations. En faisant du bénévolat dans le cadre d'une campagne, on défend la démocratie et on s'acquitte de son devoir civique en tant que Canadien.

Je dois reconnaître que si je suis ici aujourd'hui, c'est uniquement grâce à ma famille: grâce à mes grands-parents, Iqbal Singh Gill et Surjit Kaur Gill, dont les valeurs et la sagesse continuent de me guider, et grâce à mes parents, Avtar Singh Gill et Kanwaljit Kaur Gill, dont le sacrifice, la force et le courage ont rendu tout cela possible. Ils ont quitté notre village de Bukkanwala, au Pendjab, dans les années 1990, pour venir au Canada avec l'espoir de nous assurer un avenir meilleur. Leur parcours, leur travail acharné et leur foi dans le rêve canadien ont jeté les bases de tout ce que je suis aujourd'hui.

Je tiens également à souligner la fierté et la joie qu'ont ressenties les habitants de mon village, Bukkanwala. J'aimerais dire aux familles, aux aînés et aux jeunes que leurs célébrations et leurs bénédictions me sont parvenues jusqu'ici. Ce moment n'est pas seulement le mien, il leur appartient également. Il nous rappelle que, quelles que soient nos origines, nous pouvons avoir de grands rêves et les atteindre ensemble. J'assume cette responsabilité avec humilité et espoir, tout en sachant que notre aventure ne fait que commencer.

Je veux dire à mes sœurs, Avneet et Anoop Gill, et à ma fiancée, Simran, que c'est grâce à elles si je parviens ainsi à surmonter les défis et les difficultés. Si je suis ici, c'est grâce à leurs encouragements, à leur patience et à leur amour. Je souhaite également dire à mes mentors, à mes amis et aux membres de ma collectivité qu'ils sont pour moi une inspiration tous les jours. Je ferai leur fierté en abordant les enjeux qui touchent nos foyers et nos familles. Cette élection a été un véritable travail d'équipe dès le premier jour, et je ne l'oublierai jamais.

Abbotsford—South Langley est peuplée de Canadiens qui se lèvent avant l'aube pour subvenir aux besoins de notre pays, comme des camionneurs, des agriculteurs et des commerçants. Ma circonscription compte de jeunes familles qui ont des aspirations comme remporter un tournoi de hockey ou acheter une première maison. Nos retraités méritent des milieux sécuritaires. On doit leur permettre de nous transmettre leur sagesse et leur offrir un environnement stimulant. La vérité, c'est que le Canada a du mal à maintenir ces idéaux réconfortants pour nos collectivités. Lorsque la sécurité publique n'est pas maintenue, cela met en danger nos familles, nos enfants et nos aînés.

En moins de 10 ans, des dizaines de milliers de Canadiens ont perdu la vie à cause de surdoses d'opioïdes. Nos citoyens sont aux prises avec cette crise et ils méritent de rentrer chez eux libérés de la drogue. Malgré le nombre de surdoses et l'augmentation du nombre de décès dans ma circonscription, le gouvernement libéral insiste pour financer ces drogues au lieu de soutenir nos proches.

Qui plus est, les données de Statistique Canada indiquent que la situation ne fait qu'empirer. Les crimes violents liés aux armes à feu ont augmenté de plus de 25 % à l'échelle nationale. Les récidivistes sont relâchés en raison d'un manque de jugement et de politiques malavisées. Je dois demander des comptes au gouvernement. Je dois exprimer mon aversion flagrante à l'égard des projets de loi C-5 et C-75. Pour les récidivistes, ces mesures législatives facilitent l'obtention d'une libération sous caution et réduisent les peines d'emprisonnement obligatoires. Les crimes violents sont en hausse depuis l'entrée en vigueur de ces changements. En 2024 seulement, l'augmentation a été de plus de 50 %.

Les crimes inquiétants commis au moyen d'une arme à feu, comme les cas d'extorsion, illustrent les effets combinés des politiques de capture et de remise en liberté et des difficultés éprouvées aux frontières canadiennes. La sécurité publique doit s'appuyer sur des politiques fondées sur des données probantes et un système judiciaire intègre. Les Canadiens s'attendent à ce que leurs élus accordent la priorité à leur sécurité, respectent la primauté du droit et prennent des décisions fondées sur des faits, et non sur des idéologies.

Deux postes frontaliers situés dans ma circonscription servent de points d'entrée aux services de camionnage internationaux. La protection de nos collectivités frontalières est pour moi une priorité, surtout compte tenu du manque de financement pour la sécurité frontalière, les forces armées et la défense nationale. Les Canadiens méritent mieux. Ils méritent un gouvernement qui accorde la priorité aux victimes et qui prend des mesures concrètes pour assurer la sécurité de nos collectivités.

● (1620)

J'exhorte le gouvernement libéral à cesser de fermer les yeux pour plutôt travailler avec nous, les conservateurs du Canada, pour répondre de toute urgence aux problèmes qui sévissent de plus en plus dans toutes les régions du pays. Nous devons travailler ensemble pour mettre en œuvre des lois plus strictes, rétablir la notion de responsabilité et voir à ce que l'extorsion et les crimes violents soient punis et à ce qu'ils entraînent les conséquences graves qu'ils méritent.

La sécurité de la population ne peut plus attendre. Le premier ministre a été élu sur la base d'une promesse et non de slogans, ainsi que sur la base d'un plan efficace. Les Canadiens ont cru à cette promesse, mais nous attendons toujours une réponse claire. Le récent discours du Trône nous a rappelé nos fondements démocratiques, mais les symboles et les discours ne suffisent pas. Les Canadiens s'attendent à ce que l'on prenne les choses en main au moyen d'un plan concret.

Après les élections, nous nous attendions à obtenir plus de détails plutôt que des paroles creuses. Les Canadiens méritent de savoir comment le gouvernement s'y prendra pour assurer la construction de logements que les gens ont réellement les moyens de se payer. Que fera-t-il pour alléger le fardeau fiscal des familles, des travailleurs et des petites entreprises? Comment soutiendra-t-il les forces armées, des nouvelles recrues jusqu'aux vétérans? Combien d'argent sera consacré à la GRC et à la sécurité frontalière? Comment gardera-t-on les récidivistes violents hors d'état de nuire?

Nous n'avons pas besoin d'autres vagues promesses ni d'autres paroles en l'air. Les Canadiens ont besoin d'un budget qui s'appuie sur des priorités concrètes et des chiffres concrets pour présenter une vision structurante. Les gens veulent des rues plus sûres où ils peuvent se sentir en sécurité, ils veulent un logement qui est à la portée de leurs moyens et ils veulent que moins de familles aient à recourir aux banques alimentaires pour vivre. Quiconque cumule plusieurs emplois ne devrait jamais avoir à faire la queue pour obtenir des produits d'épicerie ou à redouter de ne pas joindre les deux bouts. Les Canadiens méritent d'avoir suffisamment d'argent pour subvenir aux besoins de leur famille, la possibilité de se bâtir un avenir meilleur et un gouvernement digne de la confiance qu'ils lui ont accordée.

Je me suis porté candidat pour servir la population et je suis fier de représenter Abbotsford—Langley-Sud, dont je suis originaire. Je

### L'Adresse

représente mes concitoyens pour la toute première fois à la Chambre et je m'engage à travailler sans relâche en leur nom, jour après jour, afin de faire entendre leur voix.

Notre pays mérite un gouvernement qui a un plan clair et net pour relever ces défis, et nous continuerons d'exiger des comptes du gouvernement jusqu'à ce qu'il obtienne les résultats que les Canadiens attendent et qu'ils méritent.

● (1625)

**L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Madame la Présidente, je voulais revenir sur deux éléments soulevés par le député, car je suis sûr que personne ne lui en a parlé. Je tiens à ce qu'il sache que Pierre Poilievre était membre du Cabinet de Stephen Harper. À un certain moment, il était même secrétaire parlementaire lorsque Stephen Harper était premier ministre. Pendant ce mandat de Stephen Harper, lui et Pierre Poilievre ne faisaient qu'un. Stephen Harper a carrément amputé le budget des services frontaliers de centaines de millions de dollars, et c'est sans parler de la compression des effectifs parmi les agents des services frontaliers.

Demain, nous aurons un bon débat à ce sujet. J'ose espérer que Pierre Poilievre a donné des consignes pour que son caucus fasse ce que lui-même n'a pas fait lorsqu'il faisait partie du gouvernement, c'est-à-dire voter en faveur du renforcement de notre frontière.

L'autre élément concerne les Forces canadiennes. Le député sera peut-être étonné d'apprendre que c'est lorsque Stephen Harper et Pierre Poilievre étaient aux commandes que le PIB a été le plus faible des 20 dernières années. Ils ont obtenu un PIB de 1 %. Je me demande si le député est prêt à reconnaître qu'on pourrait faire mieux au sein du Parti conservateur.

**Sukhman Gill:** Madame la Présidente, une décennie a été perdue aux mains des libéraux. Le gouvernement libéral n'a rien fait pour renforcer les forces armées, la défense et les collectivités des régions frontalières. J'aimerais savoir ce que le gouvernement libéral a accompli au cours de la dernière décennie libérale. Le gouvernement libéral n'a proposé aucune mesure susceptible d'aider la population des régions frontalières.

[Français]

**Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ):** Madame la Présidente, je félicite mon collègue pour son élection et je le remercie de son discours.

Lorsqu'on regarde les nouvelles, à tout le moins au Québec, la situation crève les yeux: on a des problèmes en santé. En plein été, les urgences sont débordées. Les services de psychiatrie sont problématiques. Les itinérants ont besoin de services dans la rue.

Mon collègue a parlé de la responsabilité fiscale et budgétaire du gouvernement. Le gouvernement a justifié les élections en invoquant l'urgence de budgéter. Dès son arrivée, il propose une baisse d'impôt sans présenter de budget, sans dire où il va trouver les fonds. Ici, à Ottawa, les libéraux sont capables de nous dire que tout va continuer de fonctionner, comme si l'argent tombait du ciel, sans même nous présenter de budget ou, minimalement, de mise à jour économique.

N'est-ce pas la preuve qu'il existe un déséquilibre fiscal et que, finalement, ce gouvernement central à Ottawa a beaucoup trop de moyens pour les responsabilités qu'il a?

*L'Adresse**[Traduction]*

**Sukhman Gill:** Madame la Présidente, nous devons absolument soutenir les collectivités, où qu'elles se trouvent au pays.

Il est prioritaire pour moi de représenter ma circonscription et de soulever les problèmes qui s'y posent. À Ottawa, je m'efforcerai de défendre les intérêts des collectivités locales, municipales et provinciales. Je travaillerai avec les autorités municipales, provinciales et fédérales afin de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour les soutenir.

**Michael Guglielmin (Vaughan—Woodbridge, PCC):** Madame la Présidente, je profite de l'occasion pour féliciter mon collègue de sa récente élection et de son premier discours à la Chambre des communes.

Puisque le gouvernement libéral ne tient pas compte du vote et du verdict de la Chambre des communes concernant la présentation d'un budget, le député peut-il nous dire comment ses concitoyens ont réagi pendant la campagne électorale et ce qu'ils attendent du gouvernement libéral en matière de dépenses publiques?

• (1630)

**Sukhman Gill:** Madame la Présidente, mes concitoyens et ma communauté sont très préoccupés par le fait que les jeunes familles ne parviennent pas à joindre les deux bouts. La situation n'était pas la même il y a 15 ans.

Il nous faut un plan. Il nous faut un budget, et non de fausses idées libérales. Ce sont des idées, des rêves illusoire. Nous devons veiller à ce que le gouvernement rende des comptes et à ce qu'il assume ses responsabilités financières.

**Jagsharan Singh Mahal (Edmonton-Sud-Est, PCC):** Madame la Présidente, je suis reconnaissant de pouvoir prendre la parole. Tout d'abord, je vous félicite pour votre nomination au poste de vice-présidente adjointe et je félicite également tous les députés qui ont été élus pour cette 45<sup>e</sup> législature. Je suis convaincu que vous saurez vous acquitter avec diligence de votre rôle non partisan, en toute équité à l'égard des députés de tous les partis, pendant la durée de la présente législature. J'estime que jusqu'à présent, vous vous en sortez très bien.

C'est pour moi un honneur et un privilège d'être aujourd'hui député, et je me sens très privilégié d'être le premier député de la nouvelle circonscription d'Edmonton-Sud-Est. Je tiens à remercier tous les habitants d'Edmonton-Sud-Est qui ont accordé leur confiance au Parti conservateur et à moi-même. C'est grâce à leur confiance et à leurs efforts que j'ai remporté ce siège pour le Parti conservateur, avec l'un des mandats les plus solides du pays. Je l'ai remporté bien que le premier ministre lui-même ait passé une demi-journée dans ma circonscription juste avant la date des élections. Cela montre que ma circonscription attendait un changement et qu'elle était prête à obtenir les réponses que les libéraux n'ont pas su nous donner au cours des 10 dernières années.

Comment puis-je remercier les gens d'Edmonton pour l'appui que j'ai reçu? En toute franchise, je n'aurai jamais assez de mots pour exprimer ma gratitude, mais je peux certainement les remercier en les représentant au Parlement, en étant un porte-parole rigoureux chaque fois que cela sera nécessaire et en m'assurant de tenir le gouvernement libéral responsable de ses actes.

La circonscription d'Edmonton-Sud-Est est diversifiée et riche d'un grand nombre de cultures, et je tiens à remercier toutes les églises, les synagogues, les gurdwaras, les temples, les mosquées et

tous les lieux de culte de m'avoir accordé leur soutien indéfectible. Je tiens également à remercier tous mes bénévoles, les capitaines du groupe, mes nièces, mes neveux, mes trois enfants, toujours tan-nants, mais merveilleux, et ma charmante épouse, Mandeep, de tout le travail et les efforts inlassables qu'ils ont accomplis pour que ce rêve devienne réalité. Le travail qu'ils ont abattu, jour et nuit, est louable.

Je tiens également à remercier tout particulièrement mon petit frère, Chand, que j'ai la chance d'avoir comme frère. Je n'aurais pas pu y arriver sans ses compétences organisationnelles et sa clairvoyance.

J'aimerais maintenant parler sérieusement et attirer l'attention de la Chambre sur certains problèmes dont j'ai entendu parler en faisant du porte-à-porte, comme la criminalité. J'aimerais parler aux députés d'une jeune et vaillante Canadienne de ma circonscription, Harshandeep Singh, qui a été abattue par un récidiviste en liberté sous caution à Edmonton. Une autre jeune Canadienne a été tuée au travail par une autre personne qui se trouvait sur les lieux.

À Edmonton, comme partout au pays, même essayer de gagner sa vie et d'exploiter une entreprise prospère est devenu un calvaire et un cauchemar. Je connais personnellement des propriétaires d'entreprise qui ont reçu des menaces d'extorsion et des demandes de rançon et qui sont forcés de vivre dans la clandestinité. Qu'il s'agisse d'entreprises de fabrication de portes, d'agents immobiliers ou de restaurateurs, personne n'est à l'abri.

Je connais personnellement des familles qui ont quitté Edmonton sous escorte policière pour aller vivre ailleurs. Si une personne ne paie pas, on ouvre le feu sur son domicile, et des menaces de mort sont proférées à son endroit et envers des membres de sa famille et des membres du personnel de son entreprise. Des maisons neuves sont incendiées si les propriétaires ne répondent pas aux demandes des criminels et ne leur versent pas d'argent. Des voitures volées dans la région du Grand Toronto et à Montréal se retrouvent au Nigeria et en Afrique du Sud, et les autorités policières du Canada ainsi que l'Agence des services frontaliers du Canada ne savent pas comment remédier à la situation.

• (1635)

J'exhorte le gouvernement libéral à corriger ses erreurs en abrogeant immédiatement les dispositions issues du projet de loi C-5, qui ont éliminé les peines minimales obligatoires, et du projet de loi C-75, qui ont facilité les mises en liberté sous caution. Je lui demande également de présenter des mesures législatives plus strictes pour les récidivistes et les auteurs de crimes violents, tels que la traite des personnes, le trafic de drogues dures, l'incendie criminel et l'extorsion, afin que les Canadiens prospères puissent se sentir en sécurité et profiter de leur argent durement gagné.

Je veux aussi parler d'immigration. Le système d'immigration de notre pays est défaillant. Cela a un impact direct sur le système de santé, sur le logement et sur le maintien de l'ordre. L'immigration doit être basée sur la qualité, et non sur la quantité; en même temps, le gouvernement doit être solidaire des étudiants étrangers et essayer de prolonger leurs visas autant que possible avant d'accorder des visas à de nouveaux immigrants.

Notre premier et principal devoir est d'accueillir les étudiants étrangers et les personnes qui sont déjà au Canada, mais cela ne signifie pas que nous devons encourager les demandes bidon que font certains réfugiés après avoir séjourné au Canada et avoir échoué à obtenir la résidence permanente. Les demandes d'asile et les examens des risques avant renvoi ont littéralement les mêmes exigences, alors pourquoi imposer aux Canadiens un fardeau administratif supplémentaire?

Dans le cadre de mon travail d'avocat, j'ai vu des agents de l'ASFC rejeter des études d'impact sur le marché du travail en disant qu'elles n'étaient pas authentiques. Si les agents de l'ASFC ont le dernier mot à cet égard, pourquoi imposer aux Canadiens la bureaucratie de Service Canada et ne pas confier tous les pouvoirs en matière de permis de travail aux agents de l'ASFC?

J'aimerais maintenant aborder la question de l'exploitation pétrolière et gazière. Je n'ai jamais vu un gouvernement faire preuve d'autant de sectarisme et d'hypocrisie. L'Alberta possède l'une des plus grandes réserves de pétrole et de gaz naturel, mais les libéraux n'ont pas adopté les lois nécessaires pour construire des pipelines et conclure des accords avec des partenaires internationaux en vue de libérer le potentiel énergétique de l'Alberta. Au contraire, les libéraux ont adopté des lois comme le projet de loi C-69, qui garantit que notre pétrole et notre gaz resteront sous terre. Pire encore, les libéraux ont refusé de construire l'infrastructure nécessaire et ont annulé l'accord sur le gaz naturel liquéfié avec l'Allemagne, un accord de plusieurs milliards de dollars qui aurait pu créer des centaines, voire des milliers d'emplois.

Le déni continu de demandes sincères dont on fait constamment fi a entraîné un fort sentiment d'aliénation chez les Albertains. Je vous le confirme: cette fois, mais bien réel. Je crois fermement au Canada et à son unité, mais il incombe maintenant au gouvernement libéral de décider s'il veut que le Canada reste uni. Si les libéraux veulent que le Canada soit uni, c'est le moment idéal pour libérer le pétrole et le gaz de l'Alberta et faire en sorte que l'Alberta se sente écoutée et honorée. C'est ça, l'unité de la Confédération, n'est-ce pas?

En ce qui concerne la montée en flèche du prix des maisons et leur abordabilité, la hausse du coût des maisons pour les nouveaux arrivants à Edmonton est inexplicable. Les libéraux parlent de construire des maisons de manière dynamique, mais ils ne disent pas si les Canadiens pourront réellement accéder à la propriété, ou s'il ne s'agit que d'une sorte de stratagème.

Je vois que la Présidente me signale que mon temps de parole est écoulé, mais il y a tellement de questions que je veux aborder, comme l'emploi. Nous avons besoin d'emplois à Edmonton. Nous avons besoin d'infrastructures à Edmonton. Nous devons veiller à ce que le pétrole et le gaz soient acheminés vers les marchés.

Je tiens à remercier tous les habitants de ma circonscription, ainsi que ma famille. Je défendrai fermement leurs intérêts à Ottawa et je veillerai à ce que les libéraux soient tenus responsables en matière d'emploi, de lutte contre la criminalité, puis de construction de pipelines et d'autres types d'infrastructures.

• (1640)

**Michael Coteau (Scarborough—Woburn, Lib.):** Madame la Présidente, je félicite le député.

J'aimerais savoir s'il appuiera notre initiative visant à réduire l'impôt sur le revenu des Canadiens.

### L'Adresse

**Jagsharan Singh Mahal:** Madame la Présidente, le Parti conservateur a toujours eu pour mandat d'appuyer toute mesure positive. Même si la réduction d'impôt dont parlent les libéraux est minime, nous allons l'appuyer.

[Français]

**Andréanne Larouche (Shefford, BQ):** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours, dans lequel il a parlé des frustrations albertaines relativement à différents aspects.

Je peux dire entre autres que l'Assemblée nationale du Québec a adopté à l'unanimité une motion qui vise à s'opposer au principe d'une seule économie. C'est une motion dans laquelle on reconnaît que, au Québec, nous avons notre modèle économique qui nous est propre, et nous souhaitons pouvoir développer notre économie dans le respect de qui nous sommes.

En ce moment, nous subissons les foudres et les sautes d'humeur du président américain, M. Trump. Durant la campagne électorale, le premier ministre avait fait de cette question son cheval de bataille en disant qu'il fallait voter pour le Parti libéral afin qu'il puisse contrer ces soubresauts du président américain. Aujourd'hui, on se rend compte que le parti et le gouvernement n'ont pas de plan pour faire face à M. Trump.

Voici la question que je souhaite poser à mon collègue. Comment devrait-on réagir à ces soubresauts économiques de M. Trump?

[Traduction]

**Jagsharan Singh Mahal:** Madame la Présidente, c'est vraiment une excellente question. Dès le premier jour, quand j'ai entendu dire que les libéraux travaillent à instaurer une seule économie, je me suis posé les mêmes questions que la députée. Tant que les libéraux ne présenteront pas de plan ou tant qu'ils ne préciseront pas ce qu'ils entendent par « une seule économie », nous n'appuierons pas cette notion.

Le véritable défi ou tour de force que nous pouvons mettre de l'avant pour tenir tête à Donald Trump consiste à renforcer l'économie et la microéconomie à l'échelle nationale et à veiller à ce que nos infrastructures nous permettent d'exporter notre pétrole et notre gaz vers d'autres marchés. Nous ne dépendons pas seulement des États-Unis pour cela.

**Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC):** Madame la Présidente, je suis ravi de vous voir occuper le fauteuil de nouveau.

Je tiens à féliciter mon collègue d'avoir été élu pour la première fois. C'est un plaisir de travailler avec lui.

Je suis simplement curieux de connaître son avis. Nous avons entendu les membres du gouvernement s'étendre en amabilités quant à leur volonté de réaliser des projets d'intérêt national, mais nous n'avons entendu parler d'aucun projet concret jusqu'à maintenant. Il y a eu une rencontre avec les premiers ministres des provinces, mais rien de concret n'en est ressorti. Bref, nous avons eu droit à quantité de belles paroles, mais à aucune mesure.

Je me demande simplement ce qu'on a dit au député pendant son porte-à-porte à propos des mesures que les électeurs de sa circonscription aimeraient que le gouvernement prenne et mène à bien, par opposition aux paroles creuses que nous avons entendues jusqu'à présent.

**Jagsharan Singh Mahal:** Madame la Présidente, c'est une excellente question.

*L'Adresse*

Oui, pendant mon porte-à-porte, on m'a dit que nous avons besoin de construire des pipelines, de créer plus d'emplois et de bâtir des infrastructures. Je suis d'accord avec le député pour dire que, jusqu'à présent, les libéraux n'ont présenté aucun plan concret. Ils ont trouvé des slogans solides et fait de beaux discours, mais c'est à peu près tout. Ils n'ont pas donné de détails. Ils n'ont pas de plan d'action qui explique comment nous allons nous y prendre. C'est là tout le problème.

Le discours du Trône est vide. Les libéraux n'ont pas encore proposé de budget. Ils tentent de convaincre l'opposition de leur signer un chèque en blanc. Nous refusons de le faire. Nous devons savoir ce que contiendra le budget.

**Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NDP):** Madame la Présidente, je tiens à féliciter mon collègue d'Edmonton pour son élection. Je suis certaine que ce soir, tout comme moi, il encouragera les Oilers d'Edmonton, qui s'apprentent à disputer la finale de la Coupe Stanley.

J'ai une question à poser au député. En ce qui concerne le discours du Trône, mais aussi les législatures précédentes, les travailleurs de tout le pays ont demandé au gouvernement de prendre des mesures pour modifier l'assurance-emploi et la rendre plus adéquate. Étant donné que nous recevons désormais des menaces ahurissantes de la part des États-Unis — de Donald Trump — et que nous voyons l'application de droits de douane illégaux sur notre acier et notre aluminium, le Parti conservateur a-t-il l'intention d'appuyer une réforme de l'assurance-emploi apte à faire en sorte que tous les travailleurs puissent s'en prévaloir en cas de besoin?

• (1645)

**Jagsharan Singh Mahal:** Madame la Présidente, les conservateurs prèchent le bon sens. Ils insistent résolument sur l'importance d'avoir des salaires décents afin que les Canadiens n'aient pas à s'inquiéter de leur capacité à payer leur hypothèque ou à acheter de la nourriture pour leurs enfants. Nous travaillerons d'arrache-pied pour que ces principes soient respectés et nous veillerons à ce que les libéraux rendent des comptes à cet égard.

[Français]

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera lors de l'ajournement ce soir, à savoir: le député de St. Albert—Sturgeon River, L'éthique; le député de Swift Current—Grasslands—Kindersley, L'industrie pétrolière et gazière; le député de Niagara Falls—Niagara-on-the-Lake, Le logement.

**Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ):** Madame la Présidente, vous me donnez sur un plateau d'argent l'occasion de vous saluer. Vous savez que je vous apprécie et je suis content de vous revoir. Je vous félicite pour votre élection à ce poste. Sachez que mes pensées vous accompagnent. Je salue également l'ensemble de mes collègues qui ont été élus.

C'est vrai dans la vie, c'est vrai en amour, c'est vrai en général, mais c'est surtout vrai en politique: il ne faut jamais rien tenir pour acquis. Au cours des derniers mois, on a appris qu'on ne pouvait pas tenir la démocratie pour acquise. Je suis un souverainiste, un séparatiste ici, à la Chambre. C'est une voix qui doit être entendue. C'est une voix qui existe au Québec. On a la chance de vivre dans une démocratie. On a la chance de pouvoir faire circuler ces idées et de pouvoir les débattre. C'est un grand privilège.

Je profite de l'occasion pour remercier l'ensemble des 82 525 électeurs et électrices de la circonscription de Mirabel de leur confiance. J'inclus ceux qui ont voté pour un autre parti, ceux qui n'ont pas voté et leurs enfants, ceux qui vont voter dans quelques années, ceux à qui on va devoir laisser une planète propre et saine et un environnement sain. On ne les compte pas dans nos électeurs, mais ils et elles existent.

J'aimerais remercier les militantes et militants, parce qu'avant d'être députés, avant d'être élus, nous sommes d'abord des militants, les porteuses et les porteurs d'une cause et d'idées qui nous sont chères. Nous y consacrons une grande partie de notre vie. Toutefois, il y a des coûts. Il y a quelques minutes, ma femme m'a texté pour me dire que mon petit garçon de six mois venait de s'asseoir pour la première fois. J'étais content, mais ça montre à quel point nous faisons des sacrifices pour être ici, pour nos idées. Il faut respecter ce travail. Je remercie les militants et les militantes, tous ceux et celles qui m'ont appuyé, et, évidemment, les citoyens de l'ensemble des municipalités de ma circonscription et les élus. Nous avons travaillé à beaucoup de dossiers, mais certains ne sont pas terminés. Je vais continuer de les porter. Je les porte avec moi, dans mon cœur, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Je vais en être digne. Être député de la circonscription de Mirabel est un des plus grands honneurs qui m'ont été donnés dans la vie. C'est difficile de trouver les mots pour dire à quel point nous sommes choyés de faire ce travail.

On parlait d'élections. Tout le monde le sait, récemment, il y a eu une élection. Le contexte était particulier, avec l'arrivée de Donald Trump, des tarifs et d'un nouveau premier ministre avec de nouveaux sondages. Avec l'arrivée de ces circonstances, on nous dit qu'on avait besoin d'une élection rapidement. Que font les libéraux? Ils se trouvent un nouveau chef, forment un nouveau Cabinet, dont certains ministres ont été là le temps d'une télé-réalité.

Parmi les ministres qui ont été là plus longtemps, il y avait le ministre des Finances. On a dit au ministre des Finances de faire un budget, parce que c'est la seule chose qu'il a à faire. On lui a dit de travailler au budget, parce qu'on va avoir un nouveau gouvernement et une nouvelle législature et on ne peut pas déposer de crédits sans budget. Pourquoi? C'est une question de transparence. Dans notre travail d'élus, particulièrement dans l'opposition, notre principal outil est l'information. Le gouvernement détient l'information, à savoir les prévisions budgétaires, les déficits, les dettes, l'état des revenus; quand on ne nous la donne pas ces informations, nous ne pouvons pas faire notre travail.

Dans un contexte où ils ne font pas le minimum de ce qu'ils ont à faire au cours de leur première semaine de séances, les libéraux nous disent qu'il y a un précédent. Plus tôt, j'entendais le député de Winnipeg-Nord parler de Stephen Harper comme s'il était une maladie contre laquelle il faut trouver une cure. C'est le précédent qu'il trouve pour ne pas déposer de budget. Or, à l'époque, le gouvernement de M. Harper venait d'arriver après des années et des années de gouvernements libéraux. La haute fonction publique avait été nommée par les libéraux. On n'avait pas de conseil des ministres. Ces gens n'avaient pas siégé. Il n'y avait pas de crise mondiale. De plus, l'élection n'avait pas été déclenchée au motif de devoir déposer un budget. Ce n'est pas ce qui est arrivé. C'est ce précédent qu'on nous donne pour ne pas déposer de budget. On a un vieux gouvernement usé de 10 ans, recyclé sous un nouveau nom et avec un nouveau PDG. C'est ce qu'on a.

Les libéraux avaient le temps de déposer un budget. Ce pourrait aussi être un énoncé budgétaire. Ce pourrait être quelque chose de plus court. La précédente ministre des Finances nous avait habitués à des mises à jour plus courtes.

• (1650)

J'ai travaillé avec le ministre des Finances et du Revenu national lorsqu'il était ministre de l'Industrie. Nous avons travaillé sur son projet de loi C-27, qui porte sur l'intelligence artificielle. C'est un homme brillant avec qui il est agréable de travailler. On le surnomme le lapin Energizer parce qu'il a plein d'énergie, mais il a un défaut: parfois, il ne termine pas ce qu'il commence. Je pense que, quelque part dans le tiroir de son bureau, il y a un demi-budget. C'est sûr qu'il a commencé à travailler là-dessus. Pourquoi ne le dépose-t-il pas? Cela pourrait être un énoncé budgétaire.

Au lieu de faire cela, le gouvernement se transforme en bureau de projets pétroliers. Ce sera peut-être des balayuses. J'attends, car ça évolue vite. Le risque que cela pose, c'est qu'on nous dit qu'on sera en mesure, en deux ans, d'approuver toutes sortes de projets qui vont sauver l'économie rapidement. On nous dit que les projets seront mis en œuvre et que c'est notre seule stratégie pour nous tirer d'affaire.

On a déjà vu cette stratégie: ça s'appelait la Banque de l'infrastructure du Canada. Cette banque avait le même mandat pour les mêmes projets et les provinces aussi étaient toutes en dessous de la couette. Tout le monde était content. On disait que de nombreux projets seraient mis sur pied, notamment des projets de transport en commun. Cependant, ça a tellement foiré que, à un moment donné, lorsque nous recevions le ministre en comité, nous lui avons demandé pourquoi il ne changeait pas le nom de la Banque, qui n'était même plus une banque et qui ne créait pas d'infrastructure. Voilà à quel point ça ne fonctionnait pas.

Les libéraux disent qu'ils vont tout approuver en deux ans. Ils déposent un projet de loi volumineux qui, à bien des égards, risque d'empiéter sur les compétences du Québec et des provinces. Nous allons devoir étudier cela. Bref, c'est ça le plan des libéraux. On ne présente pas de budget, on ne fait pas de prévisions budgétaires. On n'a plus les banquiers qu'on avait.

Que devons-nous faire immédiatement pour protéger notre économie? Nous devons protéger intégralement la gestion de l'offre par voie législative. C'est ce qu'il faut faire. Il y a eu une évolution, mais le discours libéral m'inquiète. On comprend que, au début, le premier ministre était nouveau, qu'il faisait un pas en avant et un pas en arrière. Il se faisait conseiller, et, parfois, il écoutait le conseiller et d'autre fois, non. On ne sait pas ce qui est arrivé, mais, au début, il disait qu'il allait protéger la gestion de l'offre. Je crois que c'est son intention. Je veux bien le croire. Il nous a dit qu'on n'avait pas besoin de projet de loi. Finalement, il s'est rendu compte que le Parlement existait, même si ce n'est pas évident tous les jours qu'il le sait. Il s'est rendu compte qu'il y avait un projet de loi déjà écrit, déjà prêt et déjà adopté, à deux sénateurs près.

Au débat des chefs, il a dit que les libéraux allaient voter pour le projet de loi. Maintenant, les libéraux, de retour à la Chambre, disent qu'ils protégeront la gestion de l'offre, mais pas par voie législative. Ils ont trouvé de nouvelles raisons. Hier, à la Chambre, les libéraux nous donnaient de nouvelles raisons pour ne pas appuyer la protection intégrale de la gestion de l'offre par voie législative.

### *L'Adresse*

La première raison qu'ils nous donnent, c'est que ça ne donne rien de faire ça par projet de loi, parce qu'un projet de loi peut être défait. Quelqu'un pourra présenter un autre projet de loi pour défaire le premier projet de loi. C'est comme si on apportait sa voiture à un mécanicien et qu'il refusait de la réparer sous prétexte qu'elle va se briser de nouveau à un moment donné. C'est à peu près l'équivalent. Tant qu'à y être, on peut arrêter de réglementer les armes à feu et de modifier le Code criminel. Qu'est-ce qu'on arrête de faire en tant que législateurs si on ne veut pas adopter une loi? C'est ce qu'on a dit toutes les fois précédentes. Ça fait 13 fois que le Bloc québécois dépose ce projet de loi. Si le gouvernement avait dit oui la première fois, on l'aurait, le projet de loi.

La deuxième raison qu'ils nous donnent pour ne pas protéger la gestion de l'offre, c'est que ça va prendre du temps à la Chambre et que, dans deux ans, quand le projet de loi recevra la sanction royale, la négociation sera terminée. Pourtant, le gouvernement nous dit que, en deux ans, il va faire un corridor énergétique dans un pays grand comme un continent, des investissements majeurs en infrastructures, un port jusqu'à la baie d'Hudson et un bureau des grands projets fédéraux, et ce, en consultant tous les peuples autochtones.

Toutefois, ce même gouvernement serait incapable, en deux ans, d'adopter rapidement un projet de loi déjà écrit, déjà déposé, déjà mis en avis et déjà adopté. Il faut croire que le gouvernement ne fait vraiment pas confiance à ses sénateurs. Cette approche législative sera respectée par les Américains, parce qu'aux États-Unis les mandats des négociateurs viennent du Congrès. Ce ne sont pas les politiciens qui font le gros des négociations, ce sont des professionnels de la négociation qui sont dans les ministères.

C'est très bien comme ça, parce que la dernière fois que des politiciens libéraux sont descendus à Mar-a-Lago pour négocier avec le président Donald Trump, ils ont mangé un T-bone au ketchup et ils sont revenus avec des menaces d'annexion. Il faut confier cela à des professionnels qui ne sont pas élus, mais qui doivent faire leur travail dans la transparence et qui doivent avoir des mandats du Parlement. Les Américains vont respecter ça. Ça presse.

• (1655)

Toute raison invoquée pour ne pas appuyer un projet de loi pour protéger la gestion de l'offre, c'est au fond un aveu d'échec. En effet, ce ne sera pas le gouvernement canadien qui va décider ce qui est sur la table. Quand on négocie à deux, s'il y en a un des deux qui met quelque chose sur la table, ça reste sur la table. Là, ils nous disent: si c'est sur la table, on va résister. Or, les trois dernières fois qu'ils nous ont dit qu'ils allaient résister, ils n'ont pas résisté et presque 20 % du marché de nos agriculteurs a été vendu aux Américains contre compensation. Se faire vendre sa liste de clients contre un chèque, comme ils l'ont fait à nos producteurs laitiers, ce n'est pas un plan de carrière; c'est un plan de retraite. Il faut donc protéger notre gestion de l'offre.

### L'Adresse

Maintenant, on parle d'une économie plutôt que 13. C'est le perroquet libéral, comme on le connaît, qui répète ça. Le Cabinet du premier ministre met ça sur des feuilles, en gras et souligné, et ils répètent ça. Quel problème avons-nous avec ça? Quel problème l'Assemblée nationale du Québec a-t-elle avec ça? C'est qu'avec cette rhétorique, on laisse sous-entendre aux Québécois et aux gens des autres provinces que, si les provinces et le Québec ne mettent pas à terre leurs champs de compétence et ne s'aplatissent pas devant Ottawa, c'est du rejet de l'autre et on fait du protectionnisme. À écouter le gouvernement libéral, il y a, à l'entrée de la frontière du Québec, un douanier avec une fleur de lys dans la face et une cape bleue, qui surveille les conteneurs, qui rentre avec un *gun* et qui les retourne au Manitoba. J'ai les données devant moi. Le plus grand partenaire commercial du Québec, c'est l'Ontario. On exporte et importe davantage dans le reste du Canada que partout ailleurs dans le monde, y compris aux États-Unis. Il y a un libre-échange, mais il faut comprendre que même la Cour suprême, dans l'arrêt Comeau, a dit que si on faisait un libre-échange pur et parfait à l'intérieur du Canada, ça empêcherait les provinces de réglementer de façon à protéger le public. Cette idée de dire que ça prend juste une économie, c'est une espèce de rhétorique à 5 cennes pour dire aux gens de laisser leurs champs de compétence, de laisser passer des pipelines, sinon ils sont des trumpistes entre eux et sont aussi pires que le monsieur orange au Sud. On nous accuse de ça. Si on veut bien travailler ensemble, il faut arrêter cette espèce de rhétorique. On ne peut pas nous dire qu'on veut travailler tout le monde ensemble, le Canada ensemble, qu'il fait bien beau, que tout le monde est assis dans la même salle et que c'est la fête, et en même temps continuer avec la rhétorique de l'économie unique plutôt que 13.

Que faut-il faire si on veut faire face à la crise? On le dit depuis longtemps, il faut être compétitif. Il faut avoir plus de productivité. Il faut investir dans la formation. Il faut investir dans l'éducation, la modernisation, l'automatisation, la domotique, l'intelligence artificielle. Il faut investir dans nos universités, nos cégeps, nos programmes de formation professionnelle. Il faut faire toutes sortes d'actions qui font que, par heure travaillée, un Québécois et un Canadien produisent plus. C'est ce qu'il faut faire. C'est aussi la solution à la pénurie de main-d'œuvre. Ça, c'est le travail du Québec et des provinces; mais on a eu une entente spécifique pour la formation de la main-d'œuvre avec le Québec.

C'est la même chose pour la fiscalité. Si on veut attirer des investissements, ça prend une fiscalité qui est compétitive, il faut être capable d'offrir des programmes d'aide à l'exportation, et le Québec a un rôle à jouer là-dedans. Le Québec a les deux pieds sur le terrain. C'est une réalité géographique. Le Canada, c'est grand; et Ottawa, c'est loin. C'est une réalité géographique. Comment faire alors pour que les provinces et le Québec puissent faire leur travail pour qu'on passe à l'économie de demain? Il faut qu'ils aient des moyens. La réalité qu'on a dans les finances publiques aujourd'hui au Québec, c'est que la santé cannibalise approximativement la moitié des dépenses de programmes du gouvernement du Québec, que la technologie coûte de plus en plus cher, que la population vieillit, que ce n'est pas facile au niveau des infrastructures et que, au fur et à mesure que la santé continue à croître dans le portefeuille des dépenses de programmes du gouvernement du Québec, on a de moins en moins d'argent pour ces enfants dont je parlais en début de discours. Ce sont ceux qui ne votent pas aujourd'hui, ceux qui vont travailler, étudier et évoluer dans l'économie la plus concurrentielle de l'histoire de l'humanité. On n'a plus d'argent pour les universités, pour les cégeps, pour la formation professionnelle, pour l'aide aux

entreprises, pour l'accompagnement, pour moduler notre fiscalité. C'est une tragédie.

● (1700)

Quand on dit que ça prend des transferts en santé et que le *deal* avec le fédéral, c'est que 35 % des coûts de santé doivent être versés sous forme de transferts inconditionnels, c'est à cela que ça sert. On nous répond que les transferts en santé ont été augmentés. C'est sûr qu'une entente a été conclue avec le fédéral, mais elle est insuffisante. Quand le premier ministre se réunit à huis clos avec les premiers ministres des provinces à Saskatoon, sait-il que tous ces premiers ministres, sans exception, ont réclamé que le gouvernement fédéral augmente ces transferts à hauteur de 35 %? Cela pourrait être échelonné sur plusieurs d'année si le gouvernement budgétait. Ça se fait, ça se prépare, mais le gouvernement ne budgète pas, évidemment. C'est à cela que ça sert. Ça sert à l'économie de demain.

Que fait-on plutôt? On nous parle de pipelines, de pétrole et d'hydrocarbures, alors que notre sécurité énergétique est déjà assurée. En ce qui concerne le plan d'une économie unique plutôt que 13, les retombées économiques non vérifiées ont été calculées par l'Institut économique de Montréal. Cet institut, entre 1999 et 2019, a défendu l'industrie des hydrocarbures 97,5 % du temps lors de ses interventions médiatiques. Cette information provient d'une thèse de doctorat. Je fais partie de ceux qui les lisent. Cet institut a dit que la science du climat était une science mafieuse. Nous ne savons pas qui finance cet institut, mais certains présumant qu'il est financé par les pétrolières. Je vais dire pourquoi. À l'époque du pipeline Énergie Est, le PDG, qui est l'un des PDG d'organismes à but non lucratif les mieux payés au Canada, s'est plaint que TransCanada ne le finançait pas. S'il ne s'est pas plaint des autres, c'est qu'il est peut-être financé par les autres.

L'autre étude qui a été utilisée pour nous dire qu'il va y avoir des retombées sans fin, c'est une étude du Fonds monétaire international. C'est une étude économétrique, statistique. C'est un travail de l'esprit, un travail académique bien fait qui a été résumé par la Banque nationale du Canada et publié un peu partout pendant la campagne électorale. Ça a fait tache d'huile, si je peux permettre un mauvais jeu de mots. Ces gens-là font un exercice de l'esprit et se posent la question suivante: quel serait le PIB du Canada s'il n'y avait plus de provinces et qu'il n'y avait plus de géographie? De son côté, le Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal nous dit que la principale raison qui fait que les gens de Terre-Neuve ne font pas affaire avec les gens de la Colombie-Britannique, ce n'est pas parce qu'on a 13 économies plutôt qu'une. C'est parce que la distance entre ces deux endroits est aussi grande que celle entre le Québec et le Venezuela — s'ils veulent une idée de pipeline. C'est là qu'on est rendu.

Il y a une dernière chose que j'aimerais aborder. Il faut valoriser les entreprises et les secteurs d'activité du Québec. Comment se fait-il que le secteur de l'automobile obtienne tout de suite 4 milliards de dollars dès qu'on crie « ouch »? Comment se fait-il que le pétrole soit devenu un « *nation building project* » alors qu'on n'a pas de stratégie nationale de l'aérospatiale? Comment se fait-il qu'on soit un des seuls pays au monde capable de fabriquer un avion ou un hélicoptère de A à Z, dans une industrie à cycle long, à haute valeur ajoutée, dont plus de la moitié des emplois en recherche et développement sont au Québec, et qu'on n'ait aucune stratégie gouvernementale? Comment se fait-il que, malgré la capacité de Bombardier à produire des avions de reconnaissance achetés par plusieurs pays, le Canada choisisse de payer davantage pour s'approvisionner auprès de Boeing? Cela s'est passé il y a quelques mois, sans passer par un appel d'offres, pour des avions en fin de production. Les autres pays qui achètent ce matériel militaire de Bombardier nous demandent pourquoi notre propre pays ne l'achète pas. Pourquoi n'a-t-on pas de stratégie? Nous avons posé la question au ministre de l'Industrie, à l'époque, et il ne le sait pas. Les libéraux ne veulent pas nous le dire. Il n'y a pas de stratégie concernant cette industrie à cycle long. Réalise-t-on le privilège que représente une telle industrie? Cette industrie est présente dans ma circonscription, Mirabel, et dans celle du député de Longueuil—Saint-Hubert, qui joue sur son téléphone. Réalise-t-on le privilège que représente la présence d'une telle industrie dans un pays de la taille du Canada, qui, compte tenu de son PIB, ne devrait même pas faire partie du G7?

Moi, je dis qu'il y a beaucoup de travail à faire. Des gens intelligents, de bonne foi, avec des bonnes idées, il y en a de tous les côtés à la Chambre. Ça adonne bien puisque le gouvernement est minoritaire. Pour ma part, le vocable « collaborer entre partis » me convient. Toutefois, il va falloir partager les idées. Il va falloir que ça aille plus loin que la rhétorique, les pipelines, une économie plutôt que 13, et des trucs qui franchement n'ont pas de sens d'un point de vue économique. Je pense que j'ai un minimum de compétences pour me prononcer là-dessus.

Je suis désormais prêt à accueillir les questions avec grand plaisir.

• (1705)

**Madeleine Chenette (Thérèse-De Blainville, Lib.):** Madame la Présidente, je suis très heureuse de souhaiter la bienvenue à mon collègue et voisin de Mirabel.

Je suis aussi très heureuse aussi de l'entendre dire qu'on peut être très fier et privilégié de faire partie du G7. Par contre, je me sens un peu blessée quand on me traite de « récupération ». Je me présente comme une fière nouvelle membre du Parti libéral et du gouvernement libéral. Je ne me considère pas vraiment comme étant récupérée. C'est moi, en toute entières.

Cela dit, je partage le point de vue de mon collègue. Quand il est question de rhétorique, il faut faire attention. Du côté du militantisme, il faut effectivement faire attention. Il faut écouter l'entières des citoyens et non pas juste ceux qui sont militants et qui soutiennent le discours de la rhétorique qu'on peut entendre parfois au Bloc québécois.

J'interpelle mon collègue puisque, dans les grands projets qui sont sur la table, nous aurons assurément besoin de partager le travail et de collaborer avec le Québec, l'Ontario et le reste des provinces sur une multitude de projets qui vont avoir un effet décisif sur notre économie.

### L'Adresse

Est-ce qu'on peut compter sur la collaboration de mon voisin avec le reste du Canada et avec sa voisine sur ces projets?

**Jean-Denis Garon:** Madame la Présidente, je salue ma collègue. Elle est ma voisine et nous aurons à nous recroiser.

C'est drôle, parce que pendant la campagne électorale, quelqu'un de nouveau est arrivé dans la région. On a cherché un peu. On voyait qu'elle était, au début de sa carrière, dans une grande firme de consultants qui faisait de l'évasion fiscale. On se demandait si elle avait participé à cela. Finalement, non, alors on ne l'a pas éccœurée avec cela. On s'est toutefois rendu compte qu'elle avait passé toute sa carrière nommée par les libéraux dans toutes sortes d'ambassades, toutes sortes d'organisations. Effectivement, ce n'est peut-être pas de la récupération. C'est une question de définition. Nous pourrions en rediscuter autour d'une bière. Nous habitons pas loin l'un de l'autre, j'imagine.

C'est toujours cela avec les libéraux. On nous demande si nous voulons collaborer, tant que nous votons avec eux. On demande si nous voulons collaborer, tant qu'ils ne présentent pas de budget. On nous demande si nous voulons collaborer, tant que nous faisons ce qu'ils disent. Le gouvernement est minoritaire. Nous avons toujours collaboré. Nous avons toujours travaillé avec un esprit d'ouverture.

**Une voix:** Oh, oh!

**Jean-Denis Garon:** Madame la Présidente, le député de Winnipeg-Nord pourra poser une question, on aura deux tours.

Nous pouvons collaborer, mais il faut comprendre que, dans mon discours, j'ai parlé de grandes priorités qui allaient aider l'économie du Québec, l'économie du Canada en général. On n'en a fait aucune mention dans le discours du Trône, et ce n'est pas du militantisme que de le souligner.

[Traduction]

**Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC):** Madame la Présidente, je félicite mon collègue de sa réélection.

La Chambre a déjà adopté une motion, ou plutôt un amendement, au discours du Trône, qui demande qu'un budget soit déposé ce printemps.

Qu'en pense mon collègue, et que pensent ses électeurs, les Québécois, du fait que le gouvernement ne fournit pas de feuille de route ou de budget pour montrer comment il compte s'y prendre pour bâtir la nation qu'est le Canada et pour bâtir le Québec?

[Français]

**Jean-Denis Garon:** Madame la Présidente, il est rendu tard pour présenter un budget. Les libéraux ont poussé le bouchon assez loin et c'est dur de revenir en arrière. Il n'y a pas eu de consultations pré-budgétaires. Là, ils se ramasseraient à faire un budget alors qu'ils n'ont même pas écouté les gens. Ils ont passé leur campagne électorale à faire peur au monde.

La solution à cela, ce serait un exercice budgétaire qui serait une mise à jour. Il faut au moins qu'on sache où on en est avec les revenus et les dépenses. Combien va-t-il y avoir de revenus provenant des droits de douane? Comment vont-ils financer les baisses d'impôt? Il faut avoir un document de synthèse qui permettrait au Parlement de bien faire son travail.

*L'Adresse*

Je pense qu'on est capable d'avoir un exercice budgétaire plus modeste en attendant celui de l'automne. Comme je l'ai dit, je suis assez convaincu que le ministre des Finances avait déjà travaillé là-dessus, que c'est dans son premier tiroir, mais qu'à un moment donné, le premier ministre et des conseillers lui ont dit de cacher cela jusqu'à l'automne.

Je suis assez convaincu que cela se ferait à assez brève échéance.

• (1710)

**Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.):** Madame la Présidente, je suis contente de voir mon voisin, tout comme ma voisine, ici à la Chambre. C'est la première question que je vais poser.

Je suis contente que vous ayez décidé de vous représenter, parce que vous aviez décidé que vous ne vous représentiez pas. J'ai comme l'impression que vous élevez le débat à la Chambre. J'ai le plaisir de vous entendre.

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Je rappelle à la députée qu'il faut passer par la présidence. On ne parle pas directement aux autres députés.

**Linda Lapointe:** Madame la Présidente, je suis très contente de le voir; c'est ma première question.

Il va y avoir un vote très important tantôt. Les grandes entreprises en aérospatiale sont principalement dans la circonscription de mon collègue. Pensons à Safran, L3 MAS, Airbus, Bell et ses hélicoptères.

Présentement, nous sommes dans une guerre tarifaire. J'aimerais vraiment que mon collègue nous dise s'il va nous appuyer dans nos différentes options pour parvenir à une entente.

Va-t-il nous soutenir dans toute cette guerre tarifaire et de droits de douane?

**Jean-Denis Garon:** Madame la Présidente, c'est drôle parce qu'en fin de semaine, j'ai pensé à obtenir le numéro de cellulaire de ma collègue pour la saluer et parce que nous travaillons à un dossier commun dans une municipalité. J'en profite pour lui dire que je sais qu'elle est très appréciée.

Maintenant, pour répondre plus précisément à la question, je dirai que c'est justement ça, l'enjeu. Ma collègue me demande si je vais voter en faveur du discours du Trône.

J'ai lu le discours du Trône. Peut-être peut-elle m'indiquer à quelle page on parle d'aéronautique. On n'a pas de politique, et on n'en parle pas. Toutes les entreprises d'aéronautique sont dans ma circonscription. Or on me demande si je vais voter en faveur d'un discours du Trône qui n'en parle pas.

Ça fait réfléchir et ça souligne l'importance du Bloc québécois à la Chambre.

**Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC):** Madame la Présidente, je remercie le député de ses remarques passionnées.

[Traduction]

Lorsque j'entends le député parler de sa circonscription, je ne peux m'empêcher de penser qu'il comprend très bien ma circonscription, Nanaimo—Ladysmith, où nous sommes aussi préoccupés par nos emplois. Nous nous sentons très loin d'Ottawa et nous nous demandons comment le gouvernement va donner corps à son slogan qui consiste à combiner 13 gouvernements en un seul.

Les Canadiens souhaitent que nous travaillions ensemble à la Chambre, et j'aimerais savoir si le député peut nous éclairer sur la manière de collaborer entre nous pour convaincre le gouvernement de tenir les promesses qu'il a faites aux Canadiens et de nous aider à répondre aux besoins de nos circonscriptions.

[Français]

**Jean-Denis Garon:** Madame la Présidente, en posant sa question, ma collègue a fait un lapsus que je vais garder et réutiliser. Plutôt que de dire « une économie plutôt que treize », elle a dit « un gouvernement plutôt que treize ». Elle a dit que les libéraux voulaient faire un gouvernement plutôt que treize, et non pas une économie. C'est ce qu'ils essaient de faire.

La nature et la géographie du Canada font en sorte qu'il y aura toujours plusieurs économies. Il existe une économie texane, mais elle est aux États-Unis. Il existe une économie californienne, qui a une bourse du carbone avec le Québec, mais elle est aussi aux États-Unis. Il y a des économies distinctes.

Ce que les libéraux essaient de faire, c'est marcher sur le Québec, tout centraliser et faire un gouvernement plutôt que treize.

Généralement, c'est une mauvaise nouvelle pour l'économie.

**Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ):** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Mirabel de sa démonstration.

J'ai trouvé intéressant qu'il s'attarde à ce cheval de Troie qu'est la question d'une économie plutôt que treize. En effet, les libéraux prétendent être nouveaux et porter de nouveaux habits. Or, quand on regarde l'histoire du pouvoir à la Chambre, que ce soit après les événements impliquant les patriotes, après les guerres mondiales, après le référendum de 1980, après celui de 1995 ou après la COVID-19, chaque fois, le pouvoir a profité des crises pour se centraliser davantage et pour déployer encore plus ses tentacules.

Maintenant, ils ont la crise. Est-ce qu'on assiste encore une fois à une offensive centralisatrice qui, finalement, est témoin du même projet que celui qu'on a vu pendant les 10 dernières années? Autrement dit, le registre cognitif de ce gouvernement n'a pas tant changé par rapport à ce qu'on a vu durant les 10 dernières années, mais, maintenant, ils ont un prétexte.

• (1715)

**Jean-Denis Garon:** Madame la Présidente, je lis rapidement l'arrêt de la Cour suprême dans la cause *R. c. Comeau*:

La nécessité de maintenir l'équilibre consacré par le principe du fédéralisme appuie l'interprétation de l'art. 121 qui interdit les lois visant à restreindre la circulation des biens entre les provinces, mais qui permet aux législatures d'en adopter qui visent la réalisation d'autres objectifs dans les limites de leurs pouvoirs, même si ces lois peuvent avoir comme effet accessoire d'entraver la circulation des biens d'une province à une autre.

Pourquoi est-ce que je lis l'arrêt de la Cour suprême? C'est parce que la Cour suprême dit qu'il y a des barrières. C'est vrai que le Québec lui-même a déposé un projet de loi pour en abolir. C'est vrai qu'à un moment donné, ça émerge dans le tissu réglementaire des barrières. Or ce n'est pas vrai que chaque élément de règlement d'une province qui a été adopté par l'exécutif ou la législature d'une province pour une raison spécifique est une barrière, que c'est son objet principal.

Présentement, ce qu'essaie de faire le gouvernement du Canada, c'est s'arroger indirectement l'ensemble d'un pouvoir réglementaire qui, parfois, est nécessaire dans le maintien et le renforcement du projet de société des Québécois, notamment en matière d'environnement.

[Traduction]

**Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.):** Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Saanich—Gulf Islands.

C'est un immense plaisir pour moi de prendre la parole pour répondre au discours du Trône. Toutefois, avant de commencer, je tiens à remercier les habitants de ma circonscription, Davenport, de la confiance qu'ils m'accordent. Je leur suis particulièrement reconnaissante de m'avoir réélue et de m'avoir ainsi confié pour la quatrième fois le mandat de les représenter et de servir notre grand pays.

Je tiens à remercier tout particulièrement mon équipe incroyable, ma nouvelle famille. Je ne pourrais jamais faire ce travail sans leur amour et leur soutien.

Les habitants de Davenport se sont exprimés en grand nombre aux dernières élections, car ils sont inquiets. Ils s'inquiètent des menaces que le président des États-Unis fait peser sur notre souveraineté, notre économie et notre prospérité future. Ils comprennent également que le monde est plus dangereux et incertain que jamais depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Enfin, ils estiment que le Canada se heurte à des difficultés que nous n'avons encore jamais vues au cours de notre vie. Par conséquent, ils ont voté pour un chef et un parti qui ont un plan pour augmenter la résilience économique de notre pays.

Nous avons un plan pour unir notre pays, pour le défendre et pour le protéger. Nous avons un plan pour transformer les problèmes actuels en d'incroyables occasions afin que les Canadiens puissent envisager l'avenir avec confiance, avec force et avec les ressources qu'il nous faudra pour réussir et prospérer tout au long du XXI<sup>e</sup> siècle.

Le Canada est le plus formidable pays du monde. Nous sommes un pays fort et courageux, et notre potentiel est illimité. Nous sommes également un pays en crise, et nous devons intervenir de toute urgence pour que le Canada reste fort et libre.

Les principaux éléments de notre plan sont présentés dans le discours du Trône, et je vais en souligner certains qui, à mon avis, revêtent une importance particulière pour les habitants de ma circonscription, Davenport.

En cette période d'incertitude mondiale et de menaces économiques, les habitants de Davenport sont très heureux qu'une partie de notre plan vise à faire du Canada un pays résilient, capable de compter sur sa force économique interne. Nous avons pratiquement tout. Nous devons maintenant éliminer les obstacles et veiller à ce que nous disposions des ressources nécessaires pour nous développer.

Comment allons-nous y parvenir? Le premier ministre l'a indiqué clairement: en bâtissant une seule économie au Canada, et non 13 comme c'est le cas en ce moment. Nous éliminerons les obstacles au commerce interprovincial. Le gouvernement fédéral s'est engagé à adopter une loi visant à supprimer tous les obstacles fédéraux au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre d'ici le 1<sup>er</sup> juillet. Cela assurera une circulation plus libre des personnes,

### L'Adresse

des biens et des services à l'échelle du pays. Cela permettra également à nos PME ainsi qu'à nos innovateurs de se développer et de s'établir dans tout le pays, ce dont les entreprises de Davenport se réjouiront énormément. Mieux encore, la suppression de ces obstacles pourrait rapporter 200 milliards de dollars à notre économie chaque année.

Deuxièmement, nous unissons le pays en investissant dans des projets d'intérêt national, principalement dans les infrastructures, les transports et les corridors des chaînes d'approvisionnement. Cela nous permettra d'offrir au Canada un plus grand nombre d'options relatives aux chaînes d'approvisionnement, c'est-à-dire davantage de chemins de fer, de ports, d'autoroutes, etc. L'accent sera mis sur les projets d'intérêt national et ceux qui renforceront les liens entre le Canada et le reste du monde et qui créeront des emplois bien rémunérés pour des générations de Canadiens. Bien entendu, tous ces projets d'intérêt national devront faire l'objet de consultations véritables avec les peuples autochtones, et tous les projets devront respecter nos engagements en matière de lutte contre les changements climatiques. Mieux encore, les ambitions du gouvernement suscitent l'enthousiasme des habitants de Davenport. Nous sommes convaincus que, si nous mettons en œuvre ces mesures et d'autres encore, notre économie pourra devenir non seulement résiliente, mais aussi la plus forte du G7.

Comme le dit le discours du Trône, l'économie ne peut être vigoureuse que si elle est au service de tous. À l'instar de tant de Canadiens, de nombreux habitants de Davenport ont beaucoup de mal à joindre les deux bouts. Nous nous attaquons donc à ce problème en instaurant une baisse d'impôt pour la classe moyenne, ce qui permettra aux familles à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ par année. Le gouvernement s'est également engagé à continuer de financer les programmes qu'il a mis en place au cours des 10 dernières années. Cela comprend le programme national de garderies, le régime national de soins dentaires, l'assurance-médicaments, l'Allocation canadienne pour enfants et la Prestation canadienne pour les personnes handicapées. Les habitants de ma circonscription, Davenport, voient tous ces programmes et d'autres encore améliorer leur sort et ils les aiment. Je sais qu'ils seront ravis que nous continuions à les soutenir.

● (1720)

Le discours du Trône contient également un engagement clair de la part du gouvernement à construire plus de logements. Nous sommes situés dans le secteur ouest du centre-ville de Toronto, et les habitants de Davenport craignent de ne pas pouvoir continuer de vivre dans la ville qu'ils aiment, que leurs enfants et leurs petits-enfants ne puissent pas vivre dans la ville où ils ont été élevés. Le gouvernement s'est engagé à prendre un certain nombre de mesures qui profiteront grandement aux habitants de Davenport. Nous allons offrir plus de soutien aux Canadiens qui essaient d'acheter une maison. Nous éliminerons la TPS sur les maisons de moins de 1 million de dollars pour les acheteurs d'une première maison, ce qui leur permettra d'économiser jusqu'à 50 000 \$. Nous allons réduire la TPS sur les maisons d'une valeur de 1 à 1,5 million de dollars.

Davenport est une circonscription multiethnique où vivent des gens de la classe ouvrière et de la classe moyenne, et la plupart de nos maisons se situent dans ces fourchettes de prix. Ces deux mesures sont donc très bien accueillies et seront très utiles. De plus, nous allons consacrer beaucoup plus d'argent à la construction de maisons.

### L'Adresse

Le gouvernement fédéral s'est engagé à redoubler d'efforts en présentant un nouveau plan ambitieux en matière de logement qui doublera le taux de construction de logements au Canada. Au cours des dernières années, nous avons beaucoup appris sur ce qui a fonctionné et sur ce que nous pouvons améliorer. À la lumière de ces données, nous avons annoncé le plan de logement le plus ambitieux depuis la Seconde Guerre mondiale. Parmi ces mesures, mentionnons la création du programme « Maisons Canada » pour accélérer la construction de nouveaux logements abordables. Nous allons investir dans l'innovation. Nous allons investir dans la construction accrue de logements modulaires et préfabriqués. Nous augmenterons le financement destiné aux promoteurs de logements abordables. Nous éliminerons les formalités administratives et les coûts de développement en réduisant de moitié les redevances d'aménagement municipales pour les bâtiments résidentiels à logements multiples.

Tout cela permettra d'augmenter rapidement l'offre de logements et d'en faire baisser les prix. Les députés seront heureux d'apprendre que notre financement supplémentaire et notre ambitieux plan en matière de logement tireront parti des technologies canadiennes, des travailleurs qualifiés canadiens et du bois d'œuvre canadien. Toutes ces mesures, en plus de celles qui sont déjà en place depuis sept ou huit ans, contribueront grandement à accroître l'offre de logements et à faire baisser le prix des maisons pour les habitants de ma circonscription, Davenport, et, en fait, pour tous les Canadiens.

La sécurité de la communauté est d'une importance vitale pour les habitants de Davenport. Nous estimons qu'il y a beaucoup trop d'armes de poing américaines dans les rues de Toronto. Bien que les chiffres aient baissé, il y a encore beaucoup trop de vols de voitures dans la plus grande ville du Canada. Je sais que les habitants de Davenport seront heureux d'apprendre que notre gouvernement a présenté hier le projet de loi C-2, qui vise à renforcer la sécurité à la frontière.

Lorsque le projet de loi sera adopté, il donnera aux agents de l'ASFC qui travaillent à nos frontières de nouveaux pouvoirs qui leur permettront d'empêcher que des produits volés, comme des voitures, quittent notre pays. Ils pourront également déployer un plus grand nombre de radars, de drones et d'hélicoptères, ainsi que du personnel et des équipes canines supplémentaires, ce qui contribuera à empêcher l'entrée d'armes à feu et de stupéfiants dans notre pays.

Enfin, notre gouvernement s'est engagé à durcir le Code criminel, afin de rendre la libération sous caution plus difficile à obtenir pour les récidivistes accusés de crimes violents ou de délits graves.

Nous avons pris l'engagement ferme de dépenser plus d'argent pour protéger la souveraineté du Canada. Nous devons faire davantage pour sécuriser les frontières, l'Arctique et le Canada d'un océan à l'autre. Nous nous sommes engagés à respecter l'engagement que nous avons pris à l'égard de l'OTAN de consacrer 2 % de notre PIB aux dépenses en matière de défense nationale et nous nous efforçons de réaliser cet objectif. Je pense également que nous nous engageons à augmenter encore les dépenses consacrées à l'OTAN, mais nous devons attendre les réunions de cette organisation qui auront lieu en juin pour connaître le montant total de ces dépenses et nos engagements.

Pour conclure, le Canada est en crise. Il est temps que les Canadiens restent unis. Il est temps de bâtir une économie canadienne résiliente, d'investir dans des projets de construction nationaux et

de dépenser moins, mais d'investir davantage. Il est temps de sécuriser nos frontières, de protéger notre souveraineté, de construire plus de logements abordables et de réduire la charge fiscale des contribuables. Ces mesures et plus encore, ainsi que la collaboration, nous permettront d'assurer la prospérité de notre pays et de faire en sorte que notre économie soit la plus résiliente des pays du G7 et qu'elle serve vraiment tout le monde.

Le Canada est le meilleur pays au monde. Nous sommes un pays confiant avec un plan ambitieux. Nous sommes en effet un pays fort et libre.

• (1725)

**Tamara Jansen (Cloverdale—Langley City, PCC):** Madame la Présidente, ma collègue dit que les libéraux ont fait campagne sur un plan, mais les Canadiens attendent toujours de voir ce fameux plan. Le nouveau premier ministre est arrivé au pouvoir avec le poids des grandes promesses, de la discipline financière, de la compétence économique et du leadership en période d'incertitude, mais depuis, les dépenses ont grimpé de 8 %. Le gouvernement n'a toujours pas présenté de budget. Les Canadiens sont confrontés à de véritables difficultés et ils méritent mieux que de se faire servir des slogans électoralistes. Les Canadiens méritent un gouvernement qui prend ses responsabilités au sérieux, et cela commence par la présentation d'un budget.

Les libéraux vont-ils se plier à la volonté de la Chambre et présenter un budget avant le printemps, ce pour quoi nous avons tous voté ici?

**Julie Dzerowicz:** Madame la Présidente, comme la députée le sait, nous avons bel et bien un plan. Nous en avons discuté avec les dirigeants provinciaux et territoriaux plus tôt cette semaine. Au terme de nos discussions, nous avons convenu d'instaurer une seule économie au Canada. Nous allons éliminer les obstacles au commerce interprovincial. Nous allons assurer la libre circulation des personnes, des biens et des services. Nous allons investir dans des projets d'intérêt national, que nous allons déterminer. Nous allons continuer d'investir dans le Canada. Nous allons continuer d'investir dans les Canadiens, et nous aurons ainsi un pays fort et libre.

[Français]

**Andréanne Larouche (Shefford, BQ):** Madame la Présidente, je suis inspirée par mon collègue de Mirabel, qui a parlé de la fierté d'avoir vu son fils de six mois s'asseoir aujourd'hui. Nous partageons lui et moi cet esprit familial. Pour ma part, je suis très fière de ma fille de trois ans, qui est pleine d'énergie et à qui j'essaie d'inculquer des notions de littérature jeunesse. Ma question ira dans ce sens.

Une députée conservatrice a fait un lapsus intéressant tout à l'heure: elle a parlé d'un seul gouvernement au lieu de 13. Cela décrit bien la vision du gouvernement. Quand on parle d'une seule économie, et non 13, cela veut dire qu'on veut vraiment centraliser les choses. Quand je vois tout ce qu'on veut faire, cela me fait penser à la fable *Le Lièvre et la Tortue*. Parfois, il est peut-être préférable de prendre plus de temps pour mener des consultations plutôt que d'aller trop rapidement. La fable *Le Lièvre et la Tortue* nous l'a démontré.

Aussi, en matière de finances, il ne faut pas s'inspirer des livres *Harry Potter*. Il ne faut pas avoir de budget magique ou de budget *Harry Potter*. Il faut avoir un cadre rigoureux, par exemple grâce au dépôt d'un énoncé budgétaire qui nous donnerait un aperçu de l'état des finances publiques.

C'est deux questions en une, mais j'inviterais ma collègue à répondre à l'une, à l'autre ou aux deux.

[Traduction]

**Julie Dzerowicz:** Madame la Présidente, de mon point de vue, lorsque nous parlons d'avoir une seule économie au lieu de 13, nous parlons de quelque chose que de nombreux Canadiens souhaitent que nous fassions depuis très longtemps, c'est-à-dire la création d'une économie intérieure très forte pour nous doter d'une assise économique si solide que nous puissions résister à une bonne partie de l'incertitude et de l'imprévisibilité qui règnent dans le monde.

Plus nous éliminerons les obstacles au commerce interprovincial, plus nos petites, moyennes et grandes entreprises seront en mesure de prendre de l'expansion et de croître dans tout le pays, de créer des emplois bien rémunérés et de veiller à ce que tous nos enfants et nos petits-enfants aient des emplois bien rémunérés, maintenant et à l'avenir.

[Français]

**L'hon. Jean-Yves Ducloux (Québec-Centre, Lib.):** Madame la Présidente, je félicite tout d'abord ma collègue de Davenport pour sa réélection. J'ai eu la chance, il y a quelque temps à peine, de la voir à l'œuvre sur le terrain, dans sa circonscription, où elle était présente et forte. Je ne suis donc pas du tout surpris qu'elle soit réélue. Si je me souviens bien, nous avons visité ensemble une clinique dentaire. Nous avons parlé de l'importance des soins dentaires pour les gens de sa circonscription.

Que pense la députée de l'élargissement du Régime canadien de soins dentaires pour les adultes de 18 à 64 ans?

[Traduction]

**Julie Dzerowicz:** Madame la Présidente, je remercie le député de ses aimables paroles. Je l'invite à revenir n'importe quand dans ma belle circonscription, Davenport. Il y a été très populaire et très aimé.

Le programme de soins dentaires est l'un des programmes qui sauvent des vies dans ma collectivité. Je représente une circonscription en grande partie ouvrière. Un programme comme le programme national de soins dentaires est donc une bouée de sauvetage pour beaucoup de mes concitoyens. Le fait que le programme a maintenant été étendu à tous les Canadiens admissibles selon les critères déterminés permettra à ces derniers, à mon avis, d'économiser de l'argent. Encore une fois, cette mesure nous permettra de fournir aux Canadiens le soutien dont ils ont besoin en cette période où les prix sont élevés.

• (1730)

[Français]

**Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV):** Madame la Présidente, je remercie ma chère collègue la députée de Davenport de me donner l'occasion de me prononcer au sujet du discours du Trône.

Nous avons eu une expérience extraordinaire au début de cette législature: la visite de notre roi, le roi Charles III. J'adhère au thème principal du discours du Trône, soit la nécessité de bâtir un Canada fort. Il y a cependant des détails qui ne sont pas précisés dans le discours du Trône.

[Traduction]

Je regarde cela et je me dis: oui, allons-y, construisons un Canada plus fort. C'est lors des élections de novembre 2024 que

*L'Adresse*

tout le monde a pris conscience que les États-Unis avaient une fois de plus élu à la Maison-Blanche quelqu'un qui n'avait aucune honte à déchirer les accords qu'il avait déjà signés et qui était tout à fait disposé à enfreindre toutes sortes de lois et à proférer toutes sortes de menaces à notre encontre.

Le 3 décembre 2024, le premier ministre d'alors, Justin Trudeau, a demandé à Pierre Poilievre, à moi-même, à Jagmeet Singh et au chef du Bloc québécois de le rencontrer pour discuter de ce que nous pouvions faire, en tant que chefs des partis de l'opposition, pour collaborer avec lui afin de mettre au point une approche canadienne pour faire face à la menace. J'ai accepté. Les autres aussi. Nous avons dit que nous étions tous disposés à nous serrer les coudes. Cela m'a rendue fière d'être Canadienne que le chef de l'opposition officielle, le chef du Nouveau Parti démocratique, le chef du Bloc et la cheffe du Parti vert puissent dire d'une seule voix, avec les libéraux: « Comment pouvons-nous travailler ensemble? » C'est cette intention que nous poursuivons ici.

C'est la seule fois où nous nous sommes rencontrés en personne. Nous avons d'ailleurs poursuivi nos efforts de collaboration au début des mois de janvier et février en nous réunissant à l'aide de Microsoft Teams. Nos efforts sont maintenant différents, mais j'espère que nous pourrions continuer à travailler ensemble, car il est extrêmement important que nous restions unis et que nous ne nous laissions pas intimider par celui qui est, pour ainsi dire, le champion mondial des intimidateurs. Il n'est pas le seul intimidateur de la planète. Vladimir Poutine est en lice pour le titre de champion du monde des intimidateurs, et il y en a d'autres.

[Français]

Au sujet du discours du Trône, il y a des choses sur lesquelles je suis absolument d'accord. Il y a aussi, comme je l'ai dit, les détails.

C'est clair que notre économie doit changer. Il ne s'agit pas seulement de notre économie, mais peut-être aussi de notre culture comme pays qui n'est pas vraiment un pays. Nous avons 13 pays dans notre nation unie.

[Traduction]

Nous avons le sentiment qu'il y a moins de solidarité, je pense, entre les dix provinces canadiennes, les trois territoires et le gouvernement fédéral qu'entre les 24 États souverains de l'Union européenne, du moins d'après les récits de mon enfance, mes parents ayant été très touchés par la Seconde Guerre mondiale. Les membres de l'Union européenne qui travaillent aujourd'hui si bien ensemble étaient, il n'y a pas si longtemps, en guerre les uns contre les autres. Comment se fait-il que non seulement nous n'agissons pas comme un pays la plupart du temps, mais que nous ne pensons pas non plus comme un pays?

[Français]

Nous devons changer et penser comme un pays, agir comme un pays, car nous avons des défis. Les menaces sont existantes. Ce sont des menaces fondamentales contre notre pays et contre notre civilisation.

*L'Adresse*

[Traduction]

Je conviens que nous avons besoin, comme on le mentionne dans le discours du Trône, de la plus grande transformation de notre économie depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous en avons besoin rapidement. Depuis des centaines d'années, les Canadiens sont perçus comme les habitants d'une colonie de matières premières, et notre économie s'en est trouvée en quelque sorte limitée, non seulement par d'autres pays, mais de plus en plus par les sociétés transnationales du monde entier qui possèdent beaucoup de nos ressources. Des scieurs de bois aux porteurs d'eau, nous sommes devenus des racleurs de bitume et des gaspilleurs d'eau.

● (1735)

[Français]

Nous devons agir pour mettre fin à ce système où nos ressources brutes destinées à l'exportation sont des produits sans valeur ajoutée.

[Traduction]

Nous pourrions mieux exploiter nos matières premières, afin d'éviter de simplement extraire et exporter des grumes et du bitume brut, sans tirer parti des possibilités de valorisation avant d'envoyer nos matières premières vers d'autres pays, où sont offerts les emplois alors que nous nous retrouvons avec les déchets et la pollution laissés derrière par les étrangers venus exploiter nos ressources à leur profit. C'est l'occasion de repenser ensemble notre économie et notre façon d'agir.

Comme l'a déclaré le premier ministre à maintes reprises, nous pouvons cesser de nous considérer comme 13 économies distinctes et nous voir comme une seule et même économie. De quel type d'économie s'agit-il? J'espère sincèrement que nous commencerons à réfléchir à une économie circulaire. Nous avons signé de nombreux accords internationaux qui fixent cet objectif: nous voulons être un pays résilient, ingénieux et viable, qui améliore le sort de tout le monde et ne laisse personne de côté. Ce sont des choses que nous pouvons faire dès maintenant, et il est extrêmement important que nous les accomplissions.

[Français]

Je me pose une question au sujet du discours du Trône. Je suis un peu inquiète parce qu'il n'y a pas dans ce discours une seule référence à l'Accord de Paris.

[Traduction]

On note deux brèves références. Les mots « changements climatiques » apparaissent à deux reprises dans le document, mais pas dans des phrases complètes sur le sujet. On ne relève toutefois aucun engagement, pas même le minimum que nous avons prévu pour respecter les obligations internationales et juridiquement contraignantes prises dans le cadre de l'Accord de Paris. Bien entendu, nous savons que le roi Charles III a lu le discours, mais qu'il a été rédigé par le premier ministre.

Voici les mots que j'aurais aimé trouver dans le discours du Trône. Ils ont également été écrits par le premier ministre :

Le budget carbone dont nous disposons pour éviter que le réchauffement atteigne des niveaux catastrophiques s'épuise rapidement... Si nous avions commencé en 2000, nous aurions pu atteindre l'objectif de 1,5 degré Celsius en réduisant les émissions de moitié tous les 30 ans. Aujourd'hui, nous devons réduire les émissions de moitié tous les 10 ans. Si nous attendons encore quatre ans, nous devons réduire les émissions de moitié tous les ans.

Ce texte est tiré de la page 273 du livre écrit par le premier ministre, intitulé *Value(s)*, et publié en 2021. Nous avons donc attendu quatre ans. Il semble que le premier ministre comprenne que nous devons réduire de moitié nos émissions de gaz à effet de serre tous les ans. Cet objectif est très difficile à atteindre et, comme il le dit dans *Value(s)*, que j'ai lu et bien aimé, « le budget carbone dont nous disposons pour [que] le réchauffement [demeure sous] des niveaux catastrophiques s'épuise rapidement ».

Il ne dit pas qu'il s'agit d'un engagement politique pris par son prédécesseur au poste de premier ministre et qu'il ne s'y intéresse pas beaucoup, même si c'est ce que l'on pourrait penser au vu du manque de détails sur le type de mesures climatiques évoquées dans le discours du Trône, et des raisons pour lesquelles nous trouvons soudainement acceptable que tout le monde parle de développer le secteur pétrolier et gazier comme s'il s'agissait d'un projet d'intérêt national plutôt que d'une industrie en déclin.

Nous voulons protéger les travailleurs et les communautés de ces industries, mais nous devons également réfléchir à un projet d'intérêt national qui protège notre avenir. Nous avons désespérément besoin d'un réseau de distribution d'électricité est-ouest et nord-sud qui nous permettrait d'utiliser et de partager, au-delà des frontières provinciales, une énergie et une électricité bien moins chères que celles dont disposent actuellement de nombreuses provinces. Leurs consommateurs sont victimes des mauvaises décisions prises par les responsables de leurs services publics provinciaux.

D'énormes possibilités s'offrent à nous. Comme le dit le premier ministre, nous sommes à un « moment charnière » de notre histoire.

[Français]

Nous devons en faire plus et nous devons réduire les gaz à effet de serre pour protéger notre avenir et l'avenir de nos petits-enfants.

[Traduction]

Je voudrais simplement dire que je voterai en faveur du discours du Trône, mais j'attends avec impatience de savoir en termes concrets ce que le gouvernement considère être un plan de lutte contre les changements climatiques, car jusqu'à présent, il n'a fait que supprimer la seule mesure qui fonctionnait.

● (1740)

**L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, je suis sensible à de grands pans des propos de la députée, même s'il m'arrive de ne pas être d'accord avec elle, comme c'est le cas en ce qui a trait aux oléoducs.

D'autres réflexions m'intéressent. Il y a les énergies renouvelables, comme l'hydroélectricité au Manitoba. Le Québec dispose d'hydroélectricité, tout comme la Colombie-Britannique, qui s'emploie actuellement à développer ce secteur. C'est formidable de voir le potentiel qui existe. Ce qui m'intéresse, ce sont les observations de la députée au sujet de l'énergie nucléaire. Le Parti vert a-t-il une position en la matière? Je sais que bon nombre de mes collègues et moi-même sommes très ouverts à l'utilisation de cette énergie, et nous en faisons d'ailleurs la promotion, car elle est d'une grande valeur pour le Canada et qu'il est possible d'exporter ce type d'expertise.

*L'Adresse*

**Elizabeth May:** Ce n'est pas une position idéologique, monsieur le Président. Nous adoptons la même approche pour toutes les sources d'énergie: pour chaque dollar investi, quelle est la réduction en carbone, combien d'emplois sont créés et combien de temps s'écoule-t-il entre la prise de décision et la production de l'énergie? La réalité, c'est que, selon ces calculs, la priorité est accordée à l'efficacité énergétique, puis aux énergies renouvelables. L'énergie nucléaire se trouve au bas de la liste.

Une dernière chose: à voir les promoteurs de projets nucléaires en ce moment, on dirait qu'ils font partie d'un programme de protection des témoins. Ils ont changé de nom, mais c'est SNC-Lavalin qui est derrière chaque projet de petit réacteur modulaire. Cette société s'appelle maintenant AtkinsRéalis, et elle reste discrètement la plus grande actionnaire des laboratoires nucléaires canadiens, ce qui lui donne des allures de légitimité. C'est une arnaque.

**Corey Tochor (Saskatoon—University, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais moi aussi poursuivre avec une question sur le nucléaire, car nous savons qu'au cours de la dernière législature, les libéraux ont proclamé que le nucléaire était un péché, allant jusqu'à le qualifier de ressource immorale, et il y avait plein d'autres exemples similaires aux yeux du gouvernement. Quand le gouvernement a modifié le système de crédit, les entreprises nucléaires n'ont pas pu y avoir accès parce qu'elles ont été qualifiées d'immorales. C'était il y a à peine trois ans.

Je veux simplement savoir ce que la présidence en pense. Pensez-vous que les libéraux disent la vérité maintenant, ou disaient-ils plutôt la vérité lorsqu'ils déclaraient que le nucléaire était un péché?

**Le vice-président:** Avant que la députée ne réponde, je tiens à dire que le Président ne répondra pas. La députée de Saanich—Gulf Islands a la parole.

**Elizabeth May:** Monsieur le Président, pour défendre mon collègue de Saskatoon—University, je pense qu'il voulait dire la dernière personne ayant pris la parole.

Donc, j'enchaîne en disant que le Parti libéral du Canada est le plus grand défenseur de l'énergie nucléaire depuis Pierre Trudeau. Il n'a jamais cessé d'injecter de l'argent dans ce secteur.

J'ai aimé travailler brièvement avec les chefs du Parti réformiste, qui avaient affublé l'ancien premier ministre Jean Chrétien du surnom « homme radioactif ». C'était à l'époque de Deb Grey et de plusieurs autres amis sympathiques du Parti réformiste. Ils cherchaient à savoir si cette tendance reposait sur une analyse de rentabilisation ou sur la simple volonté d'investir des milliards de dollars dans une entité appelée Énergie atomique du Canada limitée sans produire quoi que ce soit que voudraient se procurer d'autres pays.

[Français]

**Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ):** Monsieur le Président, je vous félicite pour votre nouveau titre et votre nouvelle place. J'espère que vous vous plaisez bien sur le trône de la présidence.

Ma collègue a parlé des intentions du gouvernement en matière de réduction des gaz à effet de serre. J'aimerais d'abord savoir si elle y croit. J'aimerais aussi savoir comment, selon elle, ces objectifs peuvent être compatibles avec tout ce brouhaha autour de la construction de cet oléoduc dont on parle.

Est-ce que ma collègue croit en cette chimère de pétrole vert qui est à la mode dans les cercles pétroliers depuis quelques années?

**Elizabeth May:** Monsieur le Président, ce n'est pas une chimère. C'est presque une blague, mais ce n'est pas drôle.

La réalité, c'est que nous avons des programmes pour réduire les gaz à effet de serre, mais il n'y en a plus au fédéral. Il y a de bons programmes, particulièrement dans la province de Québec, qui joue un rôle important au sein d'alliances mondiales contre les énergies fossiles. Quand j'ai participé aux conférences des Nations unies, la seule chose qui me rendait fière d'être canadienne était le rôle joué par la province de Québec dans ces partenariats.

Ce nouveau gouvernement va peut-être changer d'approche. Il faut le faire, parce que le temps presse. Il n'est pas trop tard.

● (1745)

[Traduction]

**Michael Coteau (Scarborough—Woburn, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de prendre la parole aujourd'hui. Je partagerai mon temps de parole avec le député de Willowdale.

Tout d'abord, je tiens à féliciter tous les députés. Comme le dit le vieil adage, à la Chambre des communes, toutes les places sont bonnes, alors bravo. Nous avons beaucoup de travail à faire. Bienvenue à la 45<sup>e</sup> législature.

Je me suis rappelé que, tout au long de notre carrière politique, nous ne devrions jamais oublier que chacun d'entre nous a eu besoin de l'appui de beaucoup de gens pour être ici. N'oublions jamais d'où nous venons et qui nous a aidés à en arriver là.

Je suis un élu depuis 22 ans. J'ai d'abord été commissaire d'école, puis député provincial. C'est mon deuxième mandat à la Chambre des communes.

J'aimerais remercier les habitants de Scarborough—Woburn de m'avoir accordé leur confiance et de m'avoir soutenu pendant la campagne. Je tiens à remercier les bénévoles. De nombreux bénévoles, des centaines en fait, ont pris part à ma campagne. Je remercie, bien sûr, mon équipe de bureau de circonscription. Sans elle, il me serait très difficile de faire mon travail. Je remercie mon directeur de campagne, mon directeur financier et toute mon équipe. Bien sûr, je remercie également ma famille: mon épouse Lori et mes filles Maren et Myla.

Je remercie encore une fois les habitants de Scarborough—Woburn, qui m'ont accordé leur confiance.

Les députés qui étaient à Ottawa la semaine dernière, et même ceux qui étaient ailleurs, ont sans doute remarqué la tenue d'un événement spécial: la lecture du discours du Trône par le roi. C'était un événement très important. J'ai trouvé le discours fabuleux.

Les mots du roi sur la démocratie, qui reflétaient évidemment la position du gouvernement, font partie des passages qui m'ont vraiment interpellé. Il a parlé de la démocratie dans le monde et de l'instabilité généralisée. Nous traversons une période de mutation mondiale, marquée par plus de divisions et plus d'incertitudes.

Le Canada n'est pas épargné. Nous subissons des pressions. Nous sentons que notre économie est mise à rude épreuve, tout comme notre sécurité et notre mode de vie. Le commerce international est redéfini. Chez nous, nous sommes aux prises avec la menace de droits de douane, ce qui compromet les activités industrielles et fait grimper le coût de la vie pour l'ensemble de la population.

### *L'Adresse*

Notre démocratie est menacée. Je veux beaucoup parler de démocratie aujourd'hui. Nous voyons les changements qui se produisent dans le monde entier: des tentatives d'invalider les élections, un recul démocratique en raison de gouvernements qui affaiblissent les tribunaux, les libertés des médias et les libertés civiles, et des mesures de répression contre l'opposition et la liberté de presse. Il se passe beaucoup de choses au Canada et dans le monde, et notre pays n'est pas à l'abri des problèmes qui assaillent la démocratie.

Au Canada, nous avons une démocratie forte, mais nous devons prêter attention aux défis qui nous attendent. Ces derniers temps, nous avons assisté à une montée de la polarisation et de l'extrémisme dans notre pays, parallèlement à une augmentation de l'hostilité, de la désinformation et des propos diviseurs, à une érosion des discours démocratiques respectueux, à l'ingérence étrangère — un enjeu qui nous préoccupe tous —, à la désinformation en ligne et à une augmentation de la haine. Nous avons observé une augmentation massive de la haine et, en tant que Canadiens, nous ne devrions pas tolérer cela.

Même pendant la campagne électorale, j'ai vu toutes sortes d'ingérence. Des centaines de mes pancartes ont été détruites. Des extraits de documents ont été distribués — et je suis sûr que les gens en ont pris connaissance — pour propager de la désinformation selon laquelle des églises et d'autres institutions religieuses se seraient vu retirer leur statut d'organisme de bienfaisance. Il y a eu de la désinformation à propos de la vente de maisons et des gains en capital, à tel point que le papier à en-tête a été manipulé pour attribuer de fausses positions à des gouvernements et à des partis. Des politiciens ont décidé de ne pas se présenter à cause des menaces qu'ils ont ressenties, et les médias et les journalistes en ont également parlé.

• (1750)

Une chose qui me fascine toujours dans la démocratie, c'est la participation de l'électorat. Nous savons que le taux de participation aux élections est en baisse depuis un bon moment. La bonne nouvelle, c'est que lors des dernières élections, les chiffres ont augmenté par rapport à ceux de 2021. Nous constatons toutefois une baisse par rapport à la période qui s'étend de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 1980, où le taux de participation avoisinait les 75 %. Le taux le plus bas — 58 % — a été enregistré en 2008. Lors des élections de 2015, il était de 68,3 %. Nous constatons actuellement une augmentation, mais en général, au cours des 30 à 40 dernières années, la tendance était à la baisse.

La démocratie est importante dans notre pays. C'est elle qui fait avancer la nation et qui nous permettra de renforcer les relations entre tous les Canadiens. Je suis un fervent défenseur de la préservation et de la promotion de la démocratie, car elle donne une voix au peuple. Lorsqu'une bonne institution démocratique fonctionne, les citoyens ont le sentiment d'être entendus. La démocratie protège nos libertés. La liberté d'expression, le droit de vote, la liberté de la presse et le droit de manifester ne sont pas seulement des idéaux, ce sont les fondements d'une démocratie forte.

La démocratie ouvre la voie au changement, ce qui est vraiment important, surtout à une époque comme la nôtre, où nous, Canadiens, devons veiller à ce qu'il y ait un espace où les discussions et les opinions respectueuses sont les bienvenues. C'est grâce à cela que nous serons en mesure d'apporter les changements qui s'imposent.

La démocratie garantit également que nos dirigeants gouvernementaux sont tenus responsables de leurs actes. Elle est très importante, car elle nous permet d'apporter des changements si un politicien ou un parti ne nous plaît pas. C'est ce qui fait la beauté de la démocratie. Elle reflète qui nous sommes et nous permet de construire ensemble un avenir plus solide.

Nous devons relever les nombreux défis auxquels notre pays est confronté. Comme je l'ai dit, l'ensemble de notre système commercial mondial est en train d'être remodelé par la menace des droits de douane et les divisions que certains s'efforcent de créer en coulisses. Nous devons relever ces défis, et pour continuer de bâtir un pays fort, il est essentiel de disposer d'un système démocratique solide.

Le gouvernement en place, sous la direction de notre nouveau premier ministre, va chercher des moyens d'améliorer le commerce et de rehausser l'équité économique afin de s'assurer non seulement de continuer à développer notre relation avec les États-Unis et à redéfinir cette relation, mais aussi d'établir des routes et des relations commerciales partout dans le monde. J'ai toujours dit que l'Afrique était en plein essor et que nous, les Canadiens, devrions nous tourner vers ce continent pour trouver des moyens de remodeler et de repenser l'ensemble de notre système commercial.

Nous devons investir dans l'économie canadienne. Nous bénéficions d'une grande diversité au pays. Nous représentons tous les pays du monde. Nous devons tirer parti de cette diversité pour renforcer l'économie, et nous devons bâtir cet avenir ensemble. Nous savons que la démocratie n'est pas parfaite, mais nous savons aussi que c'est le meilleur système dont nous disposons pour façonner notre avenir. La démocratie reflète nos valeurs d'équité, de justice et d'égalité des chances.

Nous allons chercher des façons de bâtir des collectivités plus fortes et plus sûres. Comme c'était indiqué dans le discours du Trône, nous augmentons les investissements dans la défense, ainsi que dans la sécurité des frontières et des collectivités. Nous examinerons nos dépenses et chercherons des moyens de freiner les hausses qui se produisent naturellement en raison de l'inflation et d'autres facteurs, de manière à maintenir un rythme raisonnable qui est bon pour les Canadiens.

Nous devons adopter les technologies, l'automatisation et l'intelligence artificielle et en tirer parti afin de renforcer le pays.

Nous continuerons également d'investir dans des programmes nationaux comme les services de garde, l'assurance-médicaments et les soins dentaires. Bien entendu, nous proposons une baisse d'impôts, et j'espère que tous les députés la soutiendront.

Dans les 30 secondes qu'il me reste, j'aimerais souligner que les Canadiens croient en l'équité, en la démocratie et en l'inclusion. Nous protégeons les personnes vulnérables, luttons contre les changements climatiques et faisons avancer la réconciliation. Nous célébrons notre bilinguisme, notre multiculturalisme et nos valeurs communes, et nous nous mobilisons dans les moments importants. Nous sommes toujours appelés à jouer un rôle de leader lors des guerres et des difficultés mondiales, et nous continuerons d'assumer ce rôle. Façonnons un Canada qui fonctionne pour tous, aujourd'hui et pour les générations à venir.

*L'Adresse*

• (1755)

**Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC):** Monsieur le Président, bien que je partage beaucoup des idéaux du député relativement au gouvernement démocratique et aux parlements élus, j'aimerais discuter de la question qui nous occupe, à savoir le discours du Trône. Ce discours du Trône ne contient aucun plan ni aucune feuille de route pour le gouvernement en ces temps certes très difficiles, et aucun budget ne sera déposé au cours de la session du printemps.

Le Parlement a été au point mort pendant des mois. Le député ne convient-il pas que le gouvernement devrait présenter un budget ce printemps?

**Michael Coteau:** Monsieur le Président, je félicite le député de sa récente élection.

Je ne sais pas si le député a lu le discours du Trône en tant que tel, mais je lui conseille de le faire, car celui-ci renferme beaucoup de concepts et d'idées. Ce sont dans certains cas des idées classiques que les libéraux considèrent comme des valeurs, mais nous parlons bel et bien de réduire les impôts. Nous parlons d'éliminer la TPS sur des maisons et des appartements. J'espère que le député d'en face appuiera le discours du Trône.

[Français]

**Andréanne Larouche (Shefford, BQ):** Monsieur le Président, dans son discours, mon collègue a glissé un mot sur l'innovation technologique et sur l'environnement. Or, ce qu'on voit dans le discours du Trône, c'est une contradiction.

Comment peut-on sérieusement penser à lutter contre les changements climatiques tout en abolissant les études scientifiques d'évaluation environnementale?

J'aimerais savoir ce qu'en pense mon collègue.

[Traduction]

**Michael Coteau:** Monsieur le Président, lorsqu'on examine l'histoire et la position des libéraux partout au Canada et parmi les députés, il ne fait aucun doute qu'à la Chambre, nous sommes à l'avant-garde de la recherche de moyens d'atténuer les changements climatiques. En tant que pays, nous cherchons différents moyens d'y parvenir, mais je dirais que tous les députés conviennent qu'il faut garder notre pays propre et beau. Nous avons peut-être des idées différentes pour y parvenir, mais au bout du compte, nous sommes tous sur la même longueur d'onde.

**L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens également à féliciter mon collègue pour sa réélection. Dans son excellent discours, il a mis l'accent sur la démocratie et ce qui fait toute son importance.

Il a parlé des différentes façons dont nous tentons d'accroître nos échanges commerciaux dans le monde et des partenariats que le Canada cherche à développer. Dans son discours, il a mentionné des perspectives de collaboration avec l'Afrique. Le député aimerait-il en dire un peu plus à ce sujet et parler du pouvoir économique que recèlent les différentes régions du pays?

**Michael Coteau:** Monsieur le Président, en tant que Canadiens, nous devons repenser notre approche du commerce international. Je rencontre des personnes qui font la promotion de l'Afrique et de la diaspora africaine dans les Amériques. Nous devons trouver d'autres moyens de développer l'activité commerciale. Les Amériques comptent à elles seules 220 millions de personnes d'ascendance africaine. Il y a des chambres de commerce aux quatre coins des Caraïbes et des Amériques. Les Canadiens doivent miser sur

ces réseaux afin d'en tirer parti parce que nous avons les bonnes personnes pour le faire. Ce qui est formidable avec notre pays, c'est qu'il compte des représentants du monde entier. Nous devons tirer parti de cet atout aujourd'hui pour construire l'avenir.

**Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD):** Monsieur le Président, je suis très heureuse de vous voir occuper le fauteuil. Il vous donne un air très distingué.

Pour ma part, quand j'ai lu le discours du Trône, l'une des choses qui m'ont le plus choquée en tant qu'Albertaine et en tant que personne profondément préoccupée par le logement, la santé et toutes ces choses-là, c'est qu'il n'y a rien de tout cela dans le discours du Trône. Il n'y a rien sur les logements à prix inférieur à celui du marché, rien pour les logements autochtones, rien pour la santé et rien pour les travailleurs, qui font le plus les frais des droits de douane imposés par Donald Trump. Pourquoi ce silence?

• (1800)

**Michael Coteau:** Monsieur le Président, c'est ahurissant. Je ne pense pas que les députés d'en face aient lu le discours du Trône parce qu'il est plein de solutions, d'idées et de thèmes différents. Toutefois, la véritable raison d'être d'un discours du Trône, c'est de donner un aperçu de l'orientation que prend le gouvernement. Je serais heureux de parler de certains de ces...

**Heather McPherson:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je tiens à être très claire. J'ai demandé au député de me dire où ces éléments se trouvaient dans le discours du Trône ou pourquoi ils s'y trouvaient...

**Le vice-président:** Je dois interrompre la députée. Il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement; cela semble plutôt relever du débat. Je vais laisser le député terminer.

**Michael Coteau:** Monsieur le Président, les députés que nous sommes et le nouveau gouvernement doivent tous travailler ensemble pour trouver des solutions qui permettront de bâtir un pays plus fort pour tous les Canadiens.

**L'hon. Ali Ehsassi (Willowdale, Lib.):** Monsieur le Président, permettez-moi de commencer par remercier les habitants de Willowdale de m'avoir accordé le privilège de revenir une fois de plus à la Chambre des communes pour défendre leurs intérêts. J'ai eu la chance de pouvoir compter sur la meilleure équipe que l'on puisse espérer tout au long de la campagne électorale. Comme toujours, je serai éternellement reconnaissant envers mon épouse, Celeste, qui a participé activement à tous les aspects de la campagne. Mon équipe de campagne, dirigée par Sean, Alex, Maddie et Marcus et comportant des centaines de bénévoles a accompli un travail énorme pour mobiliser pleinement les habitants de Willowdale. Je peux assurer à chacun d'entre eux qu'ils seront dans mes pensées tous les jours de mon mandat de député.

*L'Adresse*

Comme tous les députés, lorsque je faisais du porte-à-porte, j'ai été surpris par le sentiment de fierté nationale renouvelée des Canadiens. Alors que le monde se heurte à des difficultés sans précédent et que l'incertitude est devenue la nouvelle norme, les Canadiens se sont unis pendant cette campagne pour exiger que nous restions parfaitement concentrés sur la résolution des problèmes, le renforcement des fondements économiques du pays et la création de débouchés pour tous les Canadiens. Les habitants de Willowdale ont très bien compris que le pays vit un moment critique et ont exprimé leur désir collectif de voir le pays se doter avec détermination d'un programme audacieux, dynamique et ambitieux. Le discours du Trône, prononcé par notre souverain la semaine dernière, a saisi l'essence de ce que les Canadiens attendent de leurs élus et a mis en évidence la nécessité pour le pays de saisir l'occasion qui se présente et de générer de nouveaux débouchés qui feront en sorte que nous resterons le meilleur pays du monde.

Le monde d'aujourd'hui est plus dangereux, plus instable et plus incertain qu'il ne l'a jamais été depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Je m'en voudrais de ne pas mentionner que cette année marque le 80<sup>e</sup> anniversaire du jour de la Victoire en Europe. L'héroïsme et la bravoure des Canadiens à Juno Beach, à Dieppe, sur la Somme, à la crête de Vimy et dans d'innombrables autres endroits à travers le monde seront au cœur des discussions des Canadiens. Nous devons également nous rappeler que lorsque les canons se sont tus, les Canadiens ont participé activement à la création des institutions qui ont servi de piliers à la période de l'après-guerre et qui ont assuré huit décennies de paix et de prospérité. Nous devons rester vigilants, tant pour les générations inspirantes qui nous ont précédés que pour celles qui nous succéderont.

Les générations précédentes de Canadiens ont su être à la hauteur, et c'est maintenant à nous de protéger les intérêts du Canada et de bâtir de nouvelles alliances et une nouvelle économie qui profitent à tous les Canadiens. Le gouvernement, sous la direction du premier ministre Carney, est conscient de la nécessité de voir grand et d'agir avec détermination. Nous devons bâtir un Canada plus fort et plus sécuritaire. Une grande partie de ce travail consistera à établir de nouvelles relations durables avec nos alliés dans le monde, notamment en Europe et en Asie-Pacifique, et à bonifier et approfondir nos liens avec le Japon et la République de Corée.

Comme le rappelle le discours du Trône, « le Canada possède ce dont notre monde a besoin et défend les valeurs que ce monde respecte ».

Nous pouvons certainement tous convenir que pour bâtir un Canada fort, le gouvernement fédéral doit travailler en partenariat avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones. Comme le premier ministre l'a souligné tout au long de la campagne électorale fédérale, la mission fondamentale du gouvernement est de bâtir l'économie la plus forte du G7 en réalisant le plein potentiel économique du Canada.

Bien que le Canada ait, parmi les pays du G7, l'un des ratios dette-PIB les plus bas et l'un des taux d'inflation les plus bas, nous avons encore beaucoup de travail à faire sur le plan économique. Tout commence par la création d'une économie canadienne unie à partir des 13 économies existantes. Comme le savent les députés, le premier ministre Carney a eu cette semaine de nombreuses discussions sérieuses avec les premiers ministres provinciaux. Il s'est engagé...

• (1805)

**Le vice-président:** Le député a utilisé deux fois le nom du premier ministre. Je sais que les travaux parlementaires viennent tout juste de reprendre et que nous avons un peu perdu l'habitude, mais je vous rappelle que nous ne pouvons pas utiliser les noms des ministres ou du premier ministre à la Chambre.

**L'hon. Ali Ehsassi:** Je m'en excuse, monsieur le Président.

Je vous rappelle que, comme tout le monde le sait, le premier ministre a eu des discussions approfondies cette semaine, avec les premiers ministres provinciaux. Il s'est engagé à supprimer tous les obstacles fédéraux au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre dans les semaines à venir, c'est-à-dire avant que nous célébrions la fête du Canada, cet été.

Nous nous concentrons également sur la création de corridors commerciaux et la réalisation de projets d'intérêt national qui renforceront les liens qui nous unissent au sein de notre pays, qui approfondiront nos relations avec le monde entier et qui créeront des emplois bien rémunérés pour les Canadiens. Nous devons bâtir à une échelle et à un rythme sans précédent. Nous sommes déterminés à doubler le taux de construction d'habitations en mettant en place le programme « Maisons Canada », qui nous permettra de tirer parti de la technologie canadienne, de la main-d'œuvre qualifiée canadienne et, bien sûr, du bois d'œuvre canadien.

Une autre partie importante du discours du Trône était consacrée au recadrage de nos relations avec les États-Unis sur le plan de l'économie et de la sécurité et à la consolidation de nos partenariats avec d'autres pays. Comme les députés le savent, le gouvernement est engagé dans des négociations intensives avec nos voisins du Sud, mais nous nous efforçons également de renforcer nos relations avec le reste du monde. Quelques jours après son entrée en fonction, le nouveau premier ministre s'est rendu à Londres et à Paris. Quelques jours après la prestation de serment du premier ministre, il a également été annoncé que le Canada s'associerait à l'Australie pour créer un système de radars dans l'Arctique d'une valeur de 6 milliards de dollars.

Nous sommes impatients de nous joindre au plan ReArm Europe, qui nous donnerait accès à de nouveaux débouchés sur le marché européen de la défense, un marché de plus de mille milliards de dollars. Comme l'a récemment déclaré le ministre de la Défense, le Canada est disposé à prendre immédiatement des mesures énergiques pour que ses forces armées soient mieux préparées. Nous pouvons à ce titre nous attendre très bientôt à ce que les dépenses militaires soient multipliées par trois par rapport aux niveaux de 2014.

Tout cela pour dire que notre gouvernement comprend parfaitement que les Canadiens attendent de nous que nous défendions leurs intérêts avec énergie et diligence, et c'est exactement ce que nous ferons. Soyez-en assurés, nous verrons grand et nous serons audacieux.

**Shelby Kramp-Neuman:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Je sais que le Président a rejeté aujourd'hui une demande de débat d'urgence sur le commerce entre le Canada et les États-Unis. Toutefois, en tant que ministre du cabinet fantôme responsable du commerce entre le Canada et les États-Unis, j'aimerais demander la tenue d'un débat d'urgence, demande qui, je l'espère, sera appuyée par tous les partis.

Le commerce entre le Canada et les États-Unis est l'un des plus prospères et des plus avantageux de part et d'autre...

**Le vice-président:** Je suis désolé. Je dois interrompre la députée. Son intervention n'est pas un recours au Règlement. Elle relève plutôt du débat. Le Président a déjà rendu sa décision concernant cette demande de débat d'urgence.

Nous passons aux questions et observations...

**Shelby Kramp-Neuman:** Monsieur le Président, je demande le consentement unanime.

**Le vice-président:** Je suis navré. Je suis déjà passé aux questions et observations.

**Shelby Kramp-Neuman:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Je demande le consentement unanime de la Chambre pour la tenue d'un débat d'urgence.

**Des voix:** Non.

• (1810)

**Helena Konanz (Similkameen—Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, PCC):** Monsieur le Président, je remercie le député de son discours et de ne pas avoir mentionné trop souvent le nom du premier ministre Carney.

Ma question au député est la suivante: dans le but...

**Arielle Kayabaga:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Vous venez de nous demander à tous de bien nous comporter, de respecter le Règlement de la Chambre et de ne pas nommer nos collègues. Je pense que la députée peut se rétracter.

\* \* \*

#### L'HONORABLE MARC GARNEAU

**L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.):** Monsieur le Président, nous venons d'apprendre il y a quelques instants que l'ancien parlementaire Marc Garneau est décédé à l'âge de 76 ans.

Je demande le consentement unanime de la Chambre pour observer un moment de silence à sa mémoire.

**Le vice-président:** Y a-t-il consentement unanime des députés?

**Des voix:** D'accord.

**Le vice-président:** J'invite maintenant tous les députés à se lever et à observer un moment de silence en mémoire de M. Marc Garneau.

[La Chambre observe un moment de silence.]

**L'hon. Andrew Scheer:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Ma collègue essayait d'obtenir le consentement unanime pour que la Chambre tienne un débat d'urgence sur les droits de douane injustifiés imposés au Canada par les États-Unis. Le Président a jugé la demande irrecevable. Il a fait part de sa décision, mais, bien sûr, la Chambre peut faire ce dont elle convient. Nous demandons donc le consentement unanime à l'égard de la motion suivante: Que, nonobstant tout article du Règlement...

**Des voix:** Non.

**Le vice-président:** Malheureusement, le député n'a pas le consentement unanime. J'ai entendu plusieurs non.

#### L'Adresse

#### REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion modifiée portant qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le roi en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session.

**Helena Konanz (Similkameen—Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, PCC):** Monsieur le Président, nos pensées et nos prières accompagnent la famille de l'ancien député Marc Garneau.

Afin de faire du Canada un pays plus autonome, qui dépend moins des États-Unis et qui défend ses intérêts, le député appuie-t-il la construction d'un pipeline au Canada?

**L'hon. Ali Ehsassi (Willowdale, Lib.):** Monsieur le Président, c'est une très bonne question. Comme j'ai tenté de le souligner dans mon discours, le gouvernement comprend très bien qu'il est essentiel de travailler en partenariat avec les provinces et les territoires. Comme le sait la députée, des discussions très sérieuses ont eu lieu plus tôt cette semaine. Nous devons donc attendre de voir ce qui en ressortira. Je suis certain qu'il y aura d'excellentes nouvelles.

Compte tenu de ce que nous venons d'entendre, je tiens à offrir mes plus sincères condoléances à la famille Garneau. Je sais que pour tous ceux d'entre nous qui ont eu le privilège de travailler avec M. Garneau, il incarnait vraiment les meilleures qualités qu'un homme puisse avoir. C'est sans contredit l'une des personnes les plus honorables avec qui j'ai eu le grand privilège de travailler.

**Le vice-président:** Comme il est 18 h 15, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ la motion dont la Chambre est saisie.

• (1815)

[Français]

Si un député participant en personne désire que la motion telle que modifiée soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

[Traduction]

**Mark Gerretsen:** Monsieur le Président, la motion est adoptée avec dissidence.

(La motion est adoptée.)

**L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis, et vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre:

a) l'Adresse soit grossoyée et transmise à Sa Majesté le roi;

b) une Adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale priant Son Excellence de bien vouloir transmettre à Sa Majesté le roi l'Adresse grossoyée, que les Communes du Canada en Parlement assemblées ont adoptée, en réponse au discours de Sa Majesté à l'ouverture de la première session du 45<sup>e</sup> Parlement;

c) l'Adresse soit grossoyée et présentée à Son Excellence la gouverneure générale par le Président.

**Le vice-président:** Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non.

C'est d'accord.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

La motion est adoptée.

*Motion d'ajournement*

(La motion est adoptée.)

**MOTION D'AJOURNEMENT**

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

## L'ÉTHIQUE

**Michael Cooper (St. Albert—Sturgeon River, PCC):** Monsieur le Président, je prends la parole pour revenir sur une question très simple que j'ai posée au leader du gouvernement à la Chambre la semaine dernière pendant la période des questions. J'ai demandé si le premier ministre détient des avoirs financiers cachés dans des paradis fiscaux à l'étranger.

C'est une question simple à laquelle le leader du gouvernement à la Chambre a très commodément refusé de répondre. Le premier ministre a lui-même refusé d'y répondre à maintes reprises. Il a refusé de dire la vérité. C'est pourtant un premier ministre qui a des liens avec des paradis fiscaux.

En effet, lorsque le premier ministre était président de Brookfield, l'entreprise a enregistré 30 milliards de dollars de fonds d'investissement dans des paradis fiscaux à l'étranger, aux Bermudes et aux îles Caïmans. Pourquoi? Tout cela pour que l'entreprise du premier ministre puisse éviter de payer des impôts au Canada. Tant pis pour son engagement à jouer du coude. Encore une fois, il s'agit du même premier ministre qui, pas plus tard qu'à l'automne, a mené la charge pour déplacer le siège social de Brookfield hors du Canada en le transférant à New York, mais je m'écarte du sujet.

Les Canadiens méritent de savoir si leur premier ministre utilise des paradis fiscaux à l'étranger pour éviter de payer des impôts au Canada. Au lieu de faire preuve de transparence, le premier ministre continue d'exploiter une échappatoire dans les règles canadiennes en matière d'éthique en cachant ses actifs des Canadiens. Pourquoi? La question se pose: que cache le premier ministre aux Canadiens concernant ses intérêts financiers?

Honnêtement, il y a anguille sous roche. J'invite le gouvernement à dissiper enfin les doutes. Le premier ministre a-t-il des actifs financiers cachés dans des paradis fiscaux à l'étranger, oui ou non?

**L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.):** Monsieur le Président, respecter les règles d'éthique du Canada n'est pas optionnel. C'est un élément essentiel de l'exercice d'une charge publique. Ces règles existent pour préserver la confiance des Canadiens dans leurs institutions démocratiques. Le premier ministre et tous les députés, quel que soit leur rôle ou leur affiliation politique, sont tenus de les respecter.

Ce que les Canadiens doivent savoir, c'est que le premier ministre a pris des mesures claires et mûrement réfléchies pour répondre aux attentes énoncées dans la Loi sur les conflits d'intérêts, voire les dépasser. Il a divulgué de façon proactive les renseignements requis au commissaire à l'éthique. Voilà le genre d'exemple que nous devrions tous nous efforcer de suivre, que ce soit au Cabinet, sur les bancs de l'opposition, ou parmi les nouveaux députés.

C'est ce à quoi les Canadiens devraient pouvoir s'attendre de la part d'un premier ministre: une norme de conduite qui reflète le sérieux de sa charge et la confiance que la population lui accorde. Nous avons entendu les préoccupations soulevées par les députés

d'en face et, dans certains cas, nous avons vu ces questions être transformées en théâtre politique.

Soyons clairs. En l'absence de preuves, cela ne fait que détourner l'attention d'un débat sérieux. Cela nuit à la crédibilité de la Chambre. Cela érode la confiance de la population, non pas pour servir la démocratie, mais à des fins partisans.

Tandis que les députés d'en face se contentent de rabâcher continuellement des questions auxquelles nous avons déjà répondu à maintes reprises, en toute transparence, nous, nous restons concentrés sur la concrétisation, pour les Canadiens, du programme clair pour lequel ils nous ont élus.

Le Canada est reconnu dans le monde entier pour ses cadres en matière d'éthique et de conflits d'intérêts, car ils comptent parmi les plus solides qui soient. C'est incontestable. Ces cadres ont été instaurés pour garantir que tous les titulaires de charge publique rendent des comptes, et le premier ministre les respecte pleinement. Voilà à quoi ressemble le leadership, et c'est le genre de leadership dont le premier ministre fait preuve.

De ce côté-ci de la Chambre, nous prenons au sérieux la responsabilité de gagner et de préserver la confiance des Canadiens. Cette confiance n'est pas acquise automatiquement. Elle doit être acquise en faisant preuve de transparence, en agissant avec responsabilité et en respectant nos institutions. Contrairement à tous ceux qui choisissent de faire du spectacle, nous continuerons de nous concentrer sur le travail important, en préservant la confiance du public et en bâtissant un Canada fort pour les Canadiens. Tel est notre engagement, et les Canadiens comptent sur nous.

• (1820)

**Michael Cooper:** Monsieur le Président, voilà une réponse qui n'en est vraiment pas une. Le premier ministre a de l'expérience avec les paradis fiscaux et il n'a pas nié qu'il y a actuellement recours. Au lieu de tirer les choses au clair, le premier ministre se cache derrière une échappatoire dans les règles d'éthique canadiennes et refuse de répondre à toutes les questions concernant ses intérêts financiers. Dans ces circonstances, on ne peut que conclure que M. Joue-du-Coude lui-même a recours à des paradis fiscaux à l'étranger pour éviter de payer des impôts au Canada, n'est-ce pas?

**L'hon. Ruby Sahota:** Monsieur le Président, ce que les Canadiens doivent savoir — je le répète —, c'est que le premier ministre a pris des mesures claires et mûrement réfléchies pour répondre aux attentes énoncées dans la Loi sur les conflits d'intérêts, que le Parlement a adoptée, voire les dépasser. Il a divulgué de façon proactive les renseignements requis au commissaire à l'éthique. Le Canada est reconnu dans le monde entier pour ses cadres en matière d'éthique et de conflits d'intérêts, car ils comptent parmi les plus solides qui soient. C'est incontestable.

Ces cadres ont été instaurés pour garantir que tous les titulaires de charge publique rendent des comptes, et le premier ministre les respecte pleinement. Tandis que les députés d'en face se contentent de rabâcher continuellement des questions auxquelles nous avons déjà répondu à maintes reprises, en toute transparence, nous, nous restons concentrés sur la concrétisation, pour les Canadiens, du programme clair pour lequel ils nous ont élus.

## L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

**Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, CPC):** Monsieur le Président, c'est la première fois que j'ai l'occasion de prendre la parole à la Chambre des communes et je tiens simplement à remercier les formidables habitants de Swift Current—Grasslands—Kindersley de m'avoir accordé leur confiance pour la troisième fois au cours des dernières élections. Je tiens également à remercier très rapidement ma femme, Kyla, et nos trois enfants de leur soutien. Vu tout ce qu'elle fait pour nos enfants, je ne serais pas en mesure de faire ce travail sans elle. En ce moment même, elle est à l'hôpital, à Swift Current, où notre fille est soumise à un tomodensitogramme, car elle s'est cassé le pied la semaine dernière. Je souhaite bonne chance à ma femme et à ma fille, et j'espère que tout ira bien.

J'ai pris la parole tout à l'heure afin d'interroger le ministre de l'Environnement et du Changement climatique au sujet du plafond d'émission, qui est essentiellement un plafond de production. L'un des principaux problèmes actuellement, c'est que l'économie canadienne risque de perdre plus de 54 000 emplois et pour plus de 20 milliards de dollars d'investissements. Cela s'ajoute aux centaines de milliers d'emplois déjà éliminés dans les secteurs de l'énergie et des ressources naturelles à cause des politiques anti-énergie du gouvernement libéral. C'est Justin Trudeau qui a mené la barque au cours des 10 dernières années, et l'actuel premier ministre marche sur ses traces.

L'actuelle ministre de l'Environnement suit aussi son exemple. J'ai déjà siégé à un comité avec elle, et elle s'oppose très ouvertement à toute expansion de l'exploitation des sables bitumineux. Très franchement, au comité, elle tentait tout à fait délibérément d'étouffer l'industrie pétrolière et gazière.

J'ai consulté d'autres chiffres. En 2022, par exemple, les gouvernements canadiens ont touché 45 milliards de dollars de recettes grâce au seul secteur pétrolier et gazier. En 2022, ce montant aurait été légèrement inférieur au coût du système de santé. Si l'on envisage les choses sous cet angle, l'argent que les gouvernements tirent du secteur pétrolier et gazier équivaut à peu près au budget de la santé.

Dans nos circonscriptions, une multitude d'entreprises du secteur pétrolier et gazier soutiennent les fondations locales dans le domaine de la santé. Elles parrainent nos patinoires de hockey. Elles parrainent nos centres communautaires et nos centres pour personnes âgées. C'est cet argent qui finance l'éducation. Il finance le personnel infirmier. Il finance les médecins. Aujourd'hui, le gouvernement a déposé un projet de loi sur la réorganisation des frontières et des ports. Ce sont sans doute les recettes tirées du secteur pétrolier et gazier qui permettront d'embaucher certains des agents nécessaires à la résolution d'une grande partie des problèmes.

Les libéraux tentent délibérément de freiner le principal moteur de l'économie canadienne avec leur plafond des émissions, qui est en fait un plafond de production. Si ce plafond reste en vigueur, ce à quoi le premier ministre s'est déjà engagé — et je présume que son silence sur la question ne fait que le confirmer —, la production pétrolière au Canada devra en fait être réduite de 5 % au cours des deux prochaines années.

Nous sommes mis en face d'une réduction de 5 % de la production, alors que nous voyons bien ce que le reste du monde réclame et ce dont il a besoin. Le reste du monde s'est tourné à maintes reprises vers nous pour obtenir du gaz, du pétrole et du gaz naturel liquéfié canadiens. Or, Justin Trudeau a répété à plusieurs reprises

*Motion d'ajournement*

qu'il n'était pas justifié sur le plan économique de chercher à combler cette demande, et ce, malgré le fait que de nombreux pays sont venus supplier le Canada de leur fournir ces ressources. L'industrie souhaite disposer d'une capacité d'exportation par oléoduc afin de réduire notre dépendance envers les États-Unis pour la vente de nos produits. Le plafond de production en vigueur va entraver davantage la capacité du Canada à être un fournisseur d'énergie propre et fiable pour le monde entier.

Je me demande simplement si le gouvernement serait prêt à admettre que le plafond de production est une très mauvaise idée et qu'il doit être supprimé.

• (1825)

**L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.):** Monsieur le Président, la vérité, c'est que le gouvernement du Canada est déterminé à faire de notre pays une superpuissance énergétique. Je pense que nous pouvons tous en convenir. Je le précise à un moment où le nouveau gouvernement jette les bases de projets d'intérêt national, tout en luttant contre les changements climatiques et en défendant notre indépendance économique. Si nous voulons que notre pays reste concurrentiel à long terme, nous devons non seulement diversifier notre production d'énergie, mais aussi offrir du pétrole et du gaz produits en générant le moins d'émissions possible.

En décarbonant la production de pétrole et de gaz, nous positionnerons le Canada comme un fournisseur d'hydrocarbures de choix dans un avenir où les sources de production à faibles émissions de gaz à effet de serre seront privilégiées. Par exemple, l'Union européenne prévoit imposer une taxe sur les importations de pétrole et de gaz à haute teneur en méthane.

La révolution des énergies propres représente une formidable occasion pour le Canada de renforcer sa compétitivité dans le monde tout en luttant contre les changements climatiques. Je crois qu'aucun Canadien ne souhaite que notre pays soit laissé pour compte. En permettant au Canada de devenir la première superpuissance au monde dans le domaine des énergies propres et conventionnelles, on pourra préserver des centaines de milliers de bons emplois dans les métiers spécialisés.

Malgré les nombreux défis économiques auxquels le Canada est confronté, il ne faut pas oublier que l'urgence climatique demeure. Il suffit de penser aux énormes répercussions actuelles des feux de forêt sur les collectivités et les familles de l'Ouest canadien. Nous ne pouvons pas simplement abandonner la lutte contre les changements climatiques. Le moment est venu de changer les choses pour préparer le meilleur avenir possible pour tous.

**Jeremy Patzer:** Monsieur le Président, ce qui rendrait le Canada davantage concurrentiel, c'est justement de se doter d'un cadre réglementaire concurrentiel.

En ce qui concerne la Loi sur l'évaluation d'impact, qui a déjà été jugée inconstitutionnelle, le gouvernement a indiqué qu'il y avait apporté quelques modifications, mais nous savons qu'il y a encore d'autres éléments inconstitutionnels en place. C'est l'un des plus grands obstacles, l'un des plus grands problèmes. Nous essayons d'obtenir des approbations ici, au Canada. Il faut plus de 10 ans pour faire approuver un grand projet. C'est pourquoi aucun grand projet n'est en cours de réalisation au Canada à l'heure actuelle. La première tâche du premier ministre devrait être d'abolir le plafonnement des émissions, et de modifier la Loi sur l'évaluation d'impact.

### Motion d'ajournement

Aux États-Unis, il y a trois ans, le président Biden a décrété que les approbations devaient être accordées en moins de deux ans pour les grands projets. En fait, notre parti, en particulier notre porte-parole, la députée de Lakeland, a exprimé haut et fort la nécessité non seulement d'égaliser cette démarche, mais de faire mieux et d'essayer d'obtenir des approbations encore plus rapidement. Si nous voulons faire concurrence aux États-Unis en matière d'investissements, nous avons besoin d'obtenir une telle certitude réglementaire, ce qui n'est pas le cas en ce moment.

• (1830)

**L'hon. Ruby Sahota:** Monsieur le Président, en matière de limitation de la pollution, tous les secteurs de l'économie canadienne devraient y contribuer, ce qui inclut le secteur pétrolier et gazier. Les plus grandes sociétés pétrolières et gazières du Canada se sont déjà engagées à atteindre la carboneutralité d'ici 2050, et je les en félicite.

Nos mesures fonctionnent. La pollution par les gaz à effet de serre diminue au Canada. Dans tous les secteurs de l'économie, les travailleurs canadiens réduisent la pollution causée par les gaz à effet de serre d'une manière qui crée de bons emplois et qui assainit l'air.

Face à l'augmentation des inondations, des incendies de forêt et des ouragans due aux changements climatiques, le gouvernement continuera de travailler avec le secteur pétrolier et gazier, les provinces, les territoires, les parties prenantes et les communautés autochtones pour promouvoir l'innovation propre et l'adoption de technologies visant à réduire les émissions, y compris le captage, l'utilisation et le stockage du carbone.

### LE LOGEMENT

**Tony Baldinelli (Niagara Falls—Niagara-on-the-Lake, PCC):** Monsieur le Président, le Canada connaît une crise du logement. Après 10 ans de malheureuses politiques libérales, le prix des habitations a doublé, les mises de fonds ont doublé et les loyers ont doublé. Selon Teranet, c'est-à-dire le bureau d'enregistrement immobilier de l'Ontario, l'âge moyen des acheteurs d'une première propriété en Ontario est de 40 ans, comparativement à 34 ans il y a une décennie. Il ne faut pas oublier que c'est l'âge moyen, ce qui veut dire qu'il y a des gens qui achètent leur première maison quand ils ont 45 ou 50 ans, voire plus.

De plus, la Building Industry and Land Development Association, dans la région du Grand Toronto, a récemment constaté que les ventes de maisons avant la construction à Toronto se sont effondrées. Le mois dernier, ces ventes étaient de 89 % inférieures à la moyenne sur 10 ans et elles avaient diminué de 72 % depuis avril 2024. Il s'agit du septième mois consécutif où les ventes de maisons neuves n'ont jamais été aussi basses dans la région du Grand Toronto. Malheureusement, on s'attend à ce que la situation s'aggrave, la Building Industry and Land Development Association ayant déclaré que le secteur des habitations neuves s'effrite rapidement et un déficit abyssal de l'offre prend forme pour la période se situant entre 2027 et 2029. Cette association a également confirmé que le congé de TPS que les libéraux ont accordé aux acheteurs d'une première maison ne contribuera pas beaucoup à rendre la vie plus abordable ni à stimuler concrètement les ventes et la construction.

Parallèlement, les propriétaires actuels sont également aux prises avec la hausse du coût du logement et des produits alimentaires. Selon Equifax, le taux de défaillance des propriétaires a augmenté de 6,5 %, les défaillances hypothécaires de plus de 90 jours ayant aug-

menté de 71,5 % en Ontario et de 33,3 % en Colombie-Britannique depuis le premier trimestre de 2024. Ils ne sont pas les seuls, puisque 1,4 million de Canadiens n'ont pas été en mesure d'effectuer un paiement de crédit au premier trimestre de 2024.

Il est tout simplement stupéfiant de penser aux dommages causés au marché immobilier par 10 années de gouvernement libéral. En termes simples, les vendeurs ne peuvent pas vendre, les acheteurs ne peuvent pas acheter, et de nombreuses familles ont de la difficulté à payer leur hypothèque. Voilà le bilan des libéraux.

Dans ma circonscription, les villes de Niagara Falls et de Niagara-on-the-Lake sont également aux prises avec la crise du logement. Selon la Niagara Home Builders' Association, le nombre de mises en chantier dans la région de Niagara est à son plus bas niveau en 10 ans. Selon la région de Niagara, le loyer médian d'un appartement d'une chambre est de 1 550 \$, ce qui représente une hausse de 19,2 % depuis 2021, tandis que le loyer médian d'un appartement de deux chambres est de 1 800 \$, soit une hausse de 12,5 % depuis 2021. De plus, St. Catharines se classe au 11<sup>e</sup> rang des villes canadiennes où les loyers sont les plus élevés.

On peut vraiment parler d'une décennie perdue sous le règne du gouvernement libéral. Aujourd'hui, le rêve d'accéder à la propriété est encore moins à la portée de nombreux Canadiens. Le ministre du Logement, qui vient d'être nommé par le premier ministre a déjà été maire de Vancouver. Or, Vancouver est l'une des villes où l'achat d'une propriété coûte le plus cher au monde, et elle constitue sans doute l'épicentre de la crise du logement au Canada. Sous la gouverne de l'ancien maire de Vancouver, le prix des loyers a augmenté de 50 %, le prix des maisons a grimpé de 150 %, et le taux d'itinérance a augmenté de près de 40 %. C'est un bilan honteux pour la personne qui est maintenant responsable de résoudre la crise du logement à l'échelle nationale. Bref, cette nomination n'a aucun sens.

Vendredi dernier, j'ai eu l'occasion de poser une question au ministre du Logement lors de la période de questions. Je ne suis pas satisfait de la réponse du ministre. Je profite donc de l'occasion pour lui répéter ma question, de manière à donner au gouvernement une autre chance de se justifier pendant le temps dont il disposera pour me répondre. Le ministre du Logement et le premier ministre peuvent-ils nous dire pourquoi les Canadiens devraient leur faire confiance et faire confiance au gouvernement pour régler la crise du logement qu'ils ont créée?

• (1835)

**L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.):** Monsieur le Président, nous sommes le seul parti qui est conscient de l'urgence de s'attaquer à la crise du logement et qui a présenté un plan crédible pour y remédier. Nous rendrons le logement plus abordable en doublant le rythme de construction des habitations partout au Canada grâce à un plan qui verra le gouvernement recommencer à jouer un rôle concret dans ce secteur.

Nous réduirons les formalités administratives pour qu'aucun pouvoir public ne nuise à la construction de logements, et nous créerons de nouvelles carrières dans les métiers spécialisés pour produire tous ces logements supplémentaires. Pour régler ce problème, nous devons travailler avec tous les pouvoirs publics et avec le secteur privé et le secteur privé et le secteur sans but lucratif afin de conjuguer les efforts et de bâtir plus de logements plus rapidement et de veiller à ce que chaque Canadien ait un toit.

Le gouvernement joue un rôle de premier plan dans cet effort, en unifiant l'économie canadienne et en prenant des mesures audacieuses pour résoudre la crise du logement au Canada. Nous utilisons tous les outils à notre disposition pour construire des logements à une échelle et à une vitesse jamais vues depuis des décennies. L'approche consiste notamment à investir dans une industrie nationale du bâtiment qui emploie des travailleurs canadiens, à investir dans des entreprises canadiennes et à favoriser l'adoption de technologies canadiennes novatrices de construction, comme la construction hors site.

Le gouvernement vise à améliorer nos capacités à construire des logements, et ce, à l'échelle nationale. Nous sommes loin derrière de nombreux autres pays dans le monde. Nous devons créer des emplois et bâtir une industrie durable à plus long terme et à plus grande échelle au Canada. Nous allons faire grimper l'offre pour faire diminuer les coûts et rendre le logement plus abordable et plus accessible pour la population canadienne.

Pendant dix ans, les gouvernements conservateurs successifs n'ont rien fait dans ce dossier. J'ai été maire de Vancouver pendant sept de ces années, et le gouvernement conservateur n'a construit aucun logement abordable dans ma ville. Toutefois, un élément clé de cet effort consiste à créer des logements dans le cadre du programme « Maisons Canada ». Il s'agit d'un nouveau programme qui permettra au gouvernement fédéral d'aller encore plus loin dans le dossier du logement.

Le programme « Maisons Canada » va réunir tous nos partenaires dans le but de rationaliser les délais de construction, de tirer parti des terres publiques et de réduire les obstacles financiers afin de construire des logements vraiment abordables pour les Canadiens à revenu faible ou moyen. Dans le cadre du programme « Maisons Canada », nous soutiendrons également l'adoption de technologies modulaires et préfabriquées novatrices qui peuvent aider à accélérer la construction, à améliorer la productivité et à réduire le coût de construction des logements, afin de vraiment stimuler le dynamisme de l'industrie nationale ici, au Canada.

« Maisons Canada » offrira également un financement stable aux constructeurs de logements abordables. Cela s'ajoutera aux mesures existantes telles que le catalogue de conception de logements, qui propose des conceptions normalisées et adaptées à chaque région. Il propose des conceptions pour divers logements, y compris des maisons en rangée, des quadruplex et des logements accessoires, afin de permettre aux collectivités d'augmenter l'offre plus facilement et plus rapidement et de soutenir la densification.

Ces initiatives s'ajoutent aux autres mesures prises par le gouvernement du Canada pour rendre l'accession à la propriété plus abordable, comme l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première habitation dont la valeur est inférieure à 1 million de dollars, ce qui représente une économie de 50 000 \$, et un allègement de la TPS pour les habitations dont la valeur se situe entre 1 million et 1,5 million de dollars.

Ces mesures contribueront à réduire les coûts initiaux pour les Canadiens qui entrent sur le marché du logement dans les semaines

### *Motion d'ajournement*

et les mois à venir. Cette mesure viendra en aide à de nombreux nouveaux propriétaires, tout comme les initiatives à plus long terme visant à augmenter, voire à doubler le taux de construction partout au Canada.

**Tony Baldinelli:** Monsieur le Président, après 10 ans de gouvernement libéral, le dossier du logement est une grande source de frustration pour les Canadiens, à juste raison. Quand il a été élu pour la première fois, le gouvernement a proposé une stratégie nationale sur le logement assortie d'une enveloppe de plus de 80 milliards de dollars. Or, le coût du logement a doublé, les loyers ont doublé et les paiements hypothécaires ont doublé.

Cet échec a pris encore plus d'ampleur quand les libéraux ont ensuite promis un fonds de plus de 4 milliards de dollars pour accélérer la construction de logements. Or, de l'aveu de l'ancien ministre du Logement, ce fonds n'était pas conçu pour construire des logements. Je suppose qu'il avait raison. Selon Statistique Canada, plus de logements ont été construits en 1972 qu'en 2022. Pendant la campagne électorale, les libéraux ont repris notre idée de supprimer la TPS sur les ventes de maisons neuves, mais c'est loin d'être suffisant. Ils se sont également engagés à créer une nouvelle entité responsable du logement.

À quel point les Canadiens devraient-ils faire confiance au gouvernement pour créer une nouvelle entité bureaucratique alors qu'il a démontré son incapacité à gérer un bureau des passeports? Aujourd'hui, la Banque TD dit qu'elle ne peut pas construire...

• (1840)

**L'hon. Gregor Robertson:** Monsieur le Président, ce n'est pas pour rien que nous avons un nouveau premier ministre et un nouveau ministre du Logement et de l'Infrastructure, qui sont ici pour servir les Canadiens et accroître la construction de logements abordables partout au Canada. Fort de mon expérience à l'échelle municipale et provinciale, je suis ici pour répondre aux besoins des Canadiens.

Le Canada est aux prises avec une crise du logement. Le gouvernement est déterminé à jouer un rôle de premier plan, en travaillant avec tous ses partenaires, tous les pouvoirs publics et les secteurs privé et sans but lucratif afin de réduire le coût du logement. Cela va stimuler notre économie. Nous bâtissons une économie canadienne unifiée face aux menaces tarifaires.

Nous devons miser sur l'activité économique que nous observons dans le secteur du logement et en faire un élément essentiel de notre croissance économique pour que notre économie soit la plus dynamique du G7. Nous estimons que le programme « Maisons Canada » nous permettra de passer à la vitesse supérieure.

**Le vice-président:** La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 41.)



# TABLE DES MATIÈRES

Le mercredi 4 juin 2025

<b>DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS</b>		Vien.....	393
<b>La Société canadienne des postes</b>		Carney.....	393
Kwan.....	389	Vien.....	393
<b>Le Mois du patrimoine portugais</b>		Carney.....	394
Fonseca.....	389	<b>Le secteur de l'acier et de l'aluminium</b>	
<b>Le défenseur des droits de la personne</b>		Martel.....	394
Bezan.....	389	Carney.....	394
<b>Les sciences et la technologie</b>		Blanchet.....	394
Acan.....	390	Carney.....	394
<b>Souris—Moose Mountain</b>		Blanchet.....	394
Bonk.....	390	Carney.....	394
<b>La circonscription de LaSalle—Émard—Verdun</b>		Blanchet.....	394
Guay.....	390	Carney.....	394
<b>Blair Vold</b>		Rood.....	394
Calkins.....	390	Champagne.....	394
<b>La rencontre des premiers ministres</b>		Rood.....	394
Lamoureux.....	391	Champagne.....	395
<b>Les Knights de London</b>		Davies (Niagara-Sud).....	395
Rood.....	391	Joly.....	395
<b>La Journée de la Gaspésie</b>		Lefebvre.....	395
Deschênes.....	391	Champagne.....	395
<b>Hamilton-Centre</b>		<b>Les finances</b>	
Rana.....	391	Lantsman.....	395
<b>Les Oilers d'Edmonton</b>		Champagne.....	395
Uppal.....	391	Lantsman.....	395
<b>Les soins dentaires</b>		Lightbound.....	396
Zuberi.....	391	Cobena.....	396
<b>Le système d'immigration</b>		Hajdu.....	396
Khanna.....	392	<b>Le secteur de l'acier et de l'aluminium</b>	
<b>Le secteur énergétique de Terre-Neuve-et-Labrador</b>		Savard-Tremblay.....	396
Osborne.....	392	Joly.....	396
<b>Le coût des aliments</b>		Savard-Tremblay.....	396
Kirkland.....	392	LeBlanc.....	396
<b>Une élève innovatrice de Burlington</b>		<b>L'industrie pétrolière et gazière</b>	
Gould.....	392	Thomas.....	396
<b>QUESTIONS ORALES</b>		Hodgson.....	396
<b>Les relations canado-américaines</b>		Thomas.....	397
Scheer.....	393	Small.....	397
Carney.....	393	Hodgson.....	397
<b>Les ressources humaines</b>		Small.....	397
Scheer.....	393	Hodgson.....	397
Carney.....	393	Steinley.....	397
<b>Les finances</b>		Hodgson.....	397
Scheer.....	393	Motz.....	397
Carney.....	393	Hodgson.....	397
		<b>L'intelligence artificielle</b>	
		Grant.....	397
		Solomon.....	397
		<b>Le logement</b>	
		Melillo.....	398
		Robertson.....	398
		Melillo.....	398
		Robertson.....	398
		Lawton.....	398

Robertson .....	398
Aboultaif .....	398
Robertson .....	398
Hardy .....	399
Champagne .....	399
<b>La sécurité publique</b>	
Doherty .....	399
Anandasangaree .....	399
Baber .....	399
Anandasangaree .....	399
<b>La santé mentale et les dépendances</b>	
Anderson .....	399
Anandasangaree .....	399
Cody .....	400
Sahota .....	400
<b>Le secteur de l'acier et de l'aluminium</b>	
Chenette .....	400
Joly .....	400
<b>Les finances</b>	
Barrett .....	400
Champagne .....	400
Barrett .....	400
Champagne .....	401
Mahal .....	401
Hajdu .....	401
<b>Les anciens combattants</b>	
Nguyen .....	401
McKnight .....	401
<b>Le secteur de l'acier et de l'aluminium</b>	
Groleau .....	401
Joly .....	401
<b>Les personnes handicapées</b>	
May .....	401
Hajdu .....	402

## AFFAIRES COURANTES

<b>Loi sur le Mois du patrimoine ukrainien</b>	
Baker .....	402
Projet de loi C-203. Présentation et première lecture .....	402
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	402
<b>La Loi de l'impôt sur le revenu</b>	
Johns .....	402
Projet de loi C-204. Présentation et première lecture .....	402
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	402
<b>Pétitions</b>	
<b>L'aumônerie militaire</b>	
Viersen .....	402
<b>Le saumon sauvage du Pacifique</b>	
May .....	403
<b>Questions au Feuilleton</b>	
Solomon .....	403

## Demande de débat d'urgence

### Les droits de douane sur l'acier et l'aluminium

Lantsman .....	403
----------------	-----

### Décision de la présidence

Le Président .....	403
--------------------	-----

## DISCOURS DU TRÔNE

### Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

Kirkland .....	403
Blois .....	405
Larouche .....	405
Beech .....	405
Kuruc .....	405
McKenzie .....	406
Deschênes-Thériault .....	407
Savard-Tremblay .....	407
Kelly .....	407
Myles .....	408
Konanz .....	409
Garon .....	409
Kayabaga .....	409
McPherson .....	410
Lavack .....	410
Jackson .....	411
Larouche .....	411
Duguid .....	411
Kuruc .....	412
Gill (Abbotsford—Langley-Sud) .....	412
Lamoureux .....	413
Garon .....	413
Guglielmin .....	414
Mahal .....	414
Coteau .....	415
Larouche .....	415
Patzer .....	415
McPherson .....	416
Garon .....	416
Chenette .....	419
Patzer .....	419
Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles) .....	420
Kronis .....	420
Savard-Tremblay .....	420
Dzerowicz .....	421
Jansen .....	422
Larouche .....	422
Duclos .....	423
May .....	423
Lamoureux .....	424
Tochor .....	425
Savard-Tremblay .....	425
Coteau .....	425
Kelly .....	427
Larouche .....	427
Kayabaga .....	427
McPherson .....	427
Ehsassi .....	427
Konanz .....	429

**L'honorable Marc Garneau**

Gerretsen ..... 429

**Reprise du débat sur l'Adresse en réponse**

Konanz ..... 429

Ehsassi ..... 429

Adoption de la motion ..... 429

Lamoureux ..... 429

Motion ..... 429

Adoption de la motion ..... 430

**MOTION D'AJOURNEMENT****L'éthique**

Cooper ..... 430

Sahota ..... 430

**L'industrie pétrolière et gazière**

Patzner ..... 431

Sahota ..... 431

**Le logement**

Baldinelli ..... 432

Robertson ..... 432

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>